



M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
M. Oscar Sénéchal,
445, St-Gabriel,
Montréal.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 10 MAI 1930

QUEBEC, SATURDAY, 10TH MAY, 1930

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC
OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de

ADVERTISING RATES.

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are

l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,

Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement.

2331—18—9

strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

2332—18—9

Lettres patentes

"A. Gaston Munich, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Léon Faribault et Maurice Dugas, tous deux conseils en loi du roi et avocats, et Roméo Desjardins, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires d'une compagnie de contrôle, de placements, de promotion et de courtage, et agir pour elle-même et pour d'autres dans le placement de fonds ou la promotion de compagnies et entreprises de toutes espèces quelconques;

Acquérir et détenir des actions, stocks, débetures, actions-débetures, bons, obligations et valeurs émis ou garantis par toute compagnie située en quelque endroit que ce soit, ou exploitant toutes affaires, et des débetures, actions-débetures, bons, obligations et valeurs émis ou garantis par tout gouvernement, tous commissaires, corps public ou autorité suprême, municipale, locale ou autre, soit au Canada ou ailleurs;

Acquérir toutes actions, tous stocks, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou valeurs, par souscription originaire, soumission, achat, échange ou autrement, et souscrire pour iceux, soit conditionnellement ou autrement, et garantir la souscription d'iceux, et exercer et mettre en vigueur tous droits et pouvoirs conférés par ou incidents à la possession d'iceux;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise, et, à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables, ou autres experts ou agents;

Employer des experts pour faire des recherches sur et examiner les conditions, les projets,

Letters patent

"A. Gaston Munich, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1930, incorporating: Leon Faribault and Maurice Dugas, both King's Counsels and Barristers; and Romeo Desjardins, Barrister, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To conduct the business of a holding, investment, promoting and brokerage company, and to act for itself and others in the investment of funds or the promotion of companies and undertakings of all kinds whatsoever;

To acquire and hold shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any company whatsoever constituted or carrying on business, and debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities, issued or guaranteed by any government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether in Canada or elsewhere;

To acquire any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or securities, by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise, and to subscribe for the same, either conditionally or otherwise, and to guarantee the subscription thereof, and to exercise and enforce all rights and powers conferred by or incident to the ownership thereof;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character

les valeurs, le caractère et les circonstances de toute maison d'affaires et de toute entreprise, et généralement, de tous biens, propriété ou droits;

Transiger et faire toutes sortes d'opérations d'une agence financière et particulièrement concernant le placement d'argent, la vente de propriétés et le recouvrement et l'encaissement d'argent;

Donner toute garantie concernant le paiement de toutes débetures, actions-débetures, bons, obligations ou valeurs détenus par la compagnie;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts fonciers, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur les dits terrains ou aucun des dits terrains, et les vendre, louer, échanger, ou autrement disposer de la totalité ou de toute portion des terrains, et de la totalité ou d'aucun des édifices ou constructions qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir érigés sur les dits terrains, et prendre toutes les garanties qui seront jugées nécessaires et ériger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction; améliorer, modifier et administrer les dits terrains et édifices;

Prendre et détenir des hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat sur aucun des terrains, édifices ou constructions ainsi vendus, et vendre ou autrement disposer des dites hypothèques; pourvu cependant, excepté quant à prendre et détenir des hypothèques tel que susmentionné, rien de contenu dans les présentes ne sera censé autoriser la compagnie à faire des prêts, soit pour fins de construction ou non, sur des terrains qui n'appartiennent pas à la compagnie, ou sur des terrains qui ayant appartenu à la compagnie, sont devenus, par tout acte, transport, transfert ou aliénation, la propriété d'un autre;

Garantir et autrement aider à l'exécution des contrats ou hypothèques de personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires et assume et se charger de tels hypothèques ou contrats en défaut;

Faire les affaires d'agents et courtiers en assurances de toutes sortes et généralement, pour les fins susdites, agir comme financiers, et entreprendre et exploiter des opérations et transactions financières;

Placer et disposer des argents de la compagnie, qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre, et sans limiter la généralité des objets susdits, souscrire, acheter, acquérir et détenir, soit comme principal ou comme agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale, et échanger ou autrement disposer des actions du capital-actions, obligations ou débetures de toute compagnie ou corporation dans lesquelles cette compagnie est ou sur le point d'être intéressée, ou avec qui elle a ou sur le point d'avoir des relations d'affaires;

Distribuer en espèces ou autrement, tout actif de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou de toute partie des propriétés de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif et du passif de cette compagnie, le tout conformément à l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec;

Les directeurs auront le pouvoir de passer un règlement réglant le transfert des actions de toute manière non contraire à la Loi, sous le nom de "A. Gaston Munich, Incorporated".

and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

To transact or carry on all kinds of financial agency business, and in particular in relation to the investment of money, the sale of property, and the collection and receipt of money;

To give any guarantee in relation to the payment of any debentures, debenture stock, bonds, obligations or securities held by the company;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands, and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary, and to erect buildings and deal in building material; to improve, alter and manage the said lands and buildings;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell or otherwise dispose of said mortgages; provided, however, that except as to taking and holding mortgages as aforesaid, nothing herein contained shall be deemed to empower the Company to make loans, whether for building purposes or not, upon lands not the property of the Company, or upon lands which, though once the property of the Company, have by any deed, conveyance, transfer or alienation, become the property of another;

To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings and to assume and take over such mortgages or contracts on default;

To carry on business as insurance agents and brokers of all kinds, and generally for the purposes aforesaid, to carry on business as financiers, and to undertake and carry out financial operations and transactions;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined, and without limiting the generally of the foregoing, to subscribe for, purchase, acquire and hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security, and to exchange or otherwise dispose of the shares of capital stock, bonds or debentures of any company or corporation in which this Company is or is about to be interested, or with which it has or is about to have business relations;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company, the whole in accordance with section 81 of the Quebec Companies' Act;

The Directors shall have the power to pass a By-Law regulating the transfer of shares in any way not contrary to law, under the name of "A. Gaston Munich, Incorporated".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux mille (2,000) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire-suppléant de la province,
2447 ALEXANDRE DESMEULES.

"A. Lacroix, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Albini Lacroix, entrepreneur, Adélar Gibeau, comptable, et mademoiselle Berthe Lacroix, fille majeure, tous trois résidant en la cité de Saint-Lambert, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'entrepreneurs généraux pour l'érection, la réparation ou la confection de travaux publics et privés, et construire, ériger, embellir, faire réparer des travaux publics ou privés de toutes sortes, y compris des voies ferrées, des tramways, des chemins, tunnels, havres, bassins, navires, endroits pour l'expédition, piles, jetées, quais, réservoirs et y compris l'érection, la réparation et l'amélioration d'installations, d'ateliers et stations d'égouts, de drain, de salubrité, d'eau, de gaz, de lumière électrique, de téléphone, de télégraphe et d'énergie, et construire des bureaux, des entrepôts et autres édifices publics ou privés, ainsi que toutes les autres usines ou installations d'utilité publique;

Faire tout commerce et industrie, et spécialement le commerce de bois et autres matériaux de construction, la fabrication d'ouvertures et de toutes pièces de construction et d'objets quelconques et faire la construction de bâtisses, édifices et autres entreprises;

Acheter, améliorer, et développer toute industrie ou commerce déjà existant et en établir de nouveaux;

Emettre des actions libérées de la Compagnie en paiement partiel ou intégral d'achat de propriétés ou de marchandises, et en règlement et rémunération de déboursés, salaires, honoraires, commissions et de tous services rendus soit dans la promotion et organisation de la compagnie soit dans ses opérations;

Aliéner, vendre ou échanger ou autrement disposer en tout ou en partie de ses immeubles, acquérir par achat, bail ou autrement, tous immeubles que la dite compagnie jugera nécessaires pour les besoins de son industrie ou de son commerce, ou même pour faire le commerce d'immeubles ou en paiement de ce qui pourra lui être dû;

Hypothéquer ses immeubles pour garantir tous emprunts, engagements et responsabilités souscrites par la Compagnie; même engager tous ses biens pour obtenir les crédits dont elle aura besoin;

Emettre des bons, obligations et débetures portant intérêt et payables à termes et les négocier, soit en les vendant soit en les donnant en garantie, pour obtenir les fonds nécessaires pour acquitter ses redevances, faire ses acquisitions, organisations, améliorations, agrandissements et réserves pour toutes éventualités dans le cours de ses opérations; et pour leur garantie, hypothéquer ses immeubles et engager tous ses biens;

The Capital Stock of the Company is divided into two thousand (2,000) shares having no nominal or par value, and the amount with which the Company will commence its operations will be ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2448 Acting Assistant Provincial Secretary.

"A. Lacroix, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1930, incorporating: Albini Lacroix, contractor, Adélar Gibeau, accountant, and Miss Berthe Lacroix, spinster, all three residing in the City of Saint Lambert, for the following purposes:

To carry on business as general contractors for the building, repairing or construction of public or private works, and to build, erect, improve, have repaired public or private works of any kind including railways, tramways, roads, tunnels, harbours, docks, ships, shipping points, piles, piers, wharves, reservoirs, including the building, repairing and improvement of installations, work-shops and stations for sewers, drains, sanitation, water, gas, electric light, telephone, telegraph and power, and to build offices, warehouses and other public or private buildings and also any other plants or installations of public utility;

To carry on any business and trade in general, and especially to deal in lumber and other building materials, the manufacturing of openings and of all building requisites and articles whatsoever, and to carry on the construction of buildings, structures and other undertakings;

To purchase, improve and develop any already existing business or industry and to establish new ones;

To issue paid-up shares of the company as whole or part payment for the purchase of property or merchandise, and as settlement or remuneration for disbursements, salaries, fees, commissions and for any services rendered either in or about the promotion of the company or the operations thereof;

To alienate, sell or exchange or otherwise dispose of its immovables in whole or in part, to acquire by purchase, lease or otherwise any immovables which the said company may deem necessary for the requirements of its business or trade or even to carry on the real estate business, or as payment for what may be due to the company;

To hypothecate its immovables as guarantee for any loans, obligations and responsibilities underwritten by the company; even to pledge all its property for the obtaining of the credits which it may require;

To issue bonds, obligations and debentures bearing interest and payable periodically and to negotiate the same either by selling or by giving them as security, in order to obtain the necessary funds for the payment of its debts, acquisitions, organizations, improvements, extensions and its reserves for any contingencies which may arise in the course of its operations; and as guarantee thereof, to hypothecate its immovables and pledge all its movable property;

Emprunter de l'argent, tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, des lettres de change, des connaissements, des mandats et autres instruments négociables et transférables, faire et émettre des bons, débetures et preuves de dettes de toutes sortes, sans limite quant au montant, et les garantir, si c'est nécessaire, par mortgage, nantissement ou autrement;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de chacun et de tous les biens meubles et immeubles de la Compagnie pour telle considération que la compagnie jugera convenable;

Acheter ou acquérir de toute façon l'actif ou le commerce de toutes personnes constituées en corporation ou non, exerçant un commerce ou une industrie similaires aux prix, charges et conditions que la corporation croira devoir accepter; et émettre des actions acquittées de la compagnie en paiement des dites acquisitions;

Acquérir par achat, location ou autrement, toutes les propriétés mobilières et immobilières, foncières et personnelles que la compagnie croira nécessaires pour les fins de son entreprise; et les vendre, louer et échanger, gager et hypothéquer;

Faire toutes telles autres choses qui se rapportent ou se rattachent à la réalisation des objets ci-dessus, sous le nom de "A. Lacroix, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2449 ALEXANDRE DESMEULES.

"Balfour Cafeteria, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Isidore Popliger, David Miller, Harry Blanshay, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, prendre à location ou autrement acquérir des terrains ou édifices dans la cité de Montréal, ou ailleurs; ériger sur tels terrains tel que susdit, ou aucun d'eux, un hôtel ou des hôtels, cottages et tous autres édifices et travaux nécessaires, et utiliser, convertir, adapter et maintenir tous ou aucun des terrains, édifices et bien-fonds aux et pour les fins d'hôtels et auberges avec leurs accommodations usuelles et nécessaires;

Les garnir et les meubler, et faire les affaires d'hôteliers et aubergistes et tenanciers d'écuries de louage;

Faire les affaires de tenanciers d'hôtels, restaurants, cafés, salles de rafraîchissements et pensions, pourvoyeurs licenciés, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles, et autres breuvages, pourvoyeurs, vic-tuailleurs pour des lieux d'amusements publics en général, propriétaires de cabriolets, fiacres et voitures, tenanciers d'écurie de louage, garagistes, propriétaires et opérateurs de moteurs, camions, auto-taxis, cultivateurs, laitiers, marchands de glace, importateurs et courtiers en produits alimentaires, animaux vivants et abattus, et produits domestiques et étrangers de toute description, coiffeurs, parfumeurs, chimistes, propriétaires de clubs, bains, cabinets de toilette, buande-

To borrow money, to draw, subscribe, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments, to make and issue bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, without limit as to amount, and to secure the same, if deemed advisable, by mortgage, pledge or otherwise;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of all and any of the movables and immovables of the company for such consideration as the company may deem expedient;

To purchase or acquire in any manner the assets or business of any persons, incorporated or otherwise, carrying on a similar trade or business at such prices and under the charges and conditions which the corporation may deem fit to accept, and to issue paid-up shares of the company in payment for the said acquisitions;

To acquire by purchase, lease or otherwise any movable and immovable property, real and personal, which the company may deem necessary for the purposes of its undertaking, and to sell, lease, exchange, pledge and hypothecate same;

To do all such other things as are related to or connected with the attainment of the hereabove objects, under the name of "A. Lacroix, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City of Saint Lambert, in the District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2450 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Balfour Cafeteria, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1930, incorporating: Isidore Popliger, David Miller, Harry Blanshay, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take on lease or otherwise acquire lands or buildings in the city of Montreal or elsewhere; to erect on such lands as aforesaid, or any of them, an hotel or hotels, cottages, and any other necessary buildings and works, and to use, convert, adapt and maintain all or any of such lands, buildings and premises, to and for the purposes of hotels and inns with their usual necessary adjuncts;

To fit up and furnish the same and to carry on the business of hotel and inn-keepers and livery stable-keepers;

To carry on the business of hotel, restaurant, café, refreshment room, and lodging house keepers, licensed victuallers, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, coach, cab, and carriage proprietors, livery stable keepers, garage keepers, owners and operators of motors, trucks, taxicabs, farmers, dairymen, ice merchants, importers and brokers of food, live and dead stock, and domestic and foreign produce of all descriptions, hair dressers, perfumers, chemists, proprietors of clubs, baths, dressing rooms, laundries, reading, writing and newspaper rooms, libraries, grounds and places of amusement, recreation, sport, entertainment and

ries, salles de lecture, d'écriture et de journaux, bibliothèques, terrains et endroits d'amusements, de récréation, de sport, d'entraînement et d'instruction, de toutes sortes, marchands de tabac et cigares, agents de chemins de fer et compagnies maritimes et voituriers, propriétaires de bureaux de location de théâtres et opéras, entrepreneurs, et agents généraux, et toutes autres affaires qui peuvent être convenablement exploitées en rapport avec ces dits objets;

Eriger et construire des édifices, travaux et machineries qui seront jugés nécessaires en rapport avec ou incidents aux fins de la compagnie;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorités pour ou concernant toutes inventions qui pourront être utiles à la compagnie;

Détenir et posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie ou compagnies exploitant une industrie de nature semblable et vendre ou autrement faire le commerce avec la compagnie;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, réelles ou personnelles, pour dettes, responsabilités ou obligations envers la compagnie, encourues ou devant être encourues pour les fins et objets de la compagnie, et généralement faire aucune et toutes choses et exploiter toute industrie qui sera jugée nécessaire ou incidente aux affaires principales de la compagnie, sous le nom de "Balfour Cafeteria, Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2451 ALEXANDRE DESMEULES.

"Barney's Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Michel Chamberland, avocat, Joseph-Antoine Guy, notaire, et Léontine Gauthier, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce et exercer le métier de buandier, blanchisseur, teinturier, nettoyeur et presseur, et posséder, acheter, louer ou exploiter des buanderies, blanchisseries et autres ateliers similaires à ces fins;

Faire le commerce sous toutes ses formes en gros et en détail d'habits et de vêtements et de tout matériel entrant dans la confection des vêtements;

Conclure des arrangements avec toutes personnes, sociétés ou corporations pour les fournir de vêtements, elles ou leurs employés;

Manufacturer, importer, exporter et vendre ou louer tous articles ou marchandises pouvant faire l'objet des commerces ci-dessus;

Construire, acquérir, posséder, exploiter, vendre, louer ou autrement en disposer des manufactures, usines, ateliers et entrepôts se rapportant aux objets ci-dessus;

Emettre et répartir comme acquittées et entièrement libérées des actions du capital social de la compagnie en paiement complet ou partiel de tous services rendus avant ou après son incorpo-

instruction of all kinds, tobacco and cigar merchants, agents for railway and shipping companies and carriers, theatrical and opera box office proprietors, entrepreneurs, and general agents, and any other business which can be conveniently carried on in connection therewith;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the Company;

To acquire any trade-marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any inventions which may be useful to the Company;

To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with the Company;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the Company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the Company, and generally to do any and all things and carry on such other business as may be necessary and incidental to the main business of the Company, under the name of "Balfour Cafeteria, Inc.", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2452 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Barney's Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1930, incorporating: Michel Chamberland, advocate, Joseph Antoine Guy, notary, and Léontine Gauthier, spinster, in the use of her rights, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and exercise the trade of laundry man, bleacher, dyer, cleaner and presser, and to own, purchase, lease or exploit laundries washhouses, and other similar shops for such purposes;

To deal under any form, wholesale or retail, in suits and clothing and any material used in the manufacturing of clothings;

To make arrangements with any person, firm or company to furnish clothing for them or their employees;

To manufacture, import, export and sell or lease all any and any of the objects hereabove mentioned;

To construct, acquire, own, exploit, sell, lease or otherwise dispose of factories, workshops and warehouses relating to the business and manufacture of the hereabove mentioned articles;

To issue and allot wholly paid up shares of the capital stock of the company in whole or part payment for any services rendered before or after its incorporation, for the purchase price of all

ration, du prix d'achat de toutes propriétés mobilières ou immobilières, brevets ou droits de brevets, droits, franchises et clientèle;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acquérir ou entreprendre la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et spécialement le commerce actuellement exploité au No 2079 de la rue Frontenac, à Montréal, par Barney's Co., société commerciale ordinaire;

Demander, acheter, ou autrement acquérir tout brevet d'invention, permis, concessions, et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser une invention, ou quelque renseignement secret ou autre au sujet d'une invention qui peut paraître susceptible d'être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, mettre en valeur ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ou de mettre en valeur ou accorder des permis à leur sujet;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de cette entreprise pour la considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou des débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir autrement la totalité ou partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses énumérées plus haut ou l'une d'elles en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou de concert avec d'autres;

Faire les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets ci-dessus mentionnés;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, non compris ses employés actionnaires qui auront continué de l'être après avoir quitté leur emploi, sous le nom de "Barney's Company, Limited";

Le montant du capital-action de la compagnie est de \$20,000.00 divisé en cent actions privilégiées de \$100.00 chacune et en mille actions ordinaires de \$10.00 chacune.

Les actions privilégiées auront droit à un dividende non cumulatif de sept pour cent l'an, payable avant le paiement de dividendes aux porteurs d'actions ordinaires;

Les actions privilégiées seront rachetables au pair avec au moins le dividende d'une année, en aucun temps, sur avis de trente jours;

Dans le cas de distribution d'actif de la compagnie, les porteurs d'actions privilégiées auront un

movable and immovable property, patents or patent rights, rights, franchises or custom;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and particularly the business actually carried on at No. 2079 Frontenac Street, Montreal, by Barney's Co. on ordinary commercial partnership;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture-stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The number of the shareholders of the company shall be limited to twenty, not including its shareholders who are employees and who have continued as such after leaving their employ, under the name of "Barney's Company, Limited";

The amount of capital stock of the company shall be \$20,000.00, divided into one hundred preferred shares of \$100.00 each and one thousand common shares of \$10.00 each.

The preferred shares shall have a right to a non-cumulative dividend of seven per cent per annum, payable before the payment of dividends to the holders of the common stock.

The preferred shares shall be redeemable at par with or less the dividend of one year, at any time, on a thirty day notice;

In the event of the distribution of the assets of the company the holders of preferred shares shall

droit de préférence sur les porteurs d'actions ordinaires;

Les actions ordinaires comme les actions privilégiées auront droit de vote aux assemblées de la compagnie, chaque action ayant droit à un vote.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2453 ALEXANDRE DESMEULES.

"Belley Realty & Construction Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Théodule Belley, voyageur de commerce, Henri Guilbault, étudiant, de Montréal, Alfred Tourigny, avocat, de Sherbrooke, Qué., dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, location ou tout autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, faire usage et jouir ou autrement négocier ou faire valoir, et vendre, louer, échanger ou autrement refaire ou disposer des immeubles ou leurs intérêts et édifices ou autres structures érigées sur iceux, limites à bois, pouvoirs hydrauliques et autres, et autres propriétés mobilières et immobilières de toutes sortes et descriptions et droits dans telles propriétés;

Construire, posséder, louer, maintenir et exploiter toutes sortes d'édifices et établissements à être utilisés pour aucune fin, avec ensemble tout genre de commodités usuelles ou nécessaires ou qui peuvent être avantageusement fournies ou procurées en rapport avec iceux;

Agir comme agents ou procureurs pour la gestion d'immeubles, la vente ou la gestion de propriétés, le placement, la manutention, le prêt, le paiement, la transmission, le nantissement ou la perception de deniers, rentes, intérêts, dividendes, mortgages, obligations, débentures, et autres valeurs, et l'entreprise ou l'investigation, l'évaluation, la vente, échange, location, subdivision et choses semblables;

Agir comme agent d'assurance et exercer des opérations de prêts et de placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque;

Faire, importer, exporter, acheter, vendre, échanger et autrement négocier ou faire le commerce d'articles, effets et marchandises en général;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toutes propriétés vendues par la compagnie ou argent dû à la compagnie par les acheteurs, ou avances faites par la compagnie aux acheteurs ou autres pour fins de constructions ou autres améliorations, ou argent dû à la compagnie pour aucune raison;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie par l'émission d'obligations, débentures ou autrement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compa-

have priority over the holders of common shares;

The common shares like the preferred shares shall be entitled to vote at the meetings of the company, each share being entitled to one vote.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2454 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Belley Realty & Construction Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1930, incorporating: Theodule Belley, commercial traveller, Henri Guilbault, student, of Montreal, Alfred Tourigny, advocate, of Sherbrooke, Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title, and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy, or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interest therein, and buildings or other structures thereon erected, timber limits, water and other powers, and other moveable and immovable property of all kinds and descriptions and rights in such property;

To build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings and structures to be used for any purpose, together with all forms of conveniences, usual or necessary or which may be advantageously furnished or supplied in connection therewith;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale or management of property, the investment, handling, loan, payment, transmission, the mortgaging and collection of monies, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities, and the undertaking of investigations, valuations, sale, exchange, leases, subdivisions and the like;

To act as insurance agents and carry on loan and investment operations of every kind, excepting the business of banking;

To make, import, export, buy, sell, exchange and otherwise deal in or with goods, wares and merchandise in general;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or money due to the company from purchasers, or advances by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements, or moneys owing to the company for any reason;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the Company's property or rights;

To borrow money upon credit of the company by the issue of bonds, debentures or otherwise;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or

gnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Prêter ou avancer de l'argent, garantir les contrats ou indemniser ou se porter garants, ou autrement aider toute compagnie, firme ou individu et placer tout argent de cette compagnie dans ou sur toute propriété, mobilière ou immobilière, et dans telle entreprise ou valeurs comme la compagnie le jugera de temps à autre convenable;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, nantir, mettre en gage, hypothéquer, aliéner, louer ou autrement disposer de chacune ou toutes propriétés, mobilières ou immobilières,

possessed of property suitable for the purpose of the Company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant license in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry or on engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise acquire shares and securities of, any such Company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

To enter into any arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the Company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To lend or advance moneys to, or guarantee the contracts or indemnify or become security for, or otherwise assist any company, firm or individual, and to invest any of the moneys of this company on or upon any property, moveable or immoveable, and such other undertakings or securities as this company may from time to time deem expedient;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects similar to those of the Company;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or

présentes ou futures, et des droits en tout temps détenus ou possédés par cette compagnie, aux termes et conditions que cette compagnie le jugera convenable;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Hypothéquer, gager ou affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures et autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Acacheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder toutes propriétés mobilières et immobilières que cette compagnie croira convenables ou nécessaires pour ses affaires ou opérations;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, conjointement avec d'autres;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus concernant ou relativement à la formation ou la promotion de cette compagnie ou la conduite de ses opérations, sous le nom de "Belley Realty & Construction Co., Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en cinq cents (500) actions privilégiées de vingt dollars (\$20.00) chacune et mille (1,000) actions ordinaires de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2455 ALEXANDRE DESMEULES.

future, and rights at any time owned or enjoyed by this Company, upon such terms and conditions as this Company may see fit;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the Company to secure the payment of loans, or the payment or performance of any other debt, contract or obligations to the Company;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the Company is by law entitled to issue;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock and other securities of this Company, either in payment or part payment of any property or rights which this Company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To purchase, lease, exchange, or otherwise acquire and possess all moveable and immoveable property which the company may deem necessary or useful for its business or operation;

To invest and deal with the monies of the Company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in or about the formation or promotion of this company or the conduct of its business, under the name of "Belley Realty & Construction Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into five hundred (500) preferred shares of twenty dollars (\$20.00) each and one thousand (1,000) common shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2456- Acting Assistant Provincial Secretary.

"Bernard Gordon, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Jacques Rousseau, et Léopold Henrichon, tous deux avocats, et Bernard Gordon, commerçant, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, importer, exporter du cuir, des peaux, fourrures, laine, coton et autres tissus, bottes et chaussures, gants et mitaines, articles en laine, chandails, manteaux et autres vêtements articles de fantaisie, articles en cuir, articles en canevas ou imitation de cuir, articles de sport et de fantaisie et travaux d'art en général;

Tanner, teindre, préparer le cuir, les peaux et fourrures, manufacturer des articles en laine, coton et autres tissus, bottes et chaussures, gants et mitaines, articles en laine, chandails, manteaux et autres vêtements, articles de fantaisie ou en cuir, articles en canevas ou imitation de cuir, articles de sport et de fantaisie et travaux d'art en général;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce de machineries, inventions mécaniques et autres, automobiles et aéroplanes et accessoires;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, ou autrement faire le commerce d'articles en caoutchouc, accessoires de toilette, papeteries et ameublements;

Acheter, vendre et autrement faire le commerce de métaux, ciment, béton, pierre, sable, gravier, bois de construction, bois et charbon;

Exploiter toute industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exploitée en rapport avec son commerce ou capable d'augmenter directement ou indirectement la valeur de ou rendre profitable la propriété ou les droits de la compagnie;

Acquérir par achat ou autrement la totalité ou toute partie du commerce, des droits et actif et entreprendre ou non les responsabilités de toute personne, firme ou corporation exploitant une industrie semblable en tout ou en partie à celle de la présente compagnie, et donner en paiement d'iceux des obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Vendre, transférer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie ou corporation, et accepter en considération de telle vente et transfert, toutes actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Souscrire, prendre ou de toute manière acquérir les effets, actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie et vendre ou autrement disposer d'icelles, garantir les obligations, débetures ou valeurs ainsi vendues ou assignées par la présente compagnie ou toute autre compagnie similaire;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, tout actif de la compagnie, et particulièrement des actions, obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies appartenant à la présente compagnie, ou dont la présente compagnie peut avoir le pouvoir de disposer, le tout sujet aux dispositions de l'article 81, chapitre 223, S. R. Q., 1925;

Rémunérer, soit en argent ou en actions entièrement ou partiellement acquittées de la compagnie, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en

"Bernard Gordon, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1930, incorporating: Jacques Rousseau, and Leopold Henrichon, both lawyers, and Bernard Gordon, trader, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, import, export leather, hides and furs, wool, cotton and other textile fabrics, boots and shoes, gloves and mittens, woollen goods, and sweaters, cloaks, ready-made clothing and dry goods generally, toys, sporting and fancy goods or works of art;

To tan, prepare leather, hides and furs, manufacture woollen goods, cotton or other textile fabrics, boots and shoes, gloves and mittens, woollen goods, sweaters, cloaks and other clothing, fancy articles or leather goods, canvas or imitation leather goods, sporting and fancy goods and works of art generally;

To manufacture, purchase, sell, import, export and otherwise deal in machinery, mechanical or other inventions, automobiles and aeroplanes and accessories;

To manufacture, purchase, sell, import, export or otherwise deal in rubber goods, toilet articles, stationery and furniture;

To buy, sell and otherwise deal in metals, cement, concrete, stone, sand, gravel, lumber, wood and coal;

To carry on any manufacturing industry or otherwise which the Company may deem capable of being conveniently carried on in connection with its business, or deemed to directly or indirectly increase the value of or render profitable the property or rights of the Company;

To acquire by purchase or otherwise the whole or part of the business, rights and assets and take over or not the liabilities of any person, firm or corporation carrying on a similar business in whole or in part to that of the present Company, and give in payment therefor bonds or other securities of the Company;

To sell, transfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the Company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale and transfer, any shares, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To subscribe for, take or in any manner acquire the effects, shares, bonds, debentures or other securities of any company and to sell or otherwise dispose thereof, guarantee the bonds, debentures or securities thus sold or assigned by the present Company or any other similar company;

To distribute among the shareholders of the Company, in kind, any assets of the Company, and in particular shares, bonds or other securities of any other companies, belonging to the present Company, or which the present Company may have the power to dispose of; the whole subject to the provisions of article 81, chapter 223, R. S. Q., 1925;

To remunerate, either in cash or in paid-up or partly paid-up stock of the Company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the Company in connection with its

rapport avec son incorporation, sa promotion ou son organisation, ou en rapport avec la conduite des affaires de la compagnie ou pour des propriétés ou droits acquis par la compagnie;

Payer pour toutes obligations de la compagnie ou pour toutes réclamations contre la compagnie, ou pour toutes propriétés ou tous droits acquis ou possédés par la compagnie, pour tous services rendus ou à être rendus à la compagnie, en obligations ou autres valeurs ou actif de la compagnie;

Garantir, cautionner et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute sorte quelconque, ou toutes autres obligations de toute sorte quelconque, dans toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Faire toutes ou aucune des obligations et choses ci-dessus mentionnées, soit seuls ou conjointement avec d'autres, pour elle-même comme principal et pour d'autres comme agents, sous le nom de "Bernard Gordon, Incorporated";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre mille (4,000) actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2457 ALEXANDRE DESMEULES.

"Canadian Record of National Development, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Eva Ellenson, fille majeure, et Siméon-James Jones, tous deux de Montréal, publicistes, Louis-Norman Sukloff, avocat, de Toronto, Ontario, pour les fins suivantes:

Exercer un commerce général comme lithographes, imprimeurs, publicistes, photographes, graveurs, stéréotypeurs, électrotypeurs, graveurs en relief, éditeurs de livres, relieurs, papetiers et aucune et toutes autres choses y appartenant;

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement négocier des comptes, registres, livres de comptes, papeteries, systématiser des méthodes et comptes de commerce des corporations, compagnies, associations et individus privés, et donner des instructions adaptées à l'introduction et à l'opération de systèmes fabriqués par la compagnie;

Acquérir, imprimer, publier, conduire et faire circuler ou autrement faire le commerce d'aucun journal ou journaux ou autres publications, et généralement faire le commerce de propriétaires de journaux et publicistes en général;

Exercer et conduire un commerce d'annonces et de publicité en général dans toutes ses spécialités, soit comme principaux ou comme agents, y compris des travaux d'art, copies, préparations et arrangements d'annonces et de matières de publicité;

Entreprendre, acheter, contrôler et vendre ou autrement disposer d'espaces et parties de journaux, magazines et autres publications ou annonces, et faire des contrats et faire l'insertion ou la publication d'annonces et de journaux, magazines périodiques et autres publications;

incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the Company's business or for property or rights acquired by the Company;

To pay for any obligations of the Company or for any claims against the Company, or for any property or rights acquired or possessed by the Company for any services rendered or to be rendered to the Company, in bonds or other securities or assets of the Company;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, or any other obligations of any kind whatsoever, in any other corporation, firm or individual with which the Company has business dealings;

To do all or any of the obligations and things hereabove mentioned, either alone or in conjunction with others, for itself as principal and for others as agents, under the name of "Bernard Gordon, Incorporated".

The Capital-Stock of the Company is divided into four thousand (4,000) shares having no nominal or par value and the amount of capital-stock with which the Company will commence its operations will be twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2458 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Record of National Development, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1930, incorporating: Eva Ellenson, spinster, and Simeon James Jones, both of Montreal, publishers, Luois Norman Sukloff, barrister, of Toronto, Ont., for the following purposes:

To carry on business generally as lithographers, printers, publishers, photographers, engravers, stereotypers, electrotypers, embossers, book publishers, book binders, stationers and any and all other things appertaining to the same;

To manufacture, purchase, sell or otherwise deal in accounts, registers, account books, stationery, and to systemize business methods and accounts of corporations, companies, partnerships and private individuals, and to give instructions adapted to the introduction and working of the systems manufactured by the Company;

To acquire, print, publish, conduct and circulate, or otherwise deal with any newspaper, or newspapers, or other publication, and generally to carry on the business of newspapers, proprietors and general publishers;

To carry on and conduct general advertising and public business in all its branches, both as principals and agents, including art work, copy, preparation and arrangement of advertisements and advertising matter;

To contract for, purchase, control and sell or otherwise dispose of space in, and portions of newspapers, magazines and other publications or advertisements and to contract for and cause the insertion or publication of advertisements and newspapers, magazines, periodicals, and other publications;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou permettre sur droit régalien ou autrement acquérir et détenir, utiliser, posséder, introduire et vendre, céder, louer ou permettre sur droit régalien ou autrement, ou autrement disposer d'aucun droit d'auteur ou droits d'auteurs dans toute œuvre littéraire ou autre dont les droits peuvent être réservés;

Posséder ou acquérir aucun intérêt dans aucun commerce ou entreprise qui peut promouvoir ou encourager les objets susdits ou être de quelque bénéfice pour la compagnie;

Acheter, souscrire ou solliciter, prendre en échange ou autrement acquérir, enregistrer, détenir, vendre, transférer, céder ou autrement disposer, faire valoir les titres, actions, obligations, débetures, actions-débetures, billets et autres valeurs ou titres d'intérêt ou de créances, et tout autre intérêt et réclamations contre toute personne, firme, association volontaire, fiducie, compagnie ou corporation à fonds social et, durant possession ou la détention d'iceux, exercer par l'intermédiaire d'agents ou d'agents que les directeurs pourront nommer, tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour iceux;

Émettre des actions acquittées, obligations, actions-débetures, et—ou autres valeurs en paiement, soit en tout ou en partie, de toute propriété réelle ou personnelle, réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir pour services rendus ou travail réalisé pour elle, et également émettre telles actions entièrement acquittées, obligations, débetures, actions-débetures, et—ou autres valeurs en paiement ou partie de paiement ou en échange pour les actions, obligations ou actions-débetures, et—ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Manufacturer et vendre de la pulpe et du papier et pour ces fins acquérir des terrains, des limites à bois, ériger des moulins et améliorer des cours d'eau, et promouvoir la génération de pouvoir hydraulique, électrique, ou autre pouvoir moteur, et vendre tout surplus de pouvoir ainsi produit, pourvu toujours que toute distribution de tel pouvoir en dehors des propriétés de la compagnie soit sujette aux lois et règlements locaux en ce qui la concerne; dans l'île de Montréal ou ses faubourgs situés dans le district de Montréal, province de Québec;

Garantir la réalisation des contrats par toute personne, société ou corporation avec lesquelles la compagnie a ou se propose d'avoir des relations d'affaires;

Établir des agences et succursales;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière, comme il sera de temps à autre déterminé;

Payer à même le capital de la compagnie toutes dépenses encourues en rapport avec, et se rapportant à l'incorporation ou l'organisation de la compagnie;

Conclure tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts ou tout risque conjoint similaire avec toute personne, personnes, firme ou compagnie que la compagnie jugera convenable;

Avoir, accepter, faire, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets à ordre, lettres de change, mandats et tous autres effets négociables;

Prendre les moyens de faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger conformément aux lois de tel étranger;

Faire toutes telles autres choses qui sont né-

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise acquire and hold, use, introduce and sell, assign, lease or license on royalty or otherwise, or otherwise dispose of any copyright or copyrights, in any literary or other work capable of being copyrighted;

To own or acquire any interest in any business or enterprise that may promote or encourage the foregoing objects or be of benefit to the Company;

To purchase, subscribe or apply for, take in exchange or otherwise acquire, register, hold, sell, transfer, assign or otherwise dispose of, turn to account the stock, shares, bonds, debentures, debenture stock, notes and other securities and evidences of interest in or indebtedness of, and all other interest in and claim upon any person, firm, voluntary association, trust, joint stock company or corporation, and, while the owner or holder thereof, to exercise, through such agent or agents as the directors may appoint, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To issue paid up shares, bonds, debenture stock and or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises or other advantages which the Company may lawfully acquire, for services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debentures, debenture stock and or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock and or other securities of any other company;

To manufacture and sell pulp and paper and for these purposes to acquire lands and timber limits, erect mills and improve water courses and generate water, electrical or other motive power, and to sell any surplus power so generated, provided always that any distribution of such power beyond the property of the Company shall be subject to local laws and regulations in that behalf; within the Island of Montreal and its suburb situated in the district of Montreal, province of Quebec;

To guarantee the performance of contracts by any person, partnership or corporation with which the Company has or proposes to have dealings;

To establish agencies and branches;

To invest and deal with the monies of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To pay out of the capital of the Company any expenses incurred in connection with and incidental to the incorporation or organization of the Company;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any person, persons, firm or company that the Company may think fit;

To have, accept, make, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, warrants, and any other negotiable instruments;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country according to the laws of such foreign country;

To do all such other things as are incidental

cessaires ou connexes à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Canadian Record of National Development, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions ordinaires de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2459 ALEXANDRE DESMEULES.

"Chatham Meat Market, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Oscar Reinhart, Isidore Blackman, et Joseph-David Roston, tous comptables, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce en gros et en détail de négociants, importateurs et exportateurs et commerçants de toutes sortes de produits alimentaires provisions, épicerie et articles similaires et de plus faire le commerce en gros et en détail de négociants, importateurs et exportateurs, négociants, et acheter, vendre et faire le commerce d'épicerie et effets et marchandises, en général, de toute description, mais sans limiter la généralité des marchandises susdites;

Faire les affaires de propriétaires, détenteurs, tenanciers ou occupants de maisons à appartements, magasins, entrepôts, garages, maisons d'habitation et autres édifices quelconques, les acquérir, ériger, maintenir, louer ou sous-louer, vendre ou autrement les aliéner, émettre en paiement du prix d'achat d'iceux, en tout ou en partie des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie;

Mettre en opération des cafés, restaurants, salons de barbier, sièges pour le nettoyage des chaussures, et salles de billards, dépôts pour journaux et périodiques, magasins de cigares et tabac en rapport avec les propriétés immobilières de la compagnie;

Hypothéquer, gager et nantir les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, présentes ou futures, pour garantir les obligations ou débetures de la compagnie qu'elle est autorisée, par la Loi, à émettre;

Exercer toute autre industrie qui pourra sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acquérir ou entreprendre la totalité ou aucune partie du commerce, propriétés et passif de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que la compagnie est autorisée d'exercer, ou possédant des propriétés propres aux fins de la compagnie;

Prendre ou autrement détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des arrangements avec toutes autorités municipales, locales ou autrement, que la compagnie croira avantageux pour ses objets ou aucun d'eux et obtenir de telles autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et faire, exer-

or conduive to the attainment of the above objects, under the name of "Canadian Record of National Development, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) common shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2460 Acting Assistant Provincial Secretary

"Chatham Meat Market, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1930, incorporating: Oscar Reinhart, Isidore Blackman and Joseph David Roston, all accountants, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of retail, wholesale dealer importer and exporter and jobber in all kinds of food products, provisions, groceries and similar articles and to further carry on the business of wholesale and retail dealers, importers and exporters, jobbers, and to buy, sell, and deal in all kinds of groceries and goods and general merchandise of every description, without limiting the generality of the foregoing merchandise;

To carry on business as proprietors, holder, tenant or occupant of apartment houses, stores, warehouses, garages, dwelling houses or other structures whatever, to acquire, erect, maintain, lease or sublet, sell or otherwise alienate same, to issue in payment of the purchase price thereof in whole or in part fully or partly paid-up shares of the capital-stock of the Company;

To operate cafes, restaurants, barber shops, shoe-shining stands and billiard rooms, newspaper and periodical depots, cigar and tobacco stores in connection with the immoveable property of the Company;

To hypothecate, mortgage and pledge the moveable or immoveable property of the Company, actual or future, so as to guarantee the bonds or debentures of the Company which the latter is authorized by law to issue;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or Company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges, concessions which the company may think it desirable to obtain, and

cer, et accomplir tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Acheter, prendre à location ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et toutes responsabilités de la compagnie, ou pour toute autre fin qui sera jugée, directement ou indirectement, susceptible de profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de son commerce et en particulier toutes machineries, outillages, fonds de commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie, ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie croira profitable, et en particulier des actions, débetures, ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou concernant la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de son commerce;

Adopter tous les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés convenables et en particulier, au moyen de publication dans la presse, circulaires, achat et exhibition de travaux d'art ou intérêt, publications de livres et périodiques et par gratification de prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder, faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres sous le nom de "Chatham Meat Market, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2461 ALEXANDRE DESMEULES.

"Club de L'Est, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1930, constituant en corporation, sans capital-actions: Joseph-Jean, et Michel Chamberland, tous deux avocats, et Georges Beaudry, notaire, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir, maintenir et opérer un club pour l'accommodation de ses membres et de leurs amis et procurer aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages et accommodations qu'ils reçoivent généralement dans un club et promouvoir parmi les membres des relations sociales et amicales;

to carry out, exercise and comply with such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the Company for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing, or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibitions of works of art or interest, by publications of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Chatham Meat Market, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2462 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Club de L'Est, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1930, incorporating, without share capital: Joseph Jean, and Michel Chamberland, both advocates, and Georges Beaudry, notary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation of its members and their friends and to provide for the members and their friends all the privileges, advantages and accommodation generally received in a club and to promote friendly and social intercourse amongst its members;

Acquérir, posséder, acheter, louer et vendre tous immeubles pour être aménagés comme maison de club, ainsi que toutes propriétés mobilières ou immobilières, droit ou privilège que la Corporation jugera nécessaire ou utile pour la conduite de ses affaires;

Opérer, maintenir et exploiter des restaurants, salles à manger, hôtels, salles de divertissement, salles de lecture et autres accommodations pour le bien-être de ses membres;

Faire tous arrangements que la Corporation jugera utiles avec toutes autorités municipales, locales ou autres, pour l'obtention de droits, privilèges ou concession qu'elle jugera utiles pour la conduite de ses affaires;

Etablir différentes classes de membres et établir des règlements concernant leur admission et leur conduite, leur expulsion ou leur suspension;

Pourvoir à l'établissement d'une contribution pour devenir membres de la Corporation et au moyen de collecter cette contribution, sous le nom de "Club de l'Est, Incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la Corporation peut posséder est de \$20,000.00.

Le bureau principal de la compagnie est en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2463 ALEXANDRE DESMEULES.

"Commerce & Credit Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Saul-William Decker, Samuel-Edgar Schwisberg, et Samuel-Léon Mendelsohn, tous trois avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires de courtiers en assurance et d'agents d'assurance et représenter aucune et toutes compagnies, firmes ou individus engagés dans aucune branche des dites affaires et accepter ou payer toutes commissions ou rémunérations pour services rendus;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration d'immeubles, la vente de propriétés, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, bons, débentures et autres valeurs, et l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, locations, subdivisions et choses semblables, et faire les affaires de courtiers et agents généraux;

Etablir, maintenir et conduire une agence mercantile générale, et exploiter toute branche d'affaires ordinairement transigées en rapport avec icelle, comprenant l'obtention et l'acquisition par achat, ou de toute autre manière légale, des informations, statistiques, faits et circonstances se rapportant à ou affectant les affaires, le capital, les dettes, la solvabilité, le crédit, les responsabilités et les conditions et position commerciales de chacun et tous individus, firmes, associations et corporations engagées ou s'occupant de toute affaire, occupation, industrie ou emploi, et disposer, vendre, prêter, nantir, louer et utiliser de chacune et toutes manières légales, les informations, statistiques et faits ainsi obtenus et acquis;

Acquérir par achat ou autrement, et établir, maintenir et conduire les affaires générales d'imprimerie, publicité, reliure et annonce, et préparer et distribuer des journaux, livres, pamphlets,

To acquire own, purchase, lease and sell any immovables to be equipped as a club house, also any movable or immovable property, right or privilege which the corporation may deem necessary or useful for the conduct of its business;

To operate, maintain and exploit restaurants, dining-rooms, hotels, amusement halls, lecture rooms and other accommodations for the welfare of its members;

To make any arrangements which the corporation may deem advisable with the municipal, local or other authorities, for obtaining rights, privileges or concessions which it may deem useful for the conduct of its business;

To establish different classes of members and to establish by-laws concerning their admission and their conduct, their expulsion or suspension;

To provide for the establishment of a contribution to become members of the corporation and the means to collect such contribution, under the name of "Club de l'Est, Incorporé".

The amount of immovable property which the corporation may hold shall be limited to \$20,000.00.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2464 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Commerce & Credit Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1930, incorporating: Saul-William Decker, Samuel Edgar Schwisberg and Samuel Leon Mendelsohn, all three advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and to act as insurance agents and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business and to accept or pay any commissions or other remunerations for services rendered;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities, and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like, and to carry on the business of general brokers and agents;

To establish, maintain and conduct a general mercantile agency, to carry on every branch of business usually transacted in connection therewith, including the obtaining and acquiring by purchase, or in any other lawful manner, information, statistics, facts and circumstances of, relating to, or affecting the business, capital, debt, solvency, credit, responsibility, and commercial conditions and standing of any and all individuals, firms, associations and corporations engaged in or connected with any business, occupation, industry or employment, and to dispose of, sell, loan, pledge, hire and use in any and all lawful ways the information, statistics and facts so obtained and acquired;

To acquire by purchase or otherwise, and to establish, maintain and conduct a general printing, publishing, bookbinding and advertising business and to prepare and distribute news-

almanachs, catalogues, rapports, estimés, recueils, listes et autres matières imprimées d'intérêt ou d'utilité pour des marchands, négociants, banquiers et avocats;

Faire toutes ou aucune des affaires d'investigation, promotion, organisation ou réorganisation, développement, contrôle, exploitation, liquidation et règlement d'industries ou commerces;

Acquérir, détenir, posséder, louer, vendre, disposer et faire le commerce de propriétés et commerces de toute nature ou espèce, et situés en n'importe quel endroit, et les contrôler par la possession d'obligations, actions ou valeurs ou de toute autre manière, explorer, rechercher, examiner, fournir, maintenir, améliorer, réparer, développer, construire et mettre en opération des propriétés, et généralement faire toutes choses nécessaires ou désirables d'être faites en rapport avec le développement, l'organisation, la réorganisation ou les opérations de propriétés et commerces nouveaux et existants;

Se fusionner avec toute compagnie, société ou personne exploitant toutes affaires se rapportant de toute manière à aucun des objets de la présente corporation;

Emettre des actions entièrement ou partiellement acquittées du capital-actions de la corporation, en paiement total ou partiel de toutes propriétés, tous actifs ou droits;

Vendre, transférer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie du commerce de la corporation à toute compagnie, société ou personne et accepter en considération d'icelui des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Agir comme correspondant et représentant étranger pour des individus, firmes ou corporations;

Faire tous et chacun des actes nécessaires pour l'entreprise, l'exploitation, l'accomplissement d'aucune des affaires que la corporation est autorisée d'exercer ou d'exploiter, sous le nom de "Commerce & Credit Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2465 ALEXANDRE DESMEULES.

"Côté Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril, 1930, constituant en corporation: J.-Arthur Côté, courtier, Ernest Gauthier, comptable, Lucienne Gagnon, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce d'agent général et de courtier, souscrire, placer sur le marché, acheter, vendre, à vente publique, ou autrement, échanger, détenir ou faire le commerce d'actions, obligations, débetures et autres valeurs de toutes sortes et espèces;

Souscrire, placer et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir, soit d'une manière absolue comme propriétaire ou comme garantie collatérale ou autrement, et vendre, en garantir la vente et céder, transférer ou autrement aliéner

papers, books, pamphlets, directories, catalogues, reports, ratings, digests, lists and other printed matter of interest or use to merchants, traders, bankers and lawyers;

To carry on any one or more of the business of investigating, promoting, organizing or re-organizing, developing, controlling, carrying on, winding-up and disposing of industries or businesses;

To acquire, hold, own, lease, sell, dispose of and deal in properties and businesses of any nature or kind, and wherever located, and to control the same by ownership of stock, shares or securities or in any other manner, to prospect, investigate, examine, equip, maintain, improve, repair, develop, construct and operate properties, and generally to do all things necessary or desirable to be done in connection with the development, organization, re-organization or operation of new or existing properties and businesses;

To amalgamate with any Company, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present Corporation's objects;

To issue fully or partly paid-up shares of the capital stock of the Corporation in payment or in part payment of any property, assets or rights;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the Corporation's business of any company, partnership or person and accept in consideration therefor shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To act as foreign correspondent and representative of individuals, firms or Corporations;

To do any and all acts necessary for the undertaking, carrying on and completion of any of the business which the Corporation is authorized to engage in and carry on, under the name of "Commerce & Credit Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2466 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Côté Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1930, incorporating: J. Arthur Côté, broker, Ernest Gauthier, accountant, Lucienne Gagnon, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general agency and brokerage business; to subscribe for, underwrite, buy, sell, by public sale or otherwise, exchange, hold, or otherwise deal in stocks, bonds, debentures and other securities of all kinds and classes;

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title, and to hold, either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise

ou faire le commerce de bons, débetures et autres preuves de dettes, obligations, actions et autres valeurs de tout gouvernement ou de toute corporation municipale, ou scolaire, ou de toute banque, compagnie ou corporation d'utilité publique, commerciales, industrielles ou autres, ou de tout individu ou association; transiger et faire les affaires générales d'une compagnie financière et de courtage, et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toutes propriétés, affaires ou entreprises;

Promouvoir, organiser, développer ou administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation et prélever et aider à prélever de l'argent et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et offrir au public pour souscription toutes actions, obligations, bons, débetures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation, affaires ou entreprise;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement trafiquer des propriétés mobilières et immobilières et droits et, en particulier, des terrains, édifices, héritages, affaires ou établissements industriels et entreprises, mortgages, nantissements, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, valeurs, polices, dettes de livres, et tout intérêt dans la propriété mobilière ou immobilière, toute réclamation contre telle propriété ou contre toutes personnes ou compagnies et des privilèges et droits litigieux de toutes sortes;

Faire les affaires d'agents d'assurance pour le feu, la vie, les accidents et toutes autres sortes d'assurances dans toutes les spécialités d'icelles, et faire les affaires de gérants et agents pour tels assurances;

Recevoir en dépôt ou entreposage des effets mobiliers de toute nature et classe, comme agent, consignataire ou dépositaire, et prêter de l'argent sur la valeur d'iceux;

Faire le commerce de bailleurs de fonds, de capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales, immobilières, mercantiles et autres, et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des affaires de cette compagnie ou calculées pouvoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

Agir comme agent et courtier pour le placement, l'emprunt, le paiement, la transmission et la perception des deniers, ou pour émettre et countersigner des certificats d'actions, d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs de toute corporation;

Prêter de l'argent, pour son propre compte ou pour toute personne chargeant la compagnie de le faire, sur toutes valeurs mobilières ou immobilières, aux conditions qui seront jugées convenables;

Acquérir les propriétés ou tous actifs quelconques qui peuvent avoir été nantis en faveur de la compagnie comme garantie de tels prêts et en disposer comme il sera jugé convenable;

Pour les fins susmentionnées, solliciter, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et privilèges semblables conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité,

dispose of or deal in bonds, debentures, and other evidences of indebtedness, stock, shares and other securities of any government or municipal or school corporation of or any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association; to transact and carry on a general financial company and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

To promote, organise, develop or manage or to assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking and to raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation and to offer for public subscription any shares stock, bonds, debentures or other securities of any company or corporation, business or undertaking;

To purchase or otherwise acquire and hold, sell or otherwise deal in real and personal property and rights, and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertaking, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts, and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, and the privileges and choses in action of all kinds;

To carry on the business of agents for fire, life, accident and any other kind of insurance in all branches thereof, or to carry on the business of managers and agents for such insurance;

To receive for deposit or storage moveable property of any nature and class as agent, consignee or depositary, and to lend money on the security thereof;

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionnaires, brokers and agents and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, real estate, trading and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, or for the purpose of issuing and countersigning certificates of stocks, bonds, debentures or other securities of any corporation;

To lend money for its own account or for any one charging the Company so to do on any moveable or immoveable securities, on such conditions as it may think proper;

To acquire the property or assets whatsoever which may have been pledged in favour of the Company as security of such loans and to dispose of the same as it may see fit;

For the purposes aforesaid to apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any

d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement s'y rapportant, et faire valoir, vendre, louer ou autrement faire le commerce de tels brevets, permis ou concessions;

Emettre et répartir comme actions entièrement acquittées de la compagnie, constituée en corporation par les présentes, en paiement ou paiement partiel de tout commerce, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, locations, permis, contrats, immeubles, titres, bons, débetures ou autres propriétés ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs octroyés par les présentes;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

De temps en temps solliciter, garantir ou acquérir par cession, transport, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorité, franchise, concession, droit ou privilèges que tout gouvernement ou autorité suprême, municipale ou locale, ou toute corporation ou corps public a le pouvoir de faire, décréter ou accorder, et approprier tout capital, obligations et biens de la compagnie pour en payer et défrayer le coût, les charges et dépenses nécessaires, construire, maintenir et mettre en opération ou louer toutes sortes d'édifices et constructions;

Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui, de temps en temps sera déterminée;

Exercer tous les pouvoirs présentement accordés soit comme principaux ou procureurs, et faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs, et tout commerce qui se rattache à l'entière réalisation des objets pour lesquels cette compagnie est constituée;

Faire des avances de deniers aux clients et autres personnes en relation d'affaires avec la compagnie et prendre et détenir des mortgages ou hypothèques sur des immeubles pour garantir tels prêts;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer des propriétés et de l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelles, pour la considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enquête, audition et rapport au sujet de toute émission d'actions, d'obligations et autres valeurs de toute corporation, ou des livres, état financier, perspectives ou circonstances de toute maison d'affaires ou entreprise et généralement au sujet de toute propriété ou droits;

Garantir et donner des garanties et se porter garants pour le paiement de billets à ordre, etres de change, comptes ou autres obligations de toute personne, firme ou corporation avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires ou aider autrement toute telle personne, firme ou corporation;

secret or other information as to any invention and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To issue and allot as fully paid up, stock of the Company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stock, bonds, debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any such person or persons;

From time to time to apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof; to construct, maintain and operate or to lease all kinds of buildings and structures;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To exercise all the powers herein granted, either as principals or attorneys, and to do all acts, exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to take and hold mortgages or hypothecs on real estate to secure such loans;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To investigate, audit and report on any issue of stock, bonds or other securities of any corporation, or on the books, standing, prospects or circumstances of any business concern or undertaking, and generally on any property or rights;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any person, firm or corporation with which the company may have business relations, and otherwise assist any such person, firm or corporation;

Payer à même les fonds de la compagnie les frais d'organisation et d'incorporation de la compagnie;

Faire tous autres actes, et exercer tous pouvoirs nécessaires ou appropriés à l'entière réalisation d'aucun des objets pour lesquels cette compagnie est constituée;

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions;

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi, sous le nom de "Côté Company, Limited", avec un capital total divisé en quatre mille (4,000) actions sans valeur au pair; le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille dollars, (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2467 ALEXANDRE DESMEULES.

To pay out of the funds of the Company the costs of organization and incorporation of the company;

To do all other acts and exercise all powers necessary or incidental to the proper accomplishment of any of the objects for which the Company is incorporated;

Any appeal to the public to subscribe for shares is forbidden;

The number of shareholders is limited to twenty, exclusive of the present and past employees who are shareholders of the Company and who have continued so to be after leaving its employ, under the name of "Côté Company, Limited", with a total capital stock divided into four thousand (4,000) shares having no par value, and the amount with which the Company will commence its operations will be twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2468 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Côté & Lewis Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril, 1930, constituant en corporation: Roland-L. Parenteau, courtier, René Pardiac, mécanicien, et Mlle Mary-D. Pardiac, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

En outre des pouvoirs accordés par la loi pour les besoins de la compagnie:

Manufacturer, acheter, vendre et échanger des voitures, automobiles, camions, tracteurs, moteurs pour fins agricoles, moteurs de marine, moteurs d'aviation et autres véhicules ou mécanismes relatifs aux moteurs à explosions;

Manufacturer, vendre, acheter, échanger ou servir d'intermédiaires pour la vente de pneus, de moteurs d'aviation, ainsi que des aéroplanes eux-mêmes, y compris tous les accessoires qui s'y rapportent;

Acheter, vendre, importer, manufacturer tous les accessoires relatifs à tous véhicules aériens, terrestres ou marins mûs par moteurs à explosions;

Acquérir, vendre, importer la machinerie nécessaire pour la production des articles ci-devant mentionnés;

Financer des autos neufs ou usagés, des aéroplanes ou tous véhicules terrestres, marins ou aériens;

Financer des propriétés, des meubles, des terrains;

Acheter des automobiles de tous genres et les revendre par encan public;

Financer le commerce d'automobiles sous toutes ses formes;

Faire d'une façon générale toutes les transactions immobilières requises pour la bonne administration des immeubles ainsi acquis par la Compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir les droits d'exploitation de toutes inventions relatives aux moteurs à explosion et aux véhicules qui s'en servent;

Etablir des succursales dans différents centres de la province;

Financer les droits d'exploitation de toutes inventions relatives aux moteurs à explosions et aux véhicules qui s'en servent;

"Côté & Lewis Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1930, incorporating: Roland L. Parenteau, broker, René Pardiac, mechanic, and Miss Mary D. Paradis, stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

In addition to the powers granted by the Act for the needs of the company:

To manufacture, purchase, sell and exchange carriages, automobiles, trucks, tractors, motors for agricultural purposes, marine motors, aviation motors and other vehicles or mechanisms relating to explosion motors;

To manufacture, sell, purchase, exchange or serve as intermediary for the sale of tires, aviation motors and of the aeroplanes themselves, including any accessories connected therewith;

To purchase, sell, import, manufacture any accessories relating to any aerial, terrestrial or marine vehicles propelled by explosion motors;

To acquire, sell, import the machinery necessary for the production of the hereabove mentioned wares;

To supply money for new or used cars, aeroplanes or any terrestrial, marine or aerial vehicles;

To supply money for properties, movables and lands;

To purchase automobiles of any kind and resell the same at public auction;

To supply money for the automobiles business under all forms;

To execute in a general way any real estate transaction required for the proper administration of the immovables thus acquired by the company;

To purchase, lease or otherwise acquire the exploitation rights for any inventions relating to explosion motors and other vehicles making use thereof;

To establish branches in different centres of the Province;

To supply money for the exploitation rights of any inventions relating to explosion motors and to vehicles making use thereof;

Payer en actions de la Compagnie les services rendus à la Compagnie par ses employés ou ses mandataires;

Payer en actions de la Compagnie le prix de biens, commerces, automobiles, meubles et immeubles acquis par la Compagnie;

Acheter ou autrement acquérir tout autre commerce dont les opérations seraient identiques à celles de la présente Compagnie. A payer le prix avec des actions de la Compagnie ou tout autre moyen permis par la Loi;

Établir et exploiter un ou des entrepôts et garages;

Faire en général le commerce en gros et en détail d'automobiles, d'accessoires et enfin tout ce qui concerne l'automobile;

Agir comme agents, agents à commission, expéditeurs, entreposeurs et entreprendre des transports;

Conclure des conventions avec les autorités municipales ou locales, à l'endroit où s'exercera le commerce de la présente Compagnie et obtenir des dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente Compagnie jugera convenables et exécuter et exercer les dits droits, privilèges et concessions;

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que, sur autorisation par règlement sanctionné par au moins les deux tiers des votes obtenus à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour l'examen du règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

c. Emettre des obligations, débetures ou autres titres de la Compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes ou à tel prix qu'ils jugeront convenables;

d. Hypothéquer, grever, donner en garantie la propriété réelle ou personnelle de la Compagnie, ou les deux, pour garantir toutes dites obligations, débetures, actions, obligations ou autres titres et toutes sommes empruntées pour les besoins de la Compagnie;

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre la faculté d'emprunt de la Compagnie sur des lettres de change ou billets promissaires, faits, tirés, acceptés ou endossés par la Compagnie ou en son nom;

Faire toute chose ou tout acte, signer tout contrat, prendre tout engagement et conclure toute convention nécessaires ou utiles à l'accomplissement et à la réalisation d'une ou de plusieurs des fins de la compagnie et généralement exercer tout pouvoir que la compagnie peut ou pourra légalement exercer, sous le nom de "Côté & Lewis Corporation, Limited".

Le montant du capital-actions de la Compagnie est de cent quarante-neuf mille dollars (\$149,000.00), divisé en 10,000 actions privilégiées d'une valeur de \$10.00 chacune et portant intérêt annuel non cumulatif de 7% et donnant à leurs détenteurs droit de préférence sur les actions ordinaires au cas de division des biens de la Compagnie, mais ne conférant pas à leurs détenteurs droit de vote aux assemblées des actionnaires de la Compagnie (\$100,000.00).

49,000 actions communes ou ordinaires d'une valeur de \$1.00 chacune et ne donnant droit à dividende à leurs détenteurs qu'après parfait paiement des dividendes dûs aux actions privilégiées, mais donnant seules à leurs détenteurs droit de vote aux assemblées des actionnaires de

To pay for services rendered to the company by its employees or mandatories, with shares;

To pay for any property, business, automobiles, movables and immovables acquired by the company, with shares of the company;

To purchase or otherwise acquire any other business whose operations may be similar to those of the present company, and to pay therefor with shares of the company or any other means permitted by law;

To establish and operate one or more warehouses and garages;

To deal wholesale and retail in automobiles, accessories and, in a word, every thing concerning automobiles;

To act as agents, commission agents, shippers, warehousemen and transportation contractors;

To enter into any agreement with the municipal or local authorities of the place where the business of the present company is being carried on and to obtain from such authorities any rights, privileges and concessions which the present company may deem expedient and to execute and exercise the said rights, privileges and concessions;

And it is hereby ordained and declared that, if authorized by by-law sanctioned by at least two thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. To borrow money upon the credit of the company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

d. Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

To perform any deed or act, sign any contract, undertake any obligation and enter into any agreement necessary or useful for the attainment and realization of one or any of the purposes of the company and generally to exercise any power which the company may now or in future legally exercise, under the name of "Cote & Lewis Corporation, Limited".

The capital stock of the company shall be one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into 10,000 preferred shares of a value of ten dollars (\$10.00) each, bearing a yearly non-cumulative dividend of 7% and entitling the holders thereof to a preference right over the common shares in case of distribution of the assets of the company, but not conferring to the holders thereof the right to vote at the meetings of the shareholders of the company (\$100,000.00);

49,000 ordinary or common shares of a par value of one dollar (\$1.00) each, and entitling the holders thereof to a dividend only after full payment of the dividends due on the preferred shares, but conferring to the holders thereof alone the right to vote at the meetings of the

la Compagnie à raison de "un vote par action" (\$49,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Saint-Hyacinthe, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2469 ALEXANDRE DESMEULES.

**"E. & D. Dress Manufacturing Company,
Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Nathan Solomon, avocat et conseil en loi du roi, Colin Macdonald et Albert Poirier, agents, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de fabricants de robes, manteaux, et le commerce de marchands de marchandises sèches, merciers, tailleurs, drapiers, chapeliers, couturiers, bonnetiers, gantiers et costumiers en général;

Acquérir, acheter, détenir, vendre, disposer, fournir, manufacturer et produire toutes sortes de marchandises, vêtements et autres marchandises se rapportant ou appartenant ou étant nécessaires au commerce susdit;

Acquérir tous brevets ou droits brevetés et les utiliser, et vendre ou octroyer des permis s'y rapportant;

Acquérir par achat, location ou autrement, et vendre et disposer de tous tels terrains et édifices comme il sera nécessaire et utile pour le commerce de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables; emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et entreprendre toute ou aucune partie des biens, commerce, propriété, droits et responsabilités de toute personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce similaire, ou partiellement similaire à celui de cette compagnie, et les payer, en tout ou en partie, ou en actions entièrement acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, et conclure tous arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts ou autres arrangements de nature semblable avec des personnes ou compagnies exerçant des commerces entièrement ou partiellement similaires à celui de cette compagnie;

Vendre à même l'entreprise de la compagnie en tout ou en partie pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Payer toute propriété, franchises, privilèges, locations ou droits de toutes sortes acquis par ou pour la compagnie ou travail réalisé pour ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie par l'émission d'actions acquittées de la compagnie, sous le nom de "E. & D. Dress Manufacturing Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

shareholders of the company, at "one vote per share", (\$49,000.00);

The head office of the company will be in the Town of Saint Hyacinthe, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2470 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"E. & D. Dress Manufacturing Company,
Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1930, incorporating: Nathan Solomon, advocate, and King's Counsel, Colin Macdonald, and Albert Poirier, agents, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer of skirts, cloaks, and that of dry-goods merchants, haberdashers, tailors, c lothiers, milliners, dress-makers, hosiers, gloves and general outfitters;

To acquire, purchase, hold, sell, dispose of, supply, manufacture and produce all kinds of goods, wearing apparel and other merchandise dealt in or appertaining or incidental to the said business;

To acquire any patents, or patent rights, and to utilize same and to sell or grant licenses thereunder;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to sell, and dispose of all such lands and buildings as may be necessary and useful for the Company's business;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments; to borrow money upon the credit of the Company;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, rights and liabilities of any person, partnership or company carrying on any business similar or partly similar to that of this Company and to pay for same in whole or in part in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the Company;

To amalgamate with any company having objects similar to those of this Company and to enter into any agreements for sharing of profits, union of interest or other arrangements of like nature with persons or companies carrying on business similar or partly similar to that of this Company;

To sell out of the undertaking of the Company in whole or in part for such consideration as the Company may deem fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

To pay any property, franchises, privileges, leases or rights of any kind acquired by or for the Company, or work performed for or, with the approval or shareholders, for services rendered to the Company, by the issue of paid up shares of the Company, under the name of "E. & D. Dress Manufacturing Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, common.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2471 ALEXANDRE DESMEULES.

"Georgette & Macdonald, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Henry-Noel Chauvin, de la cité de Montréal, et Harold-Earle Walker, de la cité de Westmount, tous deux avocats et conseils en loi du roi, et Frank-Bernard Chauvin, avocat, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer les commerces qui consistent à manufacturer, vendre, acheter, importer, exporter et négocier toutes sortes de patrons de bottes et chaussures, et manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter tous effets, articles et marchandises qui peuvent être avantageusement manufacturés, vendus et négociés en rapport avec ces dits objets;

Placer et disposer des argents de la compagnie, qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera jugée convenable;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions ou sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avan-

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2472 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Georgette & Macdonald, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1930, incorporating: Henry Noel Chauvin, of the city of Montreal, and Harold Earle Walker, of the city of Westmount, both advocates and King's Counsels, and Frank Bernard Chauvin, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, selling, buying, importing, exporting and dealing in all kinds of boot and shoe patterns, and to manufacture, purchase, sell, import and export all such goods, wares and merchandise, which can be advantageously manufactured, sold and dealt with in connection therewith;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as may be deemed advisable;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that

tageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de

may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital,

la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Georgette & Macdonald, Limited";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille (1,000) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq mille dollars (\$5,000.00);

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera au No 1193, Place Phillips, dans la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2473 ALEXANDRE DESMEULES.

"Gordon Investments, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1930, constituant en corporation: William Manly Bourke, de la cité de Montréal, notaire, et Mademoiselle Margaret Edwards, du même endroit, secrétaire, et Frederick Kirkland Stevenson, de la cité de Westmount, notaire, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, location, échange ou autre titre légal, et posséder, détenir, avoir la possession et la jouissance de propriétés mobilières et immobilières de toute nature et description, et tous les droits, immunités et privilèges y afférents, ou qui y sont attachés, et développer et améliorer telles propriétés ou toute partie d'icelles, de toute manière quelconque, y compris, mais sans restreindre la généralité des termes susdits, l'édification, l'érection, la construction, la reconstruction, le renouvellement ou la réparation de tout édifice ou de tous édifices, pour en faire des maisons, appartements, bureaux, magasins, entrepôts, garages, fabriques, moulins, manufactures, ou pour l'une quelconque ou plusieurs des dites fins, ou pour toute autre fin légale, et payer pour

or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Georgette & Macdonald, Limited".

The capital stock of the Company is divided into one thousand (1,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the Company will commence its operations will be five thousand dollars (\$5,000.00).

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be at 1193, Phillips Place, in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2474 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Gordon Investments, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1930, incorporating: William Manly Bourke, of the city of Montreal, notary, and Miss Margaret Edwards, of the same place, secretary, and Frederick Kirkland Stevenson, of the City of Westmount, notary, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title and to own, hold, possess and enjoy moveable and immovable property of every kind and description and all rights, easements and privileges pertaining to or connected therewith, and to develop and improve such property or any part thereof in any manner whatsoever, including, but without restricting the generality of the foregoing, the building, erection, construction, reconstruction, remodelling or repairing of any building or buildings for houses, apartments, offices, stores, warehouses, garages, factories, mills, manufactories, or for any one or more of such purposes or for any other legal purposes, and to pay for any or all such properties, buildings or improvements in whole or in part in

aucune ou la totalité des dites propriétés, édifices ou améliorations, en tout ou en partie, en argent, ou en actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie ou autrement; et les vendre, louer, hypothéquer, grever, gager, affecter, en disposer et les exploiter autrement en tout ou en partie, de toute manière quelconque, et en rapport avec les affaires ou les propriétés de la compagnie, agir comme entrepreneurs, constructeurs, manufacturiers ou mécaniciens;

En rapport avec les affaires de la compagnie exercer les fonctions de dispatcheurs et de ré-assureurs et agir comme agents pour des compagnies d'assurances-feu, vie, maritime, accident, garantie ou indemnité et exercer aussi les fonctions de courtiers en douane, agents de change, agents à commission, gérants d'immeubles et de tous autres agents et courtiers;

En rapport avec les affaires de la compagnie, établir, maintenir et conduire une agence générale pour la perception de comptes, billets, traites, ou autres titres de créance et faire affaires comme agents financiers et commerciaux, agents de perception, d'information, d'arbitrage et d'audition;

Acquérir et assumer la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, de l'entreprise et des biens de toute personne, firme ou corporation exerçant tout commerce semblable à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant à aucune des fins de la compagnie, et assumer le passif de toute personne, firme ou corporation;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec l'industrie de la compagnie, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre plus profitables;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou des opérations que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou opérations qui pourraient être conduites de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Vendre, donner en gage, hypothéquer, nantir, louer ou autrement disposer des propriétés, immeubles, droits, franchises et entreprises de la compagnie ou toute partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour toutes actions ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Hypothéquer ou nantir les propriétés immobilières de la compagnie, donner en gage ou autrement affecter les propriétés immobilières ou donner toute telle garantie ou garantir le paiement des prêts faits autrement que par l'émission de débetures, ainsi que le paiement ou la réalisation d'aucune autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Emettre des débetures ou autres valeurs de la compagnie, les nantir ou les vendre pour tels et à tels prix qui seront jugés convenables;

Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour garantir telles débetures ou autres garanties ou donner partie seulement de telle garantie pour les mêmes fins, et constituer

cash or in shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company or of any other company or otherwise, and to sell, lease, hypothecate, mortgage, pledge, charge, dispose of and deal with the same and any part thereof in any manner whatsoever, and in connection with the business or property of the Company to act as contractors, builders, manufacturers or mechanics;

In connection with the business of the Company, to carry on the business of insurance adjusters and insurance underwriters and to act as agents for fire, life, marine, accident, guarantee or indemnity companies, and to carry on the business of custom house brokers, stock brokers, commission agents, managers of estates and all other kinds of agents and brokers;

In connection with the business of the Company, to establish, maintain and conduct a general agency for the collection of accounts, notes, drafts or other evidence of indebtedness and to carry on business as general financial, commercial, collecting, reporting, adjusting and auditing agents;

To acquire and undertake the whole or any part of the assets, business, undertaking and property of any person, firm or corporation carrying on any business similar to that which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for any purpose of the Company and to assume the liabilities of any such person, firm or corporation;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with the business of the Company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company;

To sell, mortgage, hypothecate, pledge, lease, or otherwise dispose of the property, immovables, rights, franchises and undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may deem fit, and in particular for any shares or securities of any other company having objects wholly or partly similar to those of this Company;

To hypothecate or mortgage the immovable property of the Company or pledge or otherwise affect the immovable property, or give all such guarantees or secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the Company;

To issue debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such and at such prices as may be deemed expedient;

Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the Company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the

l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations ou de toute autre manière;

Employer les biens ou crédits de la compagnie et agir comme agents ou procureurs pour et au nom d'autres pour toutes et aucune des fins et objets énumérés;

Distribuer les biens de la compagnie aux actionnaires au moyen de dividendes légalement déclarés à même les profits de la compagnie;

Faire les opérations d'une compagnie de placements et faire des placements dans des titres, obligations, débetures, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, autorité souveraine ou suprême, municipale, locale ou autrement, bons, débetures, parts, certificats, obligations, actions ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation quelconque, publique ou privée, ou dans aucune entreprise que pourra assumer la compagnie ou que d'autres assumeront, de même que sur toute propriété mobilière ou immobilière quelconque;

Faire des prêts d'argent aux termes et conditions et au taux d'intérêt qui seront jugés convenables et prendre les garanties sur des biens meubles et immeubles, débetures, obligations, actions, capital-actions et autres biens quelconques, pour le remboursement du principal et des intérêts et l'exécution des contrats, que la compagnie croira à propos;

Transiger et exercer un commerce de finance et de courtage en général et agir comme principaux, agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration et le développement et la gestion de toutes propriétés, commerces ou entreprises;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Faire toutes choses convenables ou propres aux fins et objets énumérés et à la protection et au bénéfice de la compagnie, comme principaux ou agents, sous le nom de "Gordon Investments, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2475 ALEXANDRE DESMEULES.

"Hamilton, Limitée—Hamilton, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Maurice Demers et René Demers, tous deux avocats, J.-Ulric Larivière, gérant, Albina Brunet, et Jeanne Brisebois, tous deux secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Vendre, manufacturer des pianos, des gramophones, acheter des radios et toutes sortes d'instruments de musique et leurs accessoires, imprimer

hypothec, mortgage or pledge mentioned in this paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act or in any other manner;

To employ the assets or credit of the Company and to act as agents or attorneys for and on behalf of others, for all and any purposes and objects enumerated;

To distribute the assets of the Company to the shareholders by way of dividends legally declared out of the profits of the Company;

To carry on the business of an investment company and to invest in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority, supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking upon which the company may enter itself or which may be entered into by others, as well as in any moveable or immoveable property whatsoever;

To lend money on such terms and conditions and at such rates of interest as may be considered advisable, and to take such securities upon movable or immovable property, debentures, bonds, shares, capital stock and any property whatsoever for the repayment of the principal and interest and the fulfilment of the conditions, as the Company may think proper;

To transact and carry on a general financial and brokerage business and to act as principals, agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To do every thing convenient or proper, for the purposes and objects enumerated or the protection or benefit of the Company as principals or agents, under the name of "Gordon Investments, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2476 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Hamilton, Limitée—Hamilton, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1930, incorporating: Maurice Demers, and René Demers, both advocates, J. Ulric Larivière, manager, Albina Brunet, and Jeanne Brisebois, both secretaries, and spinsters, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, manufacture pianos, gramophones, radios and all kinds of musical instruments and their accessories, to print sheet

mer de la musique en feuilles et des disques pour graphophones. Importer, exporter, commercer et transiger de tout ce que dit ci-dessus;

Faire toutes affaires comme manufacturier ou autrement, acheter et vendre toutes sortes de marchandises et exercer tous genres d'affaires qui peuvent être de nature à augmenter la valeur ou rendre profitable aucun bien ou droit de la Compagnie;

Acheter l'actif de toute personne, société ou corporation faisant des affaires semblables à celles de la Compagnie, ou tous autres commerces qui se rattachent directement ou indirectement au genre d'affaires de la Compagnie;

Eriger, construire des usines, magasins et entrepôts et autres bâtiments qui seraient avantageux pour la Compagnie ou nécessaires à ses fins;

Placer les argents de la Compagnie non immédiatement requis de la manière qui pourra être déterminée de temps en temps;

Acheter, posséder, vendre, arrenter, louer ou disposer de toutes créances, propriétés mobilières ou immobilières, et les vendre ou les sous-louer;

Prêter des fonds, en emprunter, garantir des contrats ou autrement aider les personnes avec lesquelles la Compagnie aurait des relations d'affaires;

Demande, acquérir, louer et prêter des marques de commerce, dessins industriels, brevets ou droit de brevet, licences et privilèges se rattachant à toute invention, tous objets de commerce jugés utiles ou avantageux pour la Compagnie, et les utiliser, exercer et exploiter;

Conformément aux dispositions de l'article 37 de la Loi des Compagnies, prendre, acheter ou acquérir par souscriptions originales ou autrement, les actions, obligations ou autres garanties ou actif de toute autre corporation faisant des affaires semblables à celles de la Compagnie et les payer en obligations, débetures ou autres garanties de la Compagnie, ou par l'émission d'actions acquittées et non sujettes à appel du capital social de la Compagnie;

Avec l'approbation des actionnaires, émettre et répartir comme acquittées des actions du capital social de la Compagnie, en paiement complet ou partiel de tous services rendus avant ou après son incorporation, du prix d'achat de toutes propriétés mobilières ou immobilières, brevets ou droits de brevet et recevoir des parts du capital-actions d'autres compagnies, conformément à l'article 37 de la Loi des compagnies, en paiement de propriétés ou droits dont la Compagnie peut disposer;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à ou étant sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie peut elle-même exercer;

Distribuer en espèces ou autrement aucune valeur de la Compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, débetures ou autres obligations d'aucune autre corporation qu'elle pourra détenir, et vendre les parts du capital social, au-dessus du pair seion qu'il sera déterminé, et ce conformément à l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec;

Faire généralement tout ce qui sera nécessaire pour parvenir aux fins ci-dessus, sous le nom de "Hamilton, Limitée—Hamilton, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

music, records for graphophones; import, export, deal and negotiate in any of the hereabove;

To carry on any business as manufacturer or otherwise, purchase and sell all kinds of goods and carry on any business which may be of a nature to enhance the value of or render profitable any property or right of the company;

To purchase the assets of any person, partnership or corporation carrying on business similar to that of the company or any other business connected directly or indirectly with the kind of business of the company;

To erect, construct workshops, stores and warehouses and other buildings which may be advantageous to the company or necessary to its objects;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may be determined, from time to time;

To purchase, own, sell, rent, lease or dispose of any claims, moveable or immoveable property and to sell or sub-let same;

To loan and borrow money, guarantee any contracts or otherwise assist any persons with which the company may have business relations;

To apply for, acquire, lease and loan trademarks, industrial designs, patents or patent rights licenses and privileges relating to any invention, commercial goods which may be useful or advantageous for the company and to use, exercise and exploit same;

In conformity with the provisions of article 37 of the Companies' Act, to take, purchase or acquire by original subscriptions or otherwise, shares, bonds or other securities or assets of any other corporation carrying on business similar to that of the company and to pay for same with bonds, debentures or other securities of the company or by the issue of paid up and non-assessable shares of the capital stock of the company;

With the approval of the shareholders, to issue and allot as fully paid up shares of the capital stock of the company, in full or part payment for any services rendered before or after its incorporation, the purchase price for any moveable or immoveable property, patents or patent rights and to receive shares of the capital stock of other companies, pursuant to article 37 of the Companies' Act, in payment for property or rights which the company may dispose of;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on;

To distribute in specie or otherwise any security of the company among its members and particularly the shares, debentures or other obligations of any other corporation which it may hold, and to sell shares of the capital-stock above par, as may be determined, and such pursuant to article 81 of the Quebec Companies' Act;

To generally do everything necessary to attain the hereabove objects, under the name of "Hamilton, Limitée—Hamilton, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2477 ALEXANDRE DESMEULES.

"Immeuble des Chevaliers, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Emile Breton, et Edgar Levasseur, tous deux marchands, et J.-Oscar Lévesque, notaire, tous de la cité de Rivière-du-Loup, dans les buts suivants:

Acquérir, vendre, louer et donner à loyer des terrains;

Construire, faire construire, acheter, vendre, échanger, posséder, louer, donner à loyer et administrer des meubles et des immeubles, les faire servir à toutes fins légales et spécialement les affecter au service de tous clubs, associations, sociétés quelconques, et aux fins pour lesquelles tels clubs, associations, sociétés seront ou auront été constitués;

Acheter ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens, de l'actif ou du passif d'aucune personne, société, compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant à l'objet de la présente compagnie;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la Compagnie comme garantie de toutes obligations, actions, actions ou autres valeurs que cette Compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la Compagnie;

Faire toutes autres choses qui sont incidentes ou connexes à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Immeuble des Chevaliers, Incorporé", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions ordinaires de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district de Kamouraska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2479 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Brique de Scott, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Paul-Henri Bouffard, C. R., avocat, Omer Godbout, avocat, et Melle Aurée-Anna Nadeau, fille majeure, sténographe, tous de Saint-Joseph de Beauce, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, opérer les affaires actuellement appartenant à la Brique de Scott, Limitée, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Saint-Maxime de Scott, et entre autre, faire l'acquisition de tout l'actif mobilier et immobilier de la susdite compagnie, aux conditions qui sont jugées convenables par les parties contractantes et payer le prix de cette acquisition en parts acquittées de la présente Compagnie;

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2478 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Immeuble des Chevaliers, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1930, incorporating: Emile Breton, and Edgar Levasseur, both merchants, and J. Oscar Levesque, notary, all of the city of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To acquire, sell, lease and let lands;

To construct, have erected, purchase, sell, exchange, own, lease, let and manage moveables and immoveables, to make use of same for any lawful purposes and especially use same for any clubs, associations, partnerships whatsoever and for the purposes for which such clubs, associations partnerships shall or may have been incorporated;

To purchase or take over the whole or any part of the business, property, assets or liabilities of any person, partnership, company carrying on any business which the present company is authorized to carry, or possessed of property suitable for the purposes of the present company;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the Company, for the purpose of securing any bonds, shares, stock or other securities which the Company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the Company;

* To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the aforesaid objects, under the name of "Immeuble des Chevaliers, Incorporé", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) common shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2480 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Brique de Scott, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1930, incorporating: Paul Henri Bouffard, K. C., advocate, Omer Godbout, advocate, and Miss Aurée Anna Nadeau, spinster, stenographer, all of Saint Joseph de Beauce, for the following purposes:

To purchase, acquire, operate the business actually belonging to "La Brique de Scott, Limitée", a body politic and corporate, having its principal place of business at Saint Maxime de Scott, and among other to acquire all the movable and immovable assets of the aforesaid company, upon the conditions which may be deemed fit by the contracting parties and to pay for same with paid up shares of the present company;

To manufacture, purchase, sell or otherwise

disposer de toute pierre, béton, mosaïque, tuile, ardoise, terre cuite, mortier ou autre terre calcaire et toute espèce de ciment, bois et tous autres matériaux de construction ou fournitures de construction;

Manufacturer la brique de toute sorte et tous les dérivés de la brique ou de la glaise et en faire le commerce;

S'occuper de toute autre façon de matériaux de construction, en faire le commerce et aussi spécialement contracter, entreprendre des constructions de toute espèce soit en bois, en pierre, en brique ou autres substances, et faire tout ce qui est nécessaire, utile ou avantageux pour la Compagnie pour ce faire;

Acheter, louer, ou autrement acquérir, posséder, employer et exploiter des terrains, bâtisses, mines, carrières, usines, entrepôts et matériaux qui peuvent être nécessaires, avantageux ou utiles à la Compagnie et à ses entreprises;

Faire toute espèce d'arrangements, contrats ou autres transactions ou opérations avec les propriétaires, possesseurs, occupants ou constructeurs d'immeubles;

Faire le commerce en général de tout meuble ou immeuble qui peut faire l'objet d'un commerce, d'une entreprise, transaction, opération ou marché;

S'associer, conclure des arrangements de toute sorte avec toute personne, compagnie, société que la Compagnie peut croire utiles, avantageux et désirables pour ses entreprises et son commerce;

Acquérir toute entreprise en tout ou en partie semblable à celles de la présente Compagnie, soit en tout, soit en partie, et payer le prix de cette acquisition ou de toute autre association, soit en argent, en parts acquittées, en débetures ou autrement;

Rémunérer ou de toute autre façon récompenser, soit en argent, soit en parts ou par toute autre considération jugée convenable par la Compagnie, ceux qui pourront lui rendre service en travaillant pour elle, y compris tout travail qui pourra être donné pour la vente de ces actions ou débetures;

Emettre et répartir les actions entièrement acquittées ou acquittées pour partie, soit en paiement de services rendus ou à être rendus à cette Compagnie ou pour payer toute créance, entreprise ou autre dette de la Compagnie;

Vendre l'entreprise de la susdite Compagnie ou toute partie d'icelle pour toute considération jugée convenable, soit pour actions, débetures ou toute autre garantie jugée convenable;

Faire toute association avec toute personne, compagnie ou société qui prendrait à sa charge, en tout ou en partie, l'opération de la présente Compagnie;

Construire, mettre en opération toute voie d'évitement sur les propriétés de la Compagnie ou sur celle dont elle a le contrôle, ou bateau pour le transport des matériaux ou des choses de la Compagnie;

Conclure des arrangements quelconques avec toute compagnie de transport de ses matériaux ou marchandises;

Acquérir, construire, ériger et mettre en opération et opérer tout magasin pour la vente de tout objet selon le désir de la Compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, droits, licences, baux, concessions, pour tout objet quelconque que la Compagnie jugera à propos d'acquérir, et ce, soit dans la province de Québec, toute autre province du Dominion ou à l'étranger;

Se fusionner avec toute personne, compagnie ou société ayant un objet en tout ou en partie semblable à ceux de la Compagnie;

dispose of stone, concrete, mosaic, tiles, slate, baked clay, mortar and other calcareous earth, and all kinds of cement, lumber, and other building materials or supplies;

To manufacture brick of all kinds and any other derivatives of brick or clay and to deal thereif;

To carry on business, and deal in any manner in building materials and particularly to contract for and undertake construction work of all kinds, whether in wood, stone, brick or other substances, and do everything which is necessary, useful or advantageous for the company to do;

To purchase, lease or otherwise acquire, own, and exploit lands, buildings, mines, quarries, workshops, storing yards, warehouses and materials which may be necessary or useful for the undertakings of the company;

To enter into any arrangements, contracts or other transactions or operations with the proprietors, holders, occupants or builders of real estate;

To deal generally in any movable or immovable which may form the object of any business, undertaking, transaction, operation or bargain;

To enter into partnership or make any arrangements with any person, company, firm which the company may deem useful, advantageous and desirable for its undertakings and business;

To acquire any undertaking in whole or in part similar to that of the present company, either wholly or partly, and to pay for same or any other acquisition, either in cash, paid up shares, debentures or otherwise;

To remunerate or in any other manner recompense either in cash, shares or for any other consideration deemed fit by the company, those who may render service in working for it, including any work which may be done for the sale of its stock or its debentures;

To issue and allot wholly or partly paid up shares, either in payment for services rendered or to be rendered to the company or to pay for any claim, undertaking or other debt of the company;

To sell the undertaking of the aforesaid company or any part thereof for such consideration which may be deemed fit, namely shares, debentures or any other security deemed advisable;

To enter into any partnership with and person, company or firm which may take over in whole or in part the business of the present company;

To construct, operate any railway siding on the property of the company or on that under its control, or boat, for the transportation of the materials or goods of the company;

To enter into any arrangements whatever with any transportation company for its materials and merchandise;

To acquire, construct, erect, put into operation, operate any store for the sale of any good as desired by the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire patents, patents of invention, grants, licenses, leases, concessions for any object whatever which the company may deem fit to acquire and such either in the Province of Quebec, any other Province of the Dominion or any foreign country;

To amalgamate with any person, company or firm having any object in whole or in part similar to that of the company;

Prêter de l'argent aux clients ou autres personnes en relations d'affaires avec la Compagnie;

Distribuer à même les profits de la Compagnie tout dividende autorisé par la loi ou par la charte, et payer les dits dividendes soit en espèces ou en part acquittées ou débetures ou autres valeurs de la Compagnie;

Placer autrement les deniers de la Compagnie pour son avantage;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter des billets promissaires, lettres de change, mandats, débetures ou autres instruments négociables ou transférables;

Emprunter des fonds sur le crédit de la Compagnie, soit par bons, débetures ou autres valeurs;

Hypothéquer, grever ou engager les propriétés mobilières et immobilières ou partie d'icelles, présentes ou futures de la Compagnie et les donner en garantie, nantissement ou fiducie par toute obligation, débeture ou autre valeur;

Importer et exporter tout ce qui peut être nécessaire ou utile ou avantageux pour la Compagnie;

Payer toute dépense inhérente ou connexe à la formation de la présente Compagnie, soit en espèces ou en parts acquittées;

Faire tout arrangement avec une société, compagnie ou personne étrangère, jugé convenable ou utile à la Compagnie;

Faire toute opération en rapport avec les objets de la Compagnie et qui n'est pas contraire à la présente charte et aux lois de la province de Québec et du Dominion;

Faire tout règlement utile, nécessaire ou avantageux pour les fins de la Compagnie, sous le nom de "La Brique de Scott, Incorporée".

Le montant du capital-actions de la Compagnie est de \$299,990.00, divisé en deux mille (2,000) actions privilégiées, portant sept pour cent (7%) de dividende cumulatif, d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (9,999) actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

Les porteurs d'actions privilégiées auront droit de recevoir comme tels, à même les bénéfices ou les surplus de la Compagnie, tel que déterminé par le bureau de direction, des dividendes privilégiés cumulatifs de sept pour cent (7%) par année, à compter de l'émission des dites actions, le tout sur la valeur globale au pair des dites actions;

Si pour une année quelconque, les dividendes sur les actions privilégiées au montant de sept pour cent (7%) ne sont pas payés ou ne sont payés qu'en partie, la balance des dits dividendes sera payable à même les bénéfices de la Compagnie ou le surplus des années subséquentes sans intérêt sur les dits dividendes, et ce, avant qu'aucun dividende ne soit déclaré et payé sur les actions ordinaires.

Les détenteurs du stock du capital privilégié participeront de plus dans le dividende sur le stock commun jusqu'à concurrence de trois pour cent (3%) sur la valeur au pair des actions privilégiées, c'est-à-dire que jusqu'à sept pour cent (7%) les dividendes devront être payés et seront cumulatifs en faveur du capital privilégié;

De plus, si un dividende est déclaré à part le dividende cumulatif, ce dividende devra être divisé en en donnant les deux tiers au capital privilégié et un tiers au capital commun et ce, jusqu'à ce que les actions privilégiées aient reçu un dividende total de dix pour cent (10%). Les dividendes additionnels devront alors être totalement payés au stock commun;

To loan money to clients or other persons having business relations with the company;

To distribute out of the profits of the company, any dividend authorized by law or by the charter and to pay the said dividend either in specie, paid up shares, debentures or other securities of the company;

To invest otherwise the money of the company for its benefit;

To draw, make, accept, endorse, discount promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures or other negotiable or transferable instruments;

To borrow funds upon the credit of the company either with bonds, debentures or other securities;

To hypothecate, mortgage or pledge the movable and immovable property or part thereof, present and future, of the company and give same as security, pledge or guarantee for any bond, debenture or other security;

To import and export anything which may be necessary, useful or advantageous for the company;

To pay for any inherent or incidental expense in or about the formation of the present company either in specie or paid up shares;

To make any arrangements with any firm or company or foreign person, deemed advisable or useful for the company;

To carry on any operation in connection with the objects of the company and which is not contrary to the present charter and the laws of the Province of Quebec and the Dominion;

To make any by-law useful, necessary or advantageous for the purposes of the company, under the name of "La Brique de Scott, Incorporée".

The amount of the capital stock of the company shall be \$299,990.00 divided into two thousand (2,000) preferred shares bearing seven per cent (7%) cumulative dividend of the par value of \$100.00 each, and nine thousand nine hundred and ninety nine (9,999) common shares of the par value of \$10.00 each;

The holders of preferred shares shall be entitled to receive as such, out of the profits or surplus of the company, as determined by the board of directors, cumulative preferred dividends of seven per cent (7%) per annum from their date of issue, the whole on the aggregate par value of the said shares;

If in any year whatever, the dividends on the preferred shares at the rate of seven per cent (7%) shall not be paid or shall only be paid in part, the balance of the said dividends shall be payable out of the profits of the company or the surplus of the subsequent years without interest on the said dividends, and such, before any dividends shall be declared and paid on the common shares.

The holders of the preferred capital stock, shall participate moreover in the dividend on the common stock up to three per cent (3%) on the par value of the preferred shares, namely up to seven per cent (7%) the dividends must be paid and shall be cumulative in favour of the preferred capital.

Moreover, if a dividend be declared besides the cumulative dividend, such dividend must be divided, allowing two thirds to the preferred capital and one third to the common capital, and such until the preferred shares shall have received a total dividend of ten per cent (10%). The additional dividends must then be entirely paid on the common stock;

Au cas de liquidation, vente ou autre dissolution, les détenteurs du stock privilégié auront préférence sur le stock commun tant pour le capital que pour les intérêts accumulés, et ce, sur tous les biens meubles et immeubles de la Compagnie; La Compagnie élira six directeurs dont quatre seront élus par les détenteurs du stock privilégié et deux par les détenteurs du stock commun;

A toute assemblée générale annuelle qui suivra le payment d'un dividende de dix pour cent (10%) au porteur du capital privilégié, les détenteurs du stock commun auront le droit d'élire quatre directeurs et les détenteurs du stock privilégié deux, et cela, chaque année pendant laquelle un dividende de dix pour cent (10%) sur le stock privilégié aura été payé;

Chaque détenteur de stock privilégié ou de stock commun aura droit à un vote par action qu'il possèdera;

Toute décision quant à l'émission d'une débenture ou quant à la vente de toute ou de partie de l'actif mobilier ou immobilier de la Compagnie devra être approuvée par les deux tiers en nombre en en valeur du capital privilégié de la Compagnie présents à l'assemblée générale ou spéciale qui sera tenue à ce sujet, et par la moitié en nombre et en valeur du capital commun présent ou représenté à l'assemblée;

Le quorum des assemblées générales spéciales des actionnaires sera de cinquante et un pour cent (51%) en valeur du capital ayant droit de vote de la Compagnie présent ou représenté sans distinction entre les différentes classes d'actions;

Les clauses ci-dessus ayant trait au quorum des assemblées, ainsi qu'à l'approbation des règlements de la Compagnie pourront être changées à toute assemblée générale des actionnaires ou à toute assemblée spéciale convoquée à cet effet et le dit changement sera adopté par le vote des deux tiers en nombre et en valeur des actions privilégiées ayant droit de vote, et de la moitié en nombre et en valeur du stock commun ayant droit de vote, présent ou représenté.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Maxime de Scott, comté de Dorchester.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2481 ALEXANDRE DESMEULES.

In the event of liquidation, sale or other winding up, the holders of preferred stock shall have preference over the common stock both as to capital and accrued interest, and such on all the company's movable and immovable property;

The company shall elect six Directors, four of which shall be elected by the holders of preferred stock and two by the holders of common stock;

At any general annual meeting, following the payment of a ten per cent (10%) dividend, to the holder of preferred capital, the holders of common stock shall be entitled to elect four Directors and the holders of preferred stock two, and such each year during which a ten per cent (10%) dividend on the preferred stock shall have been paid;

Each holder of preferred or of common stock shall be entitled to one vote for each share he may own;

Any decision as to a debenture issue or as to sale of the whole or part of the movable or immovable assets of the company must be approved by the two thirds in number and in value of the preferred capital, present at the general or special meeting which shall be held for such purpose, and by one half in number and in value of the common stock present or represented at the meeting;

The quorum of special general meetings of the shareholders shall be fifty one per cent (51%) in value of the capital of the company entitled to vote, present or represented without distinction amongst the different classes of shares;

The hereinabove clauses relating to the quorum of the meetings and to the approval of by-laws of the company may be changed at any general meeting of the shareholders or at any special meeting called for such purpose, and the said change shall be adopted by the vote of the two-thirds in number and value of the preferred shares entitled to vote and of the half in number and value of the common stock entitled to vote, present or represented,

The head office of the company will be at St. Maxime de Scott, county of Dorchester.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2482 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Briqueterie Lotbinière, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Louis Chavigny de LaChevrotière, navigateur, Clément Chavigny de LaChevrotière, arpenteur, Eugène Marchand, voyageur de commerce, Metty Koetz, professeur à l'Ecole Technique, et Emile Deslauriers Normandeau, ingénieur, tous de Québec, Alfred Chavigny de La Chevrotière, mécanicien, Arthur - Zéphirin Carrette, marchand, et Joseph-Esdras Beaudet, médecin, de Deschailions, et Hervé-Sévère Parrot, employé civil, de Deschailions et Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, échanger, trafiquer les produits et matériaux ci-après, sous toutes les formes: brique, tuile, ardoise, pierre, ciment, fer, bois, marbre, granit, béton, mosaïque, terre cuite, argile, glaise, tuf, mortier, conduites vitrifiées, tuyaux d'égouts, conduites électriques et tous les autres produits et matériaux se rattachant directement ou indirectement à ce genre d'entreprise;

"La Briqueterie Lotbinière, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1930, incorporating: Louis Chavigny de La Chevrotiere, navigator, Clement Chavigny de La Chevrotiere, surveyor, Eugene Marchand, commercial traveller, Metty Koetz, professor at the Technical School, and Emile Deslauriers Normandeau, engineer, all of Quebec; Alfred Chavigny de La Chevrotiere, mechanic, Arthur Zephirin Carrette, merchant, and Joseph Esdras Beaudet, physician, of Deschailions, and Herve Severe Parrot, civil employee, of Deschailions and Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, exchange, trade in, under all the forms thereof, the following products and materials: brick, tiles, slate, stone, cement, iron, wool, marble, granite, concrete, mosaic, terra-cotta, clay, loan, tuff, mortar, vitrified conduits, sewer pipes, electrical conduits and any other products and materials directly or indirectly connected with such kind of undertaking;

Agir comme agents généraux, agents manufacturiers, entrepreneurs, marchands, commissionnaires pour d'autres personnes, sociétés ou compagnies pour l'achat, la vente, l'échange ou la location de tous produits et matériaux quelconques se rapportant ou pouvant se rapporter aux objets pour lesquels la présente constitution en corporation est recherchée;

Exercer tout commerce ou industrie jugé nécessaire ou utile aux fins de la compagnie;

Acquérir et exploiter des dépôts d'argile, de glaise, des terrains miniers, des carrières de pierre et autres propriétés de nature à promouvoir les intérêts de la compagnie;

Construire, acquérir et exploiter des immeubles, des vaisseaux, des quais, des embranchements et voies d'évitement, sur les propriétés de la compagnie, des digues et autres pouvoirs hydrauliques et toute propriété utile aux opérations de la compagnie, dans les comtés de Lotbinière et de Nicolet;

Ouvrir des succursales, magasins et entrepôts, construire, louer ou acquérir des établissements, des machines et tout l'outillage nécessaire aux fins de l'entreprise, aussi les vendre, louer, aliéner, échanger ou remplacer au besoin;

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, faire des contrats pour l'érection des bâtisses de toutes sortes, de chemin de fer, ligne de télégraphe, de téléphone et de transmission électrique, canalisation souterraine; faire des contrats pour installations de plomberie, d'appareils de chauffage et pour la production et la distribution du gaz, de l'électricité, de la chaleur et de la force motrice; produire, acheter et vendre les matériaux généralement employés dans ces entreprises et acquérir la machinerie ou l'outillage nécessaire à ces fins;

Employer en tout ou en partie les fonds de la compagnie pour l'achat d'actions, d'obligations ou de débetures d'autres compagnies, ou pour faire l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toute société ou personne exerçant une industrie ou négoce quelconque, et payer le tout en tout ou en partie, soit en actions libérées de son capital social, soit en argent ou en obligations de cette compagnie;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

Emprunter sur le crédit de la compagnie;

Promouvoir toutes compagnies subsidiaires et en devenir actionnaire;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre, échanger ou hypothéquer des propriétés pour les fins de l'entreprise;

Enregistrer, exploiter, céder, disposer, acquérir à quelque titre que ce soit tous brevets, droits de brevets, plans de vente, appareils, dispositifs, royautés exclusives ou partielles, propres à atteindre les fins de la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres relations d'affaires avec la compagnie, garantir l'exécution des contrats par aucunes telles personnes;

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie en garantie, ou de les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les meubles de la

To act as general agents, manufacturers' agents, contractors, merchants, commissioners for other persons, firms or companies respecting the purchase, sale, exchange or lease of any products and materials whatever connected or that may be connected with the objects for which the present application for incorporation is made;

To carry on any business or trade deemed necessary or useful for the purposes of the company;

To acquire and exploit clay and loam deposits, mining lands, stone quarries and other properties of such kind as may promote the interests of the company;

To build, acquire and exploit, on the company's property, immoveables, ships, wharves, branches and sidings, embankments and other hydraulic powers and any property useful for the operations of the company, in the counties of Lotbinière and Nicolet;

To open branches, stores and warehouses, construct, lease or acquire establishments, machinery and any equipment necessary for the purposes of the undertaking, also to sell, lease, alienate, exchange, or when necessary, replace the same;

To act as general contractors; to enter into contract for the erection of buildings of any kind railroads, telegraph, telephone and electrical transmission lines, underground canals; to enter into contract for the installation of plumbing, of heating apparatus, and for the production and distribution of gas, electricity, heat and motive power; to produce, purchase and sell such materials as are generally used in such undertakings and acquire the machinery and equipment necessary for such purposes;

To employ in whole or in part the funds of the company for the purchase of shares, bonds or debentures of other companies or for the acquisition of the assets and good-will of any firm or person carrying on any business or trade whatever, and to pay therefor in whole or in part with paid up shares of the capital stock, cash or bonds of the present company;

To pay for any services rendered to the company or required by it or for any acquisition of the company, with paid up shares or partly with paid up shares and partly cash;

To borrow upon the credit of the company;

To promote any subsidiary companies and become a shareholder thereof;

To acquire, hold, hire, give on lease, sell, exchange or hypothecate property for the purposes of the undertaking;

To register, operate, convey, alienate, acquire under any title whatever any patents, patent rights, drafts of sale, apparatus, devices, exclusive or partial royalties suitable for the attainment of the purposes of the company;

To loan money to clients and others having business relations with the company, guarantee the execution of contracts by any such persons;

To issue bonds, debentures or other securities of the company as security, or to sell same for such prices and sums as are deemed fit, provided that such bond, debenture or other security be not for a sum less than one hundred dollars;

To hypothecate or mortgage the immovable property or pledge the movable property of the

compagnie, ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

Etablir, entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, institutions, fonds et choses de nature à aider directement ou indirectement les employés ou ex-employés de la compagnie et les personnes ou organisations dépendantes ou alliées de ces employés; investir, négocier et administrer des fonds, souscriptions en faveur de ces personnes, créer des fonds de pensions et allocations; souscrire et garantir des fonds pour fins charitables de bienfaisance;

Faire l'acquisition de tout l'actif et assumer tout le passif de "La Brique Lotbinière, Limitée", et payer en actions de cette Compagnie ou autrement;

Et, sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles la compagnie est incorporée, sous le nom de "La Briqueterie Lotbinière, Limitée".

Le montant du capital-actions social de la Compagnie sera de \$248,000.00, divisé en 2480 actions de \$100.00 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisée en 500 actions de cent dollars chacune.

Les actions privilégiées sont sujettes aux restrictions et jouiront des droits, priorités et privilèges ci-après:

a. Elles recevront à même les bénéfices de la Compagnie un dividende privilégié, cumulatif, de sept pour cent (7%) l'an et ce, par priorité, avant qu'aucun dividende ne soit payé sur les actions ordinaires; mais elles ne participeront pas davantage aux bénéfices que pourrait réaliser la Compagnie;

b. Elles pourront être rachetées par la Compagnie en aucun temps au taux de cent cinq dollars (\$105.00) l'action en sus du dividende accru. Les actions qui seront ainsi rachetées de temps à autre seront désignées par tirage au sort;

c. Les détenteurs d'actions privilégiées n'auront pas le droit de voter ni d'assister aux assemblées des actionnaires;

d. Lors de la dissolution et de la liquidation de la Compagnie, les actions privilégiées en cours seront payées en entier et au pair, avec les dividendes accrus, par préférence, et avant qu'aucun paiement en soit fait sur les actions ordinaires;

e. En cas d'amalgamation ou de fusion de cette Compagnie avec une autre, les détenteurs d'actions privilégiées auront droit au remboursement en argent de leurs actions au taux de cent cinq dollars (\$105.00) l'action avec en plus le dividende accru, à moins que les détenteurs des deux tiers des actions privilégiées en cours n'aient, par leur vote affirmatif, approuvé le règlement autorisant l'amalgamation ou la fusion; un règlement ainsi approuvé liera la minorité pour tout ce qu'il comportera.

Le bureau principal de la compagnie sera à Deschaillons.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2483 ALEXANDRE DESMEULES.

company, or give both such kind of securities to insure the payment of such bonds, debentures or other securities and of any loans of money made for the purposes of the company;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds and such things as may be calculated to benefit employees or ex-employees of the company or the dependants or connections of such person; to invest, negotiate and manage such funds, subscriptions in favor of such persons; to grant pensions and allowances, to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects;

To acquire all the assets and assume all the liabilities of "La Brique Lotbinière, Limitée", and to pay therefor with shares of this company or otherwise;

And without limiting the generality of the aforesaid powers, to do any things and business which may be deemed necessary or useful for the purposes respecting which the company is incorporated, under the name of "La Briqueterie Lotbinière, Limitée".

The amount of the capital stock of the company shall be \$248,000.00, divided into 2480 shares of \$100.00 each.

The part of the capital stock which shall be issued as preferred shares will be fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into 500 shares of \$100.00 each;

The preferred shares shall be subject to the restrictions and enjoy the rights, priorities and privileges hereinunder:

a. They shall receive out of the profits of the company a cumulative preferred dividend of seven per cent (7%) per annum, and such, by priority, before any dividend be paid on the common shares; such dividend excluding them from any participation in the profits which the company may realize;

b. They may be redeemed by the company at any time, at the rate of one hundred and five dollars (\$105.00) per share, in addition to the accrued dividend. The shares thus redeemed from time to time shall be designated by drawing lots;

c. The holders of preferred shares shall not have the right to vote not to be present at the meetings of the shareholders;

d. In the event of the dissolution or liquidation of the company, the outstanding preferred shares shall be paid in full and at par, with the accrued dividends, by preference, before any payment be made on the common shares;

e. In the event of the amalgamation or consolidation of the company with any other, the holders of preferred shares shall have the right to have their shares repaid in cash, at the rate of one hundred and five dollars (\$105.00) per share, with moreover the accrued dividend, unless the holders of two thirds of the outstanding preferred shares should, by their affirmative vote, have approved the by-law authorizing the amalgamation or consolidation; a by-law thus approved shall bind the minority for everything contained therein.

The head office of the company will be at Deschaillons.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2484 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Laurin Express, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Joseph Germain, agent, Dame Alouisia Desrosiers, épouse contractuellement séparée quant aux biens du dit Joseph Germain, qui autorise sa dite épouse, et Lionel Laurin, camionneur, les deux premiers de Montréal, et le dernier de Lachute, dans les buts suivants:

Généralement exercer dans toutes ses spécialités le commerce de voituriers, charroyeurs, camionneurs et entreposeurs sous toutes ses formes, agir comme agents de transfert et de messageries, agents d'emmagasinage et d'entreposage et tout autre négoce similaire, faire circuler des omnibus moteurs de toutes sortes et des auto-camions aux endroits que la Compagnie jugera à propos, et acquérir de toute municipalité ou corporation toute franchise ou droit d'exploiter des omnibus, autobus ou véhicules qui peuvent être mis en service pour le transport des passagers et marchandises moyennant rémunération;

Généralement faire le commerce de véhicules de toutes sortes;

Exercer toute autre industrie de nature semblable ou similaire que la Corporation croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la Corporation ou les rendre profitables;

Acquérir et continuer le commerce exercé actuellement par la société "Laurin Express, Registered", en faisant l'acquisition en tout ou en partie des biens mobiliers et immobiliers appartenant à cette société, y compris l'achalandage et marques de commerce, le stock, les marchandises, les livres, contrats, droits, créances, valeurs et dettes actives, en se chargeant des obligations et dettes passives de la dite société, et payer le tout en actions libérées de la Compagnie, ou partie en actions et partie autrement;

Demander, enregistrer ou faire enregistrer au nom de la Compagnie ou d'autres personnes pour la compagnie, acquérir d'autres personnes ou compagnies, en jouir et disposer, tous droits d'auteur, brevets d'invention, marques de commerce, patentes, licences, franchises et autres privilèges, tous secrets et autres informations qui paraîtront utiles pour les fins de la Compagnie;

Construire, ériger, acheter, louer ou autrement acquérir des immeubles, fabriques, entrepôts, agences et dépôts et faire toutes choses se rapportant aux industries susdites ou aucune d'elles;

Employer en tout ou en partie les fonds, actions, débetures, obligations ou autres valeurs de la Compagnie, pour l'achat de débetures, d'actions ou autres valeurs d'autres compagnies, ou d'intérêts dans toute association ou société;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour atteindre les objets de la Compagnie;

Se fusionner, ou s'associer avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette Compagnie;

Placer et disposer des fonds de la Compagnie non immédiatement requis de telle manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Vendre ou céder l'entreprise de la Corporation ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la Corporation jugera convenable et en particulier pour les actions, les

"Laurin Express, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1930, incorporating: Joseph Germain, agent, Dame Alouisia Desrosiers, wife separate as to property by marriage contract of the said Joseph Germain, who authorizes his said wife, and Lionel Laurin, truckman, the two first of Montreal, and the latter of Lachute, for the following purposes:

To generally carry on in all its specialties the business of carriers, carters, truckmen and warehousemen under all forms, to act as transfer and forwarding agents, storehouse and warehouse agents and any other similar business, to run motor omnibuses of all kinds, and auto trucks at the places which the company may deem fit and to acquire from any municipality or corporation any franchise or right to operate omnibuses, autobuses or vehicles which may be put into service for the carrying of passengers and merchandise for remuneration;

To generally carry on the business of vehicles of all kinds;

To carry on any other business of a similar or like nature which the corporation may deem to suitably carry on at the same time as its business, or of a nature to directly or indirectly increase the value of or render profitable the property or rights of the corporation;

To acquire and continue the business actually carried on by the firm "Laurin Express, Registered", by purchasing in whole or in part the movable and immovable property belonging to such firm, including the goodwill, trade marks, stock, merchandise, books, contracts, rights, claims, securities and book debts, by assuming the obligations and liabilities of the said firm and to pay, for the whole with paid up shares of the company or partly in shares and partly otherwise;

To apply for, register or cause to be registered in the name of the company or of other persons for the company, to acquire from other persons or companies, enjoy and dispose thereof, any copy-rights, patents of invention, trade marks, patents, licenses, franchises and other privileges, any secrets or other information which may seem useful for the purposes of the company;

To construct, erect, purchase, lease or otherwise acquire immovables, factories, warehouses, agencies and depots and do anything connected with the aforesaid businesses or any thereof;

To employ in whole or in part the funds, stock, debentures, bonds or other securities of the company for the purchase of debentures, stock or other securities of other companies or interests in any association or partnership;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects;

To consolidate or amalgamate with other company or companies having objects similar in whole or in part to those of the said company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required for its business in such manner as from time to time may be determined;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities

débitures ou valeurs de toute autre corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la Corporation;

Hypothéquer ou affecter les propriétés immobilières de la Compagnie, et donner comme garantie ou nantir les propriétés mobilières de la Compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables, sous le nom de "Laurin Express, Limited".

Le montant du capital-actions de la Compagnie est de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent dollars (\$100.00) chacune et subdivisé en cent quarante-neuf (149) actions privilégiées portant intérêt au taux de sept pour cent (7%) l'an non-cumulatif et non votantes, et cinquante (50) actions ordinaires, toutes votantes.

Les privilèges, droits et restrictions attachés aux actions privilégiées sont les suivants:

a. Les dites actions privilégiées donneront droit à un dividende privilégié, non-cumulatif fixe, au taux de sept pour cent (7%) par année, sur le capital acquitté sur icelles, tel dividende devant être payé trimestriellement;

b. Les dites actions privilégiées, quant au dividende et au remboursement du capital, prendront rang de priorité sur toutes les autres actions de la Compagnie et ne conféreront aucun autre droit de participer dans les profits ou actifs;

c. Les détenteurs des dites actions privilégiées n'auront pas le droit de voter à aucune assemblée des actionnaires de la Compagnie, et les dites actions privilégiées ne qualifieront aucune personne pour élection à la charge de directeur de la Compagnie;

d. La Compagnie se réserve le droit de racheter ses actions privilégiées en tout ou en partie, en aucun temps, à toute date de paiement de dividendes, sur simple résolution du Bureau des Directeurs, au prix de \$110.00 chaque action, plus les intérêts accrus et payables.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2485 ALEXANDRE DESMEULES.

of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the corporation;

To hypothecate or pledge the immovable property of the company and give as security or pledge the movable property of the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments, under the name of "Laurin Express, Limited".

The amount of the capital stock of the company shall be nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one hundred and ninety nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) each and subdivided into one hundred and forty nine (149) preferred shares bearing interest at the rate of seven per cent (7%) per annum, non cumulative and non votive, and fifty (50) common shares, all votive.

The preference shares shall be subject to the following rights, privileges and restrictions, namely;

a. The said Preference shares shall carry the right to a fixed non-cumulative preferential dividend at the rate of seven per cent (7%) per annum on the capital paid up thereon, such dividend to be paid quarterly;

b. The said preference shares shall rank, both as regards dividends and return of capital, in priority to all other shares of the Company, but shall not confer any further right to participate in profits or assets;

c. The holders of said preference shares shall not have any right of voting at any meeting of the shareholders of the Company nor shall such preference shares qualify any person to be a Director of the Company;

The company reserves the right to redeem its preferred shares in whole or in part, at any time, at any dividend date, on a simple resolution of the Board of Directors, at the price of \$110.00 each share, plus the accrued and payable interest.

The head office of the company will be in the town of Lachute, county of Argenteuil, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2486 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Le Club des Maîtres Plombiers de Montréal, Incorporé—Master Plumbers Club of Montreal, Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1930, constituant en corporation: J.-Godfroid Poirier, maître-plombier, Adrien Laframboise, voyageur de commerce, et François-Xavier Parizeault, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Former une association ou club pour la récréation et l'amusement du corps et de l'esprit, et avec pouvoir de détenir un permis pour la vente des vins, bières, liqueurs, alcooliques et boissons fortes, conformément aux dispositions de la loi des Liqueurs Alcooliques et de tous amendements qui pourront être faits à la dite loi;

Assumer, comme exploitation active, tout autre club ayant des objets semblables à ceux de cette

"Le Club des Maîtres Plombiers de Montréal, Incorporé—Master Plumbers Club of Montreal, Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1930, incorporating: J. Godfroid Poirier, master plumber, Adrien Laframboise, commercial traveller, and François Xavier Parizeault, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To form an association or club for recreation and amusement of both body and mind and having power to hold a license for the sale of beer and wine, alcoholic liquors and strong drinks, under the provisions of the Alcoholic Liquor Act and any amendments that may be made at any time to the said act;

To take over as a going concern any other club having objects similar to those of this

Corporation et en faire le paiement avec des actions du capital de cette dernière;

Détenir des actions dans tout autre Compagnie ou club ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de ce Club;

Construire, acheter, louer, hypothéquer, vendre ou autrement aliéner les immeubles qui peuvent être requis pour les fins du Club ou toute autre;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables;

Charger des honoraires d'initiation, des souscriptions mensuelles ou autres aux membres et aussi avoir le pouvoir de contracter des emprunts des membres ou de toute autre personne, sur les garanties et aux termes qui seront convenus de temps à autre;

Acquérir tous les biens personnels que le dit Club croira désirable de posséder et revendre tels biens personnels qui ne sont pas requis pour ses fins; aussi entrer en négociations et faire des arrangements avec les conseils municipaux ou autorités, dans le but d'obtenir tous privilèges ou contrats qui peuvent promouvoir les intérêts du Club;

Maintenir et conduire un restaurant, une salle à manger et de rafraîchissements pour le profit du Club;

De plus, avoir le pouvoir de construire, organiser et conduire des salles de quilles, salles de billards, bassins de natation, exhibition de lutte et de boxe pour le profit du Club et de ses membres, et généralement faire ce qui semblera le plus susceptible de promouvoir les intérêts du Club, organiser et donner des cours et conférences aux membres, se procurer une maison de Club et autres commodités et généralement procurer aux membres et à leurs amis, tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations usuels d'un Club, sous le nom de "Le Club des Maîtres-Plombiers de Montréal, Incorporé—Master Plumbers Club of Montreal, Incorporated", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2487 ALEXANDRE DESMEULES.

"Les Laboratoires Industriels, Ltée—Industrial Laboratories, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Alphonse-Rodriguez Gagné, avocat, Gérard Délorne, Claude Cartier, chimistes, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir, analyser, faire l'examen, le commerce et disposer de produits pharmaceutiques, médicaux et chimiques de toutes sortes, fournitures de laboratoires, savons, parfums, articles de toilette, peintures, vernis, appareils électriques, chirurgicaux et scientifiques, tissus, caoutchouc, et autres produits contenant du caoutchouc, poteries, porcelaines, vitres, métaux, quincaillerie, papiers, matériaux de constructions, minerais et produits de mines, et généralement tous produits bruts, industriels ou servant à l'agriculture, et servir d'agents pour l'a-

Corporation and to pay for the same in shares of stock of the latter;

To hold shares in any other club or company having objects altogether or in part similar to those of this club;

To make, purchase, lease, hypothecate or alienate real estate that may be required for the purpose of the club or any other purpose;

To draw, make, accept, endorse, discount promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

To charge initiation fees, monthly subscriptions or otherwise to members and also have power to borrow money from members or any other person, on such securities and under such terms as may from time to time be agreed upon;

To acquire any personal property which the club may find it desirable to own and to resell such property that may be not required for their own purposes, also to enter into negotiations and arrangements with Municipal Councils and authorities for the purpose of securing any privileges or contracts that may promote the interest of the club;

To maintain and conduct a restaurant, dining room, eating room and refreshments for the benefit of the club;

To further have power to build, promote and conduct bowling alleys, billiard rooms, swimming pools, wrestling and boxing exhibitions for the benefit of the club and its members and generally to do what may seem best calculated to promote the interests of the club, to organize and give courses and lectures to the members, and provide a club house and other conveniences and generally afford to the members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a club, under the name of "Le Club des Maîtres-Plombiers de Montréal, Incorporé—Master Plumbers Club of Montreal, Incorporated", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2488 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Les Laboratoires Industriels, Ltée—Industrial Laboratories, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1930, incorporating: Alphonse Rodriguez Gagné, advocate, Gérard Delorme, Claude Cartier, chemists, all of Montreal, for the following purposes:

To produce, manufacture, purchase, sell, import, export or otherwise acquire, analyse, examine, deal in and dispose of pharmaceutical products, medicines and chemicals of any kind, laboratory supplies, soaps, perfumes, toilet articles, paint, varnish, electric, surgical and scientific apparatus, tissues, rubber and other products containing rubber, pottery, china, glass, metals, hardware, paper, building materials, minerals and mining products, and generally any raw material, either industrial or used for agriculture, and to act as agents for the purchase and sale of the same products, provided that nothing in the

chat et la vente des mêmes produits, pourvu que rien dans les pouvoirs ci-dessus énumérés ne vienne en contradiction avec les dispositions du Ch. 215, S. R. Q., 1925, Loi des Pharmacies de Québec, prohibant la vente au détail des produits pharmaceutiques;

Faire des expertises en écriture, mesurages, dessins, travaux de construction et autres s'y rapportant, faire des rapports et donner des conseils sur les procédés, opérations et brevets, et fournir des experts en matières nécessitant des études et connaissances relatives au génie, à l'arpentage, à la chimie, aux mines, à la géologie;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société, compagnie ou corporation exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets similaires;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie;

Établir des agences et succursales dans toute la province pour les besoins de l'entreprise;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, ou commerce ou entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie, pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Distribuer les biens de la compagnie entre ses membres, au moyen de dividendes légalement déclarés à même le surplus de la compagnie;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables; et hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire, exécuter, entreprendre, commencer, exercer, poursuivre et défendre tous contrats, agréments, négociations, procédures légales et autres, concordats, arrangements et projets et faire tous autres actes ou choses qui, en aucun temps, sembleraient convenables ou propres à l'avantage ou à la protection de la compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des

powers hereinabove enumerated should be contrary to the provisions of Ch. 215, R. S. Q., 1925, of the Quebec Pharmacy Act, prohibiting the sale of certain pharmaceutical products;

To give expert opinion on writing, measurements, drawings, buildings works and other connected therewith, to make reports and give advice on processes, operations and patents and to supply experts in matters requiring special studies and knowledge respecting engineering, surveying, chemistry, mining and geology;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership, company or corporation, carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, or to amalgamate with any company having similar objects;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business;

To establish agencies and branches in the whole of the Province for the requirements of the undertaking;

To lease, sell, the whole or any part of the business, property or undertakings of the company or otherwise dispose thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To distribute the company's property among its members as dividends legally declared out of the surplus of the Company;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient, and to hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To make, execute or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes, and to do all other acts and things which shall at any time appear advantageous or expedient for the protection of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this Company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of

contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Le fonctionnement de la compagnie sera sujet aux restrictions suivantes:

1. Les actions de la compagnie ne pourront être transférées sans le consentement des Directeurs;

2. Les autres actionnaires auront le droit d'acheter les actions de l'actionnaire qui se retire, à une prix qui devra être fixé par les Directeurs;

3. Le nombre des actionnaires de la compagnie, sauf les personnes employées à son service, ne devra pas dépasser le nombre "vingt";

4. Le public ne devra pas être appelé à souscrire pour l'achat d'actions ou de débetures de la compagnie, sous le nom de "Les Laboratoires Industriels, Ltée—Industrial Laboratories, Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2489 ALEXANDRE DESMEULES.

"Loretta Dress Shoppe, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, tous deux avocats, et Jack Klineberg, notaire, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce et le commerce de manufacturiers, négociants, détaillants et marchands de vêtements de toutes sortes et descriptions, pour hommes, dames et enfants; faire le commerce de marchandises, sèches, objets imperméables, soieries, satin, fournitures, tissus de toutes sortes, et marchandises en drap et coton en général, et exercer le commerce de tailleurs, merciers, costumiers et drapiers;

Exercer tout autre commerce, soit manufacturier ou autrement, que la compagnie croira devra être convenablement exercé avec son commerce et susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucune des propriétés et droits de la compagnie;

Exercer tous ou aucun des objets susdits comme principaux ou comme agents ou en société ou conjointement avec toute autre personne, firme, association ou compagnie;

Acquérir ou entreprendre tout ou aucune partie du commerce, propriété soit mobilière ou immobilière, et responsabilités de toute personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des propriétés convenables aux fins de la compagnie, et émettre en paiement des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou débetures;

Conclure tout arrangement ou convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, concessions réciproques ou coopération avec toute personne, compagnie ou association formées ou à être formées, exerçant ou sur le point d'exercer un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou transaction nécessaire ou utile à l'exercice des fins de cette compagnie;

Faire toutes telles autres choses qui sont nécessaires ou connexes à la réalisation des objets sus-

its share capital or to contract with any company to pay the same;

The working of the company shall be subject to the following restrictions:

1. The shares of the company may not be transferred without the consent of the Directors;

2. The other shareholders shall be entitled to purchase the shares of the retiring shareholder at a price to be fixed upon by the Directors;

3. The number of shareholders of the company, save persons employed for the service thereof, must not exceed twenty;

4. The public shall not be called upon to subscribe to the purchase of shares or debentures of the company, under the name of "Les Laboratoires Industriels, Ltée—Industrial Laboratories, Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2490 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Loretta Dress Shoppe, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1930, incorporating: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, both advocates, and Jack Klineberg, notary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, retailers and dealers in men's, ladies' and children's clothing of every kind and description; to deal in dry goods, waterproof goods, silks, satins, trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally and to carry on the business of tailors, haberdashers, outfitters and clothiers;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property and rights;

To carry out all or any of the foregoing objects as principals or agents or in partnership or in conjunction with any other person, firm, association or company;

To acquire or undertake the whole or part of the business, property, either moveable or immovable, and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company and to issue paid up and non-assessable shares, bonds or debentures in payment therefor;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, company or association, formed or to be formed, carrying on or about to carry on any business which this Company is authorized to carry on, or any business or transaction necessary or incidental to the carrying out of the purposes of this Company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects,

dits, sous le nom de "Loretta Dress Shoppe, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2491 ALEXANDRE DESMEULES.

"Maison Almanzor, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Almanzor Riopel, marchand, Annette Gagnon, épouse séparée de biens de Almanzor Riopel, et dûment autorisée par le dit Almanzor Riopel aux fins des présentes, tous deux des cité et district de Montréal, et Roger Pinard, avocat, de la cité d'Outremont, district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme marchands, faire le commerce des fleurs, en gros et en détail, articles de toilette, de fumeurs et de maroquinerie, jouets, bibelots, poteries, parfums, nouveautés, importations et toutes autres choses semblables;

Vendre, acheter, ou autrement faire le commerce de tous les articles, matériaux et produits qui se rapportent à l'industrie exploitée par la Compagnie;

Exercer toute autre industrie, manufacturée ou non, qui semblerait à la Compagnie pouvoir être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits ou des produits de la Compagnie ou les rendre profitables;

Emprunter des deniers sur le crédit de la Compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement des biens mobiliers ou immobiliers ainsi que tous les droits, privilèges que la Compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce;

Acquérir et vendre au moyen d'acte de vente, de donation, d'échange, de bail ou de toute autre manière quelconque, tous lots de terre, bâtisses et autres biens, et faire faire sur les dits lots toute construction quelconque;

Acquérir par achat, bail ou autrement ou prendre les actions, obligations, débentures, ou autres valeurs de toute compagnie exerçant ou engagée, ou à la veille d'exercer ou d'entreprendre une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Emettre et répartir des parts entièrement acquittées de la compagnie en plein paiement ou paiement partiel de toute industrie, immunité, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, licence, services rendus, salaire ou contrat, que la présente compagnie est autorisée à acquérir;

Vendre, arrenter, ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie de la propriété et de l'entreprise de la présente compagnie pour la compensation que la compagnie jugera à propos et en particulier pour locations, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Souscrire, prendre ou acquérir et détenir les actions ou autres valeurs de toute compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente Compagnie, ou exerçant un commerce qui pour-

under the name of "Loretta Dress Shoppe, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2492 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Maison Almanzor, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of April, 1930, incorporating: Almanzor Riopel, merchant, Annette Gagnon, wife separate as to property of Almanzor Riopel, and duly authorized by the said Almanzor Riopel for the purposes hereof, both of the city and district of Montreal, and Roger Pinard, advocate, of the city of Outremont, district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants, to deal wholesale and retail in flowers, toilet articles, smokers' supplies and fancy leathers, toys, knickknacks, pottery, perfumes, fancy goods, importations and any other similar things;

To sell, buy or otherwise deal in all articles, materials and products connected with the business carried on by said company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property, rights or products;

To borrow money upon the credit of the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To acquire and sell, by means of deed of sale, gift, exchange, lease or in any other manner whatsoever, any lots of land, buildings and other property and to have any buildings whatever erected on the said lots;

To acquire by purchase, lease or otherwise or take the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or engaged in or about to carry on or undertake any business which the present company is authorized to carry on and to sell, hold, re-sell, with or without security or otherwise dispose thereof;

To issue and allot fully paid up shares of the company in full or part payment for any business, immunity, undertaking, property, right, power, privilege, lease, license, services rendered, salary or contract which the present company is authorized to acquire;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or part of the property and undertaking of the present company for the compensation which the company may deem fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or other securities in any other company having objects similar to those of the company, or carrying on any business capable of

rait être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la présente Compagnie et les vendre ou en disposer autrement;

Garantir le paiement de deniers obtenus ou payables au moyen d'obligations, actions, contrats, hypothèques, charges, sécurités ou autres valeurs de toute compagnie ou entreprise ayant des objets en totalité ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale ou locale ou autre qui paraît avantageuse pour la totalité ou toute partie des objets de la compagnie;

Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, en telles valeurs et en disposer de telle manière qui sera décidée de temps à autre;

Louer, vendre ou disposer de toute autre manière des affaires de la Compagnie ou de toute autre partie d'icelle pour le prix et sujet aux conditions que la Compagnie jugera à propos de fixer, avec pouvoir d'accepter en paiement de tel prix des actions, débetures, hypothèque ou garanties de toute autre compagnie ou incorporation;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables et transférables;

Distribuer aux directeurs et aux actionnaires de la Compagnie des actions libérées à titre d'indemnité pour les travaux ou services rendus et pour tous biens quelconques fournis à la Compagnie et généralement pour toute somme se rapportant à l'exploitation des affaires;

Se consolider ou se fusionner avec toutes autres compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Louer, vendre, céder autrement le commerce, la propriété de la Compagnie ou une partie quelconque des dits biens aux conditions que la Compagnie jugera avantageuses et en particulier pour les actions, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente Compagnie;

Vendre, acheter, échanger les actions ou débetures de toute compagnie ou corporation pour le bénéfice personnel de la Compagnie ou pour d'autres personnes ou comme agent;

Acheter, prendre à son nom ou acquérir autrement de Almanzor Riopel, de Montréal, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "Maison Almanzor, Reg'd.", le commerce exercé par lui depuis le 1er mars 1930 jusqu'à cette date, et consistant en un commerce de fleurs, articles de toilette, de fumeurs et de maroquineries, jouets, parfums, bibelots, poteries, nouveautés, importations et toutes autres choses semblables, et à payer le dit Almanzor Riopel en actions acquittées de la présente Compagnie;

Faire toutes les autres choses avantageuses à l'accomplissement des objets ci-dessus ou s'y rapportant, sous le nom de "Maison Almanzor, Incorporée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie ne dépassera pas vingt.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2493 ALEXANDRE DESMEULES.

being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To guarantee the payment of money obtained or payable by means of bonds, shares, contracts, hypothecs, charges, securities or other guarantees of any company or undertaking having objects in whole or in part similar to those of the present company;

To enter into arrangements with any government or authority, federal, provincial, municipal, local or other, which may appear advantageous for the whole or any part of the objects of the company;

To invest the funds of the company not immediately required in securities and dispose thereof in such manner as may be decided from time to time;

To lease, sell or otherwise dispose of the business of the company or any part thereof, for such price and on such conditions as the company may deem fit to determine, with power to accept, as payment therefor, shares, debentures, hypothecs or securities of any other company or corporation;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable or transferable instruments;

To distribute, among the Directors or shareholders of the company, paid-up shares, as indemnity for work or for services rendered or for any property whatsoever supplied to the company and generally for any sum connected with the carrying on of the business;

To consolidate or amalgamate with any other company having the same objects in whole or in part as those of the present company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects similar to those of the Company;

To sell, purchase, exchange shares or debentures of any company or corporation for the personal benefit of the company or for other persons or as agent;

To purchase, take in its own name or otherwise acquire from Almanzor Riopel, of Montreal, carrying on business alone, under the firm name of "Maison Almanzor, Reg'd", the business carried on by him since the 1st of March, 1930, until this date and consisting in dealing in flowers, toilet articles, smokers' supplies and fancy leathers, toys, perfumes, knickknacks, pottery, fancy goods, importations and any other similar things, and to pay the said Almanzor Riopel with paid-up shares of the present company;

To do any other things conducive to the attainment of the hereabove objects or connected therewith, under the name of "Maison Almanzor, Incorporée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of shareholders of the company shall not exceed twenty;

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2494 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Mount Royal Amusement Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Robert-E. Millet, étudiant, et Jeanne Senay, fille majeure, secrétaire, tous deux de la cité de Verdun, et Maurice Poupert, comptable, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Posséder, louer, affermer et exploiter des théâtres, cinémas, vaudeville et autres sortes de salles d'amusements et généralement faire toutes sortes d'opérations ayant pour but la récréation et le divertissement du public;

Manufacturer, produire, acheter, vendre, échanger ou troquer autrement, louer, arrenter, utiliser, réparer et entretenir des théâtres, décorations, effets, actes, drames, machineries, appareils, vues animées et pellicules, chansons, musique, plaques illustrées pour chansons ou autres fins, des machines et vues mobiles et parlantes, pianos, pianos automatiques, phonographes, boîtes automatiques, ombrages, calcium et autres gaz, machines à projection, rhéostats, machines à imprimer et accessoires de toutes sortes se rattachant à l'industrie de la Compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou toute partie des affaires, des biens et du passif de toute personne ou compagnie exerçant toute industrie que cette Compagnie est autorisée à exercer, ou possédant de la propriété convenant aux objets de cette Compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie similaire dans ses objets à cette compagnie, en tout ou en partie, ou faisant des affaires susceptibles d'être conduites directement ou indirectement au bénéfice de cette Compagnie;

Conclure avec aucune autorité municipale, locale ou autre, tous arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la Compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la Compagnie peut croire désirable d'obtenir, et exécuter, exercer, se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Promouvoir toute compagnie dans le but d'acquérir les biens et dettes de la Compagnie en tout ou en partie ou dans tout autre but qui peut paraître de nature, directement ou indirectement, à devoir bénéficier à la Compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière et immobilière et tous droits ou privilèges que la Compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce et particulièrement des machines, outillage et fonds de commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débetures et d'autres instruments négociables et transférables;

Vendre ou disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la Compagnie moyennant le prix que la Compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Solliciter, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance d'aucun statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoir, autorité, concession, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité ou aucune corporation ou autre corps public peut être autorisé à faire, et accorder; affecter aucune des actions, obligations et biens de la Compagnie

"Mount Royal Amusement Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1930, incorporating: Robert E. Millet, student, and Jeanne Senay, spinster, secretary, both of the city of Verdun, and Maurice Poupert, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To own, rent, lease and operate theatres, cinemas, vaudeville and other amusement halls and generally carry on any kind of operations for the purpose of public recreation and amusement;

To manufacture, produce, purchase, sell, exchange or otherwise deal in, rent, lease, utilise, repair and maintain theatres, decorations, effects, acts, dramas, machinery, apparatus, moving pictures and films, songs, music, illustrated plates for songs or other purposes, moving and talking pictures and machines, pianos, automatic pianos, phonographs, automatic boxes, shades, calcium and other gases, projecting machines, rheostats, printing machines and accessories of every kind connected with the company's business;

To acquire or take over the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the present company is authorized to carry on, or in possession of property suitable for the objects of this company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects similar, in whole or in part, to this company, or carrying on any business capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authorities any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of the present company or for any other purpose which may directly or indirectly benefit the present company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant and stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, discount, pay and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

To apply for, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any statute, regulation, order, license, power, authority, franchise, concession, right, or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant and to issue and to pay for and contribute towards carrying the same into effect, and

à les mettre à exécution et à en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Rémunérer toute personne ou corporation pour services rendus ou plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la Compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la Compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la Compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Employer les moyens jugés utiles pour faire connaître les produits et le genre d'affaires de la Compagnie et en particulier l'annonce dans les journaux, les circulaires, l'achat et l'exposition de travaux d'art ou d'intérêt pour la Compagnie, la publication de livres et périodiques et l'allocation de prix, dons et récompenses;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, disposer de ou rendre profitable ou autrement trafiquer de la totalité ou de toute partie de la propriété et des droits de la Compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, bâtir, ériger, et exploiter des salles d'audition, théâtres, et toutes autres sortes de bâtisses ou de constructions jugées utiles ou convenables, de les utiliser aux fins de la Compagnie ou de les louer, prêter ou en permettre l'usage aux conditions que la Compagnie jugera utile, pour toutes fins d'entreprises publiques et privées et en particulier pour des raisons publiques, politiques ou autres, pour des concerts, conférences, représentations théâtrales, musicales, de vaudeville, de vues animées et de vues parlantes, ou toutes autres représentations quelconques;

D'engager, employer des acteurs, danseurs, chanteurs, acrobates, artistes, magiciens et autres aux fins de représentations dans les propriétés de la Compagnie, et d'exiger du public pour telles représentations, des droits d'entrée ou autres charges d'admission quelconques dans toutes les sphères d'activité de la Compagnie;

De distribuer aux actionnaires de la Compagnie en espèces, nature ou autrement, selon qu'il sera décidé par résolution, par voie de dividendes, bonus ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toutes propriétés, effet mobilier ou actif quelconque de la Compagnie, ou le produit de toute vente de la propriété de la Compagnie et particulièrement toutes actions, débetures, obligations ou autres sûretés quelconques de toute autre compagnie appartenant à la Compagnie et dont elle a le pouvoir de disposer;

De payer et rembourser à même les fonds de la Compagnie toutes les dépenses déboursées contingentes et incidentes à la formation et à l'organisation de la Compagnie;

De rémunérer, soit en espèce ou soit en actions entièrement payées du capital-actions de la Compagnie, toute compagnie, société, association, syndicat ou toute autre personne pour dépenses encourues et, avec l'approbation des actionnaires de la Compagnie, pour services rendus à la Compagnie aux fins de sa formation et de son organisation;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses comme se rapportant ou favorisant la réalisation des objets ci-dessus, sous le nom de "Mount Royal Amusement Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en vingt

to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any bonds, debentures, debenture stock or other securities, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property or rights of the company;

To purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire, build, erect and exploit auditoriums, theatres, and any other kind of buildings or constructions which may be deemed useful or expedient, to utilise the same for the purposes of the company and lease or loan or allow the use of the same on such conditions as the company may deem fit for any purposes of public or private undertakings, and, in particular, for public, political or other reasons, for concerts, lectures, theatrical, musical performances, vaudeville, moving and talking pictures and any other performances whatsoever;

To engage, employ actors, dancers, singers, acrobats, artists, magicians and others for the purpose of performances in the company's property and to exact from the public, for such performances, entrance fees or other admission charges whatever in any branch of the company's activities;

To distribute among the shareholders of the company, in specie, kind or otherwise, as may be decided by resolution, by way of dividends, bonus or in the manner provided by article 81 of the Quebec Companies' Act, any of the company's property, movable effects or assets whatsoever, or the product of any sale of the company's property and in particular, any stock, debentures, bonds or other securities whatever of any other company belonging to the company and which it may be empowered to dispose of;

To pay and refund out of the funds of the company any expenses and disbursements connected with or incidental to the formation and organization of the company;

To remunerate, either in specie or in fully paid up shares of the capital stock of the company, any company, firm, partnership, syndicate or any other person for expenses incurred and, with the approval of the shareholders of the company, for services rendered to the company for the purposes of its formation and organization;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Mount Royal Amusement Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into

mille (20,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2495 ALEXANDRE DESMEULES.

twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2496 Acting Assistant Provincial Secretary.

“P. E. D'Anjou & Fils, Limitée”.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril, 1930, constituant en corporation: Léopold-R. D'Anjou, négociant, Estelle Côté d'Anjou, épouse séparée de bien de Léopold R. D'Anjou, J.-Albert D'Anjou, voyageur de commerce, tous de Rimouski, P. Q., dans les buts suivants:

Faire en gros et en détail le commerce d'épiciers marchands de grain et de provisions, sous toutes ses formes, et faire aussi l'importation et l'exportation des dits produits;

Acheter, importer, exporter, préparer, fabriquer et vendre des épicerie, aliments et autres denrées et marchandises qui se rapportent au dit commerce;

Agir comme courtiers, agents commerciaux et agents à commission pour la vente et l'achat de tels produits;

Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Acheter, vendre, échanger des automobiles, faire un commerce d'agence pour l'achat et la vente d'automobiles et d'accessoires d'automobiles et généralement faire un commerce d'automobiles et d'accessoires d'automobiles, dans toutes ses spécialités;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, débetures et autres effets négociables ou transférables;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art et d'intérêt, par la publication de livres et périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou approprier autrement la totalité ou toute partie des propriétés et droits de la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées en qualité de principaux, agents, entrepreneurs, ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, acquérir, acheter, louer, ou autrement obtenir des biens réels et personnels, et la clientèle, les franchises, droits, privilèges, contrats et actif de toute nature, utiles en rapport avec le commerce de la compagnie pour les termes jugés acceptables, de tout individu, firme ou corporation, soit comme industrie en exploitation ou non, et les payer en argent, ou partie en argent, en actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie, par l'émission d'obligations ou autres valeurs de la compagnie, suivant que convenu, et vendre ou autrement disposer ou faire le commerce de la totalité ou de toute partie d'iceux;

Exercer tout autre commerce, de fabrication, vente ou autrement, qui pourrait être exercé con-

“P. E. D'Anjou & Fils, Limitée”.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1930, incorporating: Léopold R. D'Anjou, merchant, Estelle Côté D'Anjou, wife separate as to property of Leopold R. D'Anjou, J. Albert D'Anjou, commercial traveller, all of Rimouski, P. Q., for the following purposes:

To carry on wholesale and retail business of grocers, grain and provision merchants in all its branches, and also the business of importing and exporting said products;

To purchase, import, export, prepare, manufacture and sell groceries, foodstuffs and other wares and merchandise connected with such business;

To act as brokers, commercial and commission agents for the sale and purchase of such products;

To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

To purchase, sell, exchange automobiles, to take agencies for the purchase and sale of automobiles and automobile accessories and generally deal in automobile and automobile accessories in all the specialties thereof;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular to advertise in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art and interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, to acquire, purchase, lease or otherwise obtain property, real and personal, and the goodwill, franchise, rights, privileges, contracts and assets of any and every kind useful in connection with the business of the company, for such terms as may be deemed advisable, of any individual, firm or corporation, whether as a going concern or not, and to pay for same in cash, part cash, in stock fully or partially paid up, by issuing bonds or other security of the company, as may be agreed upon, and to sell or otherwise dispose of or to deal with the whole or any portion of the same;

To carry on any other business, whether manufacturing, selling or otherwise, which may

venablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, ou qui semblera connexe au commerce de la compagnie;

Utiliser les fonds de la compagnie pour faire l'achat d'actions de toute autre corporation, ou s'il est jugé judicieux, acheter toutes actions ou acquérir par l'émission d'actions de cette compagnie entièrement ou partiellement libérées, aux taux ou prix ou aux termes qui pourront être convenus et vendre, détenir, revendre, ou autrement négocier les actions ainsi acquises;

Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature et espèce, réelle et personnelle, pour les dettes, engagements ou obligations de la compagnie, contractés ou à être contractés relativement aux fins et objets de la compagnie, et les acquitter ou en disposer suivant ce qu'il y a de mieux à faire;

Conclure des conventions, aux termes jugés judicieux, pour le partage des bénéfices, les risques conjoints, des concessions réciproques ou d'autres arrangements de même nature, avec d'autres personnes, firmes ou compagnies exerçant toute industrie semblable à celle de cette compagnie;

Aider, contribuer et promouvoir l'incorporation d'autres compagnies pour toute fin susceptible de profiter à cette compagnie;

Prêter de l'argent et garantir l'exécution, par les clients de cette compagnie et d'autres, de contrats susceptibles de profiter à cette compagnie;

Vendre ou autrement aliéner l'entreprise de cette compagnie, en tout ou en partie, pour de l'argent, des actions, débetures ou valeurs de toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses encourus pour l'incorporation et l'organisation de cette compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des choses susdites, sous le nom de "P. E. D'Anjou & Fils, Limitée", avec un capital total de deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$299,000.00), divisé en deux mille neuf cent quatre-vingt-dix (2,990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Rimouski, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2497 ALEXANDRE DESMEULES.

"Renardière Ste-Thérèse, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril, 1930, constituant en corporation: J.-Uldoric Tousignant, Lionel Leduc, commerçants, de Montréal, Adélar Moras, commerçant, de Gentilly, dans les buts suivants:

Faire l'élevage des renards et de tous autres animaux à fourrure, en acheter et en revendre, faire le commerce de peaux à fourrure en général, et tout ce qui est réputé commerce de fourrure; manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre tout ce qui est compris dans le commerce précité, ouvrir et tenir des magasins, succursales,

seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, or which may seem germane to the business of the company;

To use the company's funds in the purchase of shares of any other corporation, or if so advised, to buy over any such stocks or acquire by the issue of stock of this company fully or partially paid up, at such rates or prices, or upon such terms as may be agreed upon, and to sell, hold, re-sell or otherwise deal with the stock so acquired;

To take, acquire and hold any security of any nature and kind, real and personal, for debts and liabilities, or obligations of the company, incurred or to be incurred in respect of the purposes and objects of the company, and to discharge or dispose of the same as may be thought best;

To enter into agreements upon such terms as may be deemed advisable for sharing of profits, joint adventure, reciprocal concessions or other arrangements of a like nature, with other persons, firms or companies carrying on any similar business to that of this company;

To aid, assist and promote the incorporation of other companies for any purpose calculated to benefit this company;

To lend money to and guarantee the performance by customers of this company and others, of contracts calculated to be beneficial to this company;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of this company, of the whole or any part, for cash, stock, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To pay out of the funds of the company expenses and costs incurred in the incorporation and organization of this company;

To do all and any other things as are incidental or conducive to the attainment of the above things, under the name of "P. E. D'Anjou & Fils, Limitée", with a total capital stock of two hundred and ninety nine thousand dollars (\$299,000.00), divided into two thousand nine hundred and ninety (2,990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Rimouski, in the district of Rimouski.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2498 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Renardière Ste-Thérèse, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1930, incorporating: J. Ulderic Tousignant, Lionel Leduc, traders, of Montreal, Adélar Moras, trader, of Gentilly, for the following purposes:

To carry on the breeding of foxes and other fur bearing animals, to purchase and resell same, to deal in fur skins in general, and everything known as the fur business; to manufacture, import, export, purchase and sell everything connected with the hereabove business; to open and keep stores, branches, agencies; to exercise

agences, exercer toute industrie et commerce connexes au genre de commerce et d'industrie précités;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne, compagnie ou corporation qui exerce aucun commerce ou industrie que la corporation sera autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de cette compagnie;

Accepter, posséder, exploiter, louer, échanger, vendre et aliéner d'aucune façon des propriétés mobilières et immobilières utiles à ce commerce, ou pour recouvrer des créances, ou pour en solliciter et assumer le recouvrement, accepter et recevoir les immeubles et les hypothèques en paiement ou en garantie de dettes existantes ou pour toute autre chose; acquérir, détenir, vendre et aliéner des biens de toute nature, réels ou personnels, dans le cours de son commerce et dans l'exploitation de ses entreprises;

Faire toute convention et conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts et des entreprises, la concession réciproque ou la coopération avec toute personne, société, compagnie ou corporation ou association engagée ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer ou dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant;

Acquérir, posséder, vendre, et céder des actions, obligations, bons, débetures ou autre valeur de toute autre compagnie ou corporation exerçant une industrie ou commerce de même nature ou s'y rattachant;

Employer ses fonds en tout, en partie pour l'achat d'actions d'autres compagnies ou corporations, les placer sur toutes espèces de valeurs, personnelles ou réelles, obligations, bons, débetures, actions, hypothèque ou autre garantie de la même manière et aux mêmes conditions qui seront déterminées par le bureau de direction;

Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de ses objets, et exercer toute industrie et tout commerce susceptibles d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus;

Liquider volontairement les affaires de la compagnie ou une partie de ses affaires et dissoudre la compagnie, pourvu que cette liquidation et dissolution soit décidée par le vote d'actionnaires représentant au moins les trois-quarts en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, à une assemblée des actionnaires spécialement convoquée à cette fin, et à faire cette liquidation conformément aux lois alors existantes;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques uns ou la totalité de ses droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelle à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle jugera ou quelle pourra juger convenable et particulièrement pour les actions soit privilégiées ou ordinaires, et bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour actions, débetures ou garantie de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou autrement en disposer;

any industry and business similar to that of the hereabove business and industry;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person, company or corporation carrying on any business or industry which the corporation is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To accept, possess, operate, lease, exchange, sell and alienate in any manner any movable and immovable property useful for its business or for the recovery of claims or to apply for and secure the repayment thereof, to accept and receive immovables and hypothecs in payment of or as the security for existing debts or for anything else; to acquire, hold, sell and alienate property of every kind, real or personal, in the course of its business and in the carrying on of its undertaking;

To enter into any agreement and any arrangement for the sharing of profits, union of interests and undertakings, reciprocal concessions or co-operation with any persons, partnerships, companies, corporations or associations carrying on or about to carry on any business or industry which the present company is authorized to carry on, or in any undertaking conducive or incidental to the attainment of the objects of the present company;

To acquire, possess, sell and assign shares, bonds, obligations, debentures or other securities of any other company or corporation carrying on an industry or business of a like nature or incidental thereto;

To apply the whole or part of its funds for the purchase of shares of other companies or corporations, invest the same in all kinds of securities, personal or real, obligations, bonds, debentures, shares, hypothecs or other securities, in such manner and upon such conditions as may be determined by the Board of Directors;

To do all things connected with the undertaking of the company, the carrying on of its business and the attainment of its objects, and to carry on any industry or business capable of being carried on jointly with the above mentioned;

To voluntarily liquidate the business of the company or part of its business and dissolve the company, provided that such liquidation and dissolution be decided by the vote of the shareholders representing at least the three quarters in value of the subscribed capital-stock of the company, at a meeting of the shareholders especially convoked for such purpose, and to carry out such liquidation pursuant to the laws then existing;

To sell, assign, and alienate its franchises and any one or the whole or the rights, privileges and powers possessed by the company, as well as its undertakings or any part thereof, to any person or persons, company or companies, for such price and consideration and upon such terms and conditions as may be deemed proper, and in particular for the shares, whether preferred or common, bonds, debentures or other securities of such companies;

To sell the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company, or otherwise dispose of same;

Faire toute convention avec toute autorité souveraine, fédérale, provinciale, municipale, civile, publique et obtenir d'icelle toutes concessions, octrois, pouvoirs, privilèges et franchises que la compagnie croira avantageux, et faire toutes conventions et contrats pour l'exploitation; pour le développement de tels concessions et privilèges;

Se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie et prendre des actions dans telles compagnies, garantir l'exécution des contrats de toute telle compagnie ou personne avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Exercer toute industrie que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec ses entreprises, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens, droits et produits de la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients ou autres personnes en relation d'affaires avec la compagnie, aux termes et conditions qui seront jugés convenables, et garantir l'exécution des contrats et le paiement des obligations de ces personnes;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement, au moyen de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tout ou partie des biens de la compagnie ou produits de la vente ou disposition de tout ou partie des biens de la compagnie;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Acquérir et détenir des actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations, ou valeurs émises ou garanties par tout gouvernement, commission, corps publics ou autorité souveraine, municipale, locale ou autre, soit en Canada, soit ailleurs;

Faire, tirer, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, mandats, débetures ou autres instruments négociables et transférables;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix convenables;

Hypothéquer, grever, ou engager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, appartenant à la compagnie comme garanties de toutes obligations, débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Vendre, améliorer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des biens mobiliers ou immobiliers ou des droits de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation, à l'incorporation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital-actions;

Émettre des actions acquittées, des obligations, des débetures en paiement de services rendus à la compagnie, par des membres ou des officiers de la compagnie ou par des tiers;

Acheter ou autrement acquérir les intérêts de toute compagnie dont l'entreprise est en tout ou en partie semblable à celle de cette compagnie;

Les pouvoirs spécifiques mentionnés à chacun

To enter into any arrangements with any authorities, supreme, federal, provincial, municipal, civil, public, and to obtain from any such authority any concessions, grants, powers, privileges and franchises which the company may think desirable and to enter into any agreements and contracts for the carrying out and development of such privileges and concessions;

To amalgamate with any other company having interest altogether or partly similar to those of the company and to take shares in any such companies, guarantee the performance of contracts by any such companies or persons with which or with whom the company may have business relations;

To carry on any industry which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with its undertakings, or directly or indirectly calculated to enhance the value of the properties, rights or products of the company;

To lend money to customers or other persons having dealings with the company on such terms and conditions as may be deemed fit, and to guarantee the performance of contracts and the payment of the obligations of such persons;

To distribute among the shareholders of this company, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the net profit of the company or in the manner provided in article 81 of the Quebec Companies' Act, all or any of the property of the company or the proceeds of the sale or alienation of all or any of the assets of the company;

To invest and deal with the money of the company not immediately required, and to dispose of same in such manner as may from time to time be determined;

To acquire and hold shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, debentures or securities issued or guaranteed by any government, commission, public body, or authority, supreme, municipal, local or otherwise, either in Canada or elsewhere;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, and other negotiable and transferable instruments;

To borrow money upon the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company, or to pledge or sell the same for such sums and at such price as may be deemed proper;

To hypothecate, mortgage or pledge any movable or immovable property, present or future, belonging to the company as the security of any bonds, debentures or other securities which this company is lawfully authorized to issue or any sums of money borrowed for the company's purposes;

To sell, improve, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the movable or immovable property or rights of the company;

To pay all and any expenses incidental or connected with the formation, incorporation and promotion of the company or the raising of its capital stock;

To issue paid up shares, bonds, debentures in payment for services rendered to the company by the members or officers of the company or by third parties;

To purchase or otherwise acquire the interests of any company whose objects are similar in whole or in part to those of the company;

The specific powers mentioned in each of the

des paragraphes ci-dessus ne sont aucunement limités ou restreints par allusion ou en raison des termes de tous autres paragraphes;

Toutes dispositions contenues dans les présentes et qui peuvent être décrétées par règlement de la compagnie ou par règlement des directeurs approuvés par le vote des actionnaires, pourront être abrogées ou modifiées par règlement et en suivant les formalités requises par la Loi des compagnies de Québec;

Les objets et pouvoirs des clauses qui précèdent seront interprétés comme complétant et non pas comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Il est expressément pourvu dans les présentes que l'énumération précitée des pouvoirs spécifiques ne limitera en rien et ne restreindra en aucune manière les pouvoirs de cette compagnie, laquelle pourra faire toutes choses nécessaires, utiles ou appropriées à l'accomplissement de toutes fins ou objets ci-dessus énumérés, soit comme principal, agent ou autrement par l'intermédiaire de fidéicommissaires, agent ou autres, soit seul, soit en société avec d'autres personnes, corporations ou sociétés, sous le nom de "Renardière Ste-Thérèse, Ltée.", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune, monnaie courante du Canada.

Les dividendes seront payables le premier janvier de chaque année;

Les porteurs d'une ou plusieurs actions du capital-actions de la compagnie auront droit à un vote pour chaque action à toute assemblée des actionnaires et dans toute élection, ils auront droit de cumuler leur vote en faveur d'un ou plusieurs directeurs.

Le nombre des directeurs de cette compagnie sera limité à sept.

La compagnie commencera ses opérations lorsque neuf mille neuf cents dollars (\$9,900.00) auront été souscrits et payés.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, dans notre province.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2499 ALEXANDRE DESMEULES.

"Rice's Departmental Store, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril, 1930, constituant en corporation: Louis Fitch, conseil en loi du roi, Frank Melvin Godine, avocat, et Joseph Philippe Beaupré, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires d'un magasin général, à rayons, faisant le commerce de marchandises sèches, effets, épicerie, quincaillerie, meubles et généralement tous articles, dans la ville de Rouyn, dans le district d'Abitibi, et autres endroits de la province de Québec;

Acquérir et détenir et vendre ou autrement aliéner les titres, actions, valeurs ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour l'un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de cette compagnie, ou transporter son entreprise ou son actif à telle compagnie ou se fusionner à icelle;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, re-

above paragraphs shall in nowise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

Any provisions contained herein and which may be enacted by by-law of the company or by by-law of the directors approved by the vote of the shareholders, may be repealed or modified by by-law and in accordance with the formalities required by the Quebec Companies' Act;

The objects and powers of the foregoing clauses shall be construed as extending and not limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

It is expressly provided herein that the foregoing enumeration of the specific powers shall in nowise limit or restrict the powers of the present company, which may do all things necessary, useful or proper for the attainment of any purposes or objects hereabove enumerated, either as principal, agent or otherwise, and by and through trustees, agents or otherwise and either alone or in partnership with other firms, corporations or individual, under the name of "Renardière Ste-Thérèse, Ltée.", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, Canadian currency;

The dividends shall be payable the first of January of each year.

The holders of one or more shares of the capital stock of the company shall have the right to one vote for each share, at all meetings of the shareholders and in all elections, they shall have the right to combine their votes in favor of one or more directors;

The number of directors of the company shall be limited to seven.

The company will commence its operations when nine thousand nine hundred dollars (\$9,900.00) shall have been subscribed for and paid.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in our Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2500 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Rice's Departmental Store, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1930, incorporating: Louis Fitch, King's Counsel, Frank Melvin Godine, advocate, and Joseph Philippe Beaupré, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general departmental store dealing in dry goods, merchandise, groceries, hardware, furniture, and generally all articles in the town of Rouyn, in the district of Abitibi, and at other places in the province of Quebec;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, or to transfer its undertaking or assets to, or to amalgamate with any such company;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company, represented by a

présenté à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir, ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer et garantir pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 du chapitre 227, S. R. Q., 1925, ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les biens mobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations ou autres valeurs, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliquent pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billes faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie, sous le nom de "Rice's Departmental Store, Ltd", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Rouyn, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2501 ALEXANDRE DESMEULES.

"Secrétariat des Syndicats Catholiques de Québec, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1930, constituant en corporation, sans capital-actions, les abbés: Maxime Fortin, prêtre, aumônier général des syndicats catholiques de la province de Québec, et Alfred Côté, et Eugène Delisle, prêtres, aumôniers des syndicats catholiques de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Constituer une permanence et un agent de liaison pour l'avantage des syndicats catholiques de la ville et de l'archidiocèse de Québec;

Etablir un centre de documentation et de renseignements pour l'usage de ces syndicats;

Promouvoir et organiser l'établissement de syndicats professionnels et travailler à l'expansion du syndicalisme catholique;

Etablir pour l'instruction des masses des bibliothèques, cercles d'études, conférences et cours professionnels; les aider de toutes façons jugées convenables;

Promouvoir, organiser, administrer et subventionner pour l'avantage des syndicats catholiques de la ville et de l'archidiocèse de Québec, des bureaux de placement, des associations ayant pour but le bien-être physique, intellectuel, matériel, moral et social de la classe ouvrière, des associations de jeunesse ouvrière;

general meeting called for considering the By-Laws, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or any securities of the company and pledge or sell the same for such sum or at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purpose and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of Chap. 227 R. S. Q., 1925, in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the movable property of the company or pledge or otherwise affect the movable property, to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the company, bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Rice's Departmental Store, Ltd", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the town of Rouyn, in the province of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2502 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Secrétariat des Syndicats Catholiques de Québec, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifteenth day of April, 1930, incorporating, without share capital, the Abbés: Maxime Fortin, priest, general chaplain of the Catholic Syndicates of the Province of Québec, and Alfred Côté, and Eugène Delisle, priests, chaplains of the Catholic Syndicates of the City of Québec, for the following purposes:

To constitute a permanency and a means of intercourse for the advantage of the Catholic Syndicates of the City and Archdiocese of Québec;

To establish a centre of documentary knowledge and of information for the use of such syndicates;

To promote and organize the establishment of professional syndicates and further the expansion of Catholic syndicalism;

For the instruction of the masses, to establish libraries, study clubs, lectures and professional courses; to aid them in any manner deemed expedient;

To promote, organize, manage and subsidize, for the advantage of the Catholic Syndicates of the City and Archdiocese of Québec, employment bureaus, associations the object of which may be the physical, intellectual, moral and social welfare of the working class, associations for the youth of the working class;

Fonder, administrer, subventionner et publier des journaux, revues, bulletins et annales;

Recevoir des dons, fondations et contributions; Acquérir, louer et posséder de toutes façons les biens meubles et les immeubles utiles à ces fins; les hypothéquer, nantir et mettre en gage pour garantir le paiement de ses dettes ainsi que des bons et obligations qu'elle émettra;

Emprunter, sujet à l'autorisation de l'Ordinaire de l'archidiocèse de Québec, par émission de bons ou obligations, les sommes dont elle aura besoin;

Advenant dissolution ou liquidation, une fois ses dettes payées, disposer, avec l'approbation de l'Ordinaire de l'archidiocèse de Québec, du reliquat de ses biens en faveur de toute personne ou corporation capable de recevoir, sous le nom de "Secrétariat des Syndicats Catholiques de Québec, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la Corporation peut posséder est de deux cent mille dollars (\$200,000.00).

Le bureau principal de la compagnie est en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2503 ALEXANDRE DESMEULES.

"Société Canadienne Monrubel, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Auguste Mathieu, Edward Mortimer Macdonald, Jr, avocats, George Noel, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

La fabrication, l'achat, la vente en gros, l'importation, l'exportation des produits de toute nature, pharmaceutiques vétérinaire et industrielle, et tous produits chimiques, eaux minérales et tous autres produits similaires, et généralement tous produits, objets et marchandises accessoires quelconques, se rattachant à ces branches d'exploitation, fabrication et commerce et, en outre, tous articles religieux pouvant servir à tout culte ou pouvant être utilisés pendant, avant ou après tout service religieux, entre autres: candélabres, calices, chandeliers, bénitiers, livres de prières, médailles, chapelets, croix de religieux et religieuses et, en général, tous les articles de pèlerinage; en plus, tous articles que l'on trouve dans un magasin de tabac ou un dépôt de journaux, savoir: pipes, porte-cigarettes, boîtes à tabac, sacs à tabac, boîtes à prises, journaux illustrés, journaux de mode, cahiers de mode et magazines de toutes sortes;

Faire en gros et en détail le commerce de produits de beauté, poudres, parfums, teintures, crème sous toutes leurs formes, ou de tous autres produits, sous-produits, composants ou composés, ainsi que de tous objets et produits de tel commerce ou de tous autres industries et commerces connexes ou similaires;

Faire connaître au moyen d'annonces dans les journaux, catalogues, circulaires ou autrement, le genre d'affaires de la dite compagnie;

Agir comme courtiers ou agents à commissions pour la vente des produits ci-dessus mentionnés ou de tous autres similaires et accessoires;

Acquérir, acheter, louer, posséder, soit par bail, vente ou autrement des terrains, bâtisses devant servir à l'exploitation du commerce de la

To found, manage, subsidize and publish newspapers, reviews, bulletins and annals;

To receive gifts, foundations and contributions; To acquire, lease and in any manner own movable and immovable property useful for such purposes; to hypothecate, pledge and mortgage the same as guarantee for the payment of its debts, and also of the bonds and debentures which it may issue;

Subject to authorization of the Ordinary of the Archdiocese of Quebec, to borrow, by issue of bonds or debentures, any amounts which it may require;

In the event of winding-up or liquidation, once its debts shall have been paid, with the approval of the Ordinary of the Archdiocese of Quebec, to dispose of the residue of its property in favour of any person or corporation capable of receiving the same, under the name of "Secrétariat des Syndicats Catholiques de Québec, Inc."

The amount of the immovable property which the corporation may own shall be limited to two hundred thousand dollars (\$200,000.00).

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2504 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Société Canadienne Monrubel, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1930, incorporating: Auguste Mathieu, Edward Mortimer Macdonald, Jr., advocates, George Noel, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

The manufacture, purchase, sale, wholesale, importation, exportation of products of every nature, pharmaceutical, veterinary and industrial and any chemical products, mineral waters, and other similar products and generally any accessory products, objects and merchandise whatever connected with such branches of exploitation, manufacture and trade, and moreover any religious articles which may be used for worship or which may be used during, before or after any religious service, among others: candelabras, chalices, chandeliers, holy water fonts, prayer books, medals, rosaries, crosses for religious orders, and generally any articles for pilgrimages; moreover any articles which may be found in a tobacco or news store, namely: pipes, cigarette holders, tobacco boxes, tobacco pouches, snuff boxes, illustrated journals, fashion books and journals and magazines of all kinds;

To deal wholesale and retail in beauty products, powders, perfumes, dyes, creams under any form and all other products, by-products, components or compounds and also any objects and products of such business or of any other business or trade connected therewith or similar thereto;

To make known by way or advertising in newspapers, catalogs, circulars or otherwise, the kind of business of the said company;

To act as brokers or commission agents for the sale of any of the hereabove mentioned products or others like and similar and accessories;

To acquire, purchase, lease, own either by lease, sale or otherwise, lands, buildings to be used for the exploitation of the company's business; to

compagnie; vendre, grever, hypothéquer ou autrement aliéner ou échanger tous tels terrains ou bâtisses;

Exercer toutes industries ou tous commerces susceptibles d'être exercés conjointement avec ce qui fait l'objet principal de la compagnie ou de nature à aider directement ou indirectement la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des droits d'auteurs, patentes, licences, concessions et choses semblables, conférant tout droit limité, exclusif ou non exclusif, ou tout renseignement relatif ou se rapportant à toute invention ou à tout procédé propre à servir tous ou aucun des objets de la compagnie, aussi utiliser, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les droits, biens et renseignements ainsi acquis;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la propriété de la compagnie ou pour toute autre fin paraissant propre à aider directement ou indirectement la compagnie dans l'accomplissement de ses objets principaux, garantir aussi le paiement du dividende et de l'intérêt sur les actions, parts ou obligations, débetures ou autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par toute telle compagnie;

Prélever ou aider à prélever de l'argent au moyen de boni, prêts, promesses, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie;

Sans restriction à la généralité de ce qui précède, acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des droits, franchises, de l'achalandage, de la propriété et de l'actif, y compris toute option, concession et chose semblable, de toute personne, société, association ou corporation exerçant toute industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la propriété, du commerce et de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie d'iceux moyennant le prix que la compagnie jugera convenable et spécialement pour des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises de toute corporation dont l'un des objets est l'exercice de tous pouvoirs de la compagnie, céder aussi ses entreprises ou valeurs ou s'unir à toute telle compagnie;

Faire toute convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer tout commerce ou négoce susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

Hypothéquer, nantir, ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, dében-

sell, mortgage, hypothecate or otherwise alienate or exchange any such lands or buildings;

To carry on any industries and businesses capable of being jointly carried on with that which forms the main object of the company, or of a nature to directly or indirectly assist the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire copyrights, patents, licenses, concessions and similar things, conferring any limited, exclusive or non-exclusive right or other information relating to or connected with any invention or any process capable of being used for the purposes of the company; to also utilise, develop, grant permits in respect of and otherwise turn to account the rights, property and information thus acquired;

To organize one or more companies to acquire the property of the company or for any other purpose appearing suitable to directly or indirectly assist the company in the accomplishment of its main objects; to also guarantee the payment of the dividend and interest on the shares, stock, bonds, debentures or other securities and also for the performance of contracts by any such company;

To raise or assist in raising money by way of bonus, loans, promises, guarantee of bonds, debentures or other securities of the present company;

Without in any way restricting the generality of the foregoing, to acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchise, good-will, property and assets, including any option, concession and the like, of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the property, business and undertaking of the company or any part thereof for such price as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To acquire and hold, sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any corporation having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, and to transfer its undertakings or assets to or amalgamate with any such company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on, or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province for the purpose of securing any bonds, debentures or

tures ou actions-débetures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

Émettre des actions libérées, des obligations, débetures, stocks, et d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel de toute propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait et de marchandises fournies et livrées à la compagnie; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, stocks ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Établir des agences et succursales;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie, par résolution;

Rémunérer soit en argent ou en actions entièrement acquittées, ou en valeurs de la compagnie, soit par le paiement d'une commission, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu (incluant les directeurs de la compagnie), pour dépenses encourues, ou pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement ou en vendant des actions du capital-actions de la compagnie ou des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucun des dits objets;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents à commission ou autrement, comme entrepreneurs, et par l'entremise d'agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Société Canadienne Monrubel, Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en mille neuf cent soixante (1,960) actions d'une valeur au pair de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2505 ALEXANDRE DESMEULES.

"Tremblay & Beaulieu, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Jean-Georges Tremblay, négociant, William-H. Mitchell, agent, Paul Miquelon, avocat, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme marchands généraux;

Confectionner, manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre tous produits pouvant faire l'objet d'un commerce permis par la présente Loi;

debenture stock which it is by law entitled to issue;

To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the company or any money due to the company from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises, or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it and for merchandise supplied and delivered to the company; and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock or other securities in payment, or part payment or exchange for the shares, bonds, or debenture stock or other securities of any other company;

To establish agencies and branches;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined by the board of directors of the company, by resolution;

To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, either by payment of a commission, any company, firm, association, syndicate or individual, including the directors of the company, for expenses incurred or for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing or selling of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, as contractors, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Société Canadienne Monrubel, Inc.", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into one thousand nine hundred and sixty (1,960) shares of a par value of twenty five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montréal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2506 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Tremblay & Beaulieu, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1930, incorporating: Jean Georges Tremblay, merchant, William H. Mitchell, agent, Paul Miquelon, advocate, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general merchants;

To fashion, manufacture, import, export, purchase and sell any products which may be the object of a business permitted by the present Act;

Acheter, louer, acquérir, posséder par bail, vente ou autrement des terrains, bâties, devant servir à l'exploitation du commerce ou de l'industrie de la présente compagnie; vendre, grever, aliéner ou autrement hypothéquer tels terrains ou bâties;

Assumer toutes les obligations, prendre tous les engagements et passer tous les contrats en rapport avec les affaires de la compagnie, sous le nom de "Tremblay & Beaulieu, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à La Tuque, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2507 ALEXANDRE DESMEULES.

To purchase, lease, acquire, hold by lease, sale or otherwise lands, buildings which may be used for the exploitation of the business or trade of the present company; to sell, pledge, alienate or otherwise hypothecate such lands or buildings;

To assume any liabilities, take over any engagements and enter into any contracts connected with the business of the company, under the name of "Tremblay & Beaulieu, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at La Tuque, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2508 Acting Assistant Provincial Secretary.

"West End Improvement Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril, 1930, constituant en corporation: John-Augustine Mann, et Cecil-Gordon McKinnon, tous deux avocats et conseils en loi du roi, Gilbert-Thomas Lafleur, avocat, Paul Galt Michaud, étudiant en droit, Ellen McVean, sténographe (fille majeure), tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, location, échange, concession ou autrement, des lopins de terre urbains et ruraux, fermes, terrains miniers ou fruitiers, emplacements de ville, terres à pâturage, terres à bois et toutes sortes d'héritages et de propriétés immobilières ou de tous intérêts ou droits y afférents, légaux ou équitables ou d'autre nature quelconque; prendre, bâtir, détenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer et autrement troquer et aliéner tels lopins, terres, emplacements, héritages et propriétés immobilières ou tout intérêt y afférent, disposer de toute portion des terrains et propriétés ainsi acquis, les subdiviser en lots à bâtir et généralement y tracer des lots, des rues, lots à bâtir, pour fins résidentielles ou autres, et avec pouvoir d'y faire ou faire faire des rues, des systèmes d'égouts et de drainage nécessaires, et les bâtir pour fins résidentielles, manufacturières, de maisons à appartements ou d'hôtels, et fournir aux édifices ainsi construits la lumière, électrique, le chauffage, le gaz, l'eau et autres nécessités et faire les opérations d'une compagnie d'immeubles et de développement en général;

Agir comme agent pour la vente et l'achat d'immeubles et de tous intérêts s'y rapportant, et moyennant rémunération, trouver des placements immobiliers pour toutes personnes; être agents pour la vente, pour les propriétaires, de tous immeubles, subdivisions, emplacements pour édifices, emplacements de ville ou terrains de toutes sortes et tous intérêts s'y rapportant et assumer et acquérir de toute personne ou corporation toute agence, exclusive ou autre, pour la vente de tels terrains, emplacements ou intérêts s'y rapportant, et accepter toute cession de contrats et exécuter tous contrats faits par toute personne avec toute personne ou corporation pour la vente desdits terrains, emplacements ou intérêts s'y rapportant, comme agents ou autrement, et généralement agir comme agents d'immeubles, agents de logements et agents de location, et comme opérations con-

"West End Improvement Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1930, incorporating: John Augustine Mann, and Cecil Gordon McKinnon, both advocates and King's Counsellors, Gilbert Thomas Lafleur, advocate, Paul Galt Michaud, law student, and Ellen McVean, stenographer (spinster)—all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise urban and rural lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property or any interest and rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever, to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same into building lots, streets and building sites for residential purposes or otherwise, and with power to construct or to procure the construction thereon of streets, and sewerage and drainage systems, to build upon same for residential, manufacturing, apartment or hotel purposes, and to supply buildings so erected with electric light, heat, gas, water or other requisites therefor, and to carry on the business of a real estate and development company generally;

To act as agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein and, for reward, to procure real estate investments for any person; to act as selling agents for the owners of any real estate, sub-division, building sites, town sites or lands of any kind or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency, exclusive or otherwise, for the sale of any such lands, sites or interests therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any person with any person or corporation for the sale of such lands, sites or interests therein as agents or otherwise, and generally to act as real estate, house and rental agents, and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents;

nexes, faire affaires comme agents d'assurances contre le feu;

Prendre ou détenir des hypothèques sur toute balance non payée du prix d'achat d'aucun des terrains, édifices et constructions ainsi vendus et les vendre, hypothéquer ou autrement aliéner les dites hypothèques;

Améliorer, modifier et administrer les dits terrains et édifices;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits et produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif limité ou illimité, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie et spécialement des machines, du matériel, le fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débentures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la

To take or hold mortgages, for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold and to sell, mortgage or otherwise dispose of said mortgages;

To improve, alter and manage the said lands and buildings;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use or any other secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stocks, bonds, debentures and other securities of and performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company,

présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie dans des titres, obligations ou autres valeurs ou de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre, échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires, ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "West End Improvement Corporation", avec un capital total de trois cent cinquante mille dollars (\$350,000.00).

or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise, and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in stock, bonds or other securities or in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purpose of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents, or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "West End Improvement Corporation", with a total capital stock of three hundred and fifty thousand dollars (\$350,-

divisé en trois mille cinq cents (3,500) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2509 ALEXANDRE DESMEULES.

000.00), divided into three thousand five hundred (3,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2510 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Bayriche Realty Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-troisième jour d'avril 1930, changeant le nom de la compagnie "Greenberg & Frank Construction Company", en celui de "Bayriche Realty Corporation".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2511 ALEXANDRE DESMEULES.

"His Majesty's Theatre Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour d'avril 1930, à la compagnie "His Majesty's Theatre Co., Limited", ratifiant un Règlement de la compagnie, réduisant son capital, comme suit, à savoir:

Que le capital-actions soit réduit de 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair, à 200 actions sans valeur nominale ou au pair, telle réduction devant être effectuée par la cancellation de 1,800 actions du capital-actions autorisé et non émis de la compagnie, et le montant de capital avec lequel la compagnie exercera son industrie est fixé à la somme de \$1,000.00.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2513 ALEXANDRE DESMEULES.

"Hospice Saint-Henri, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour d'avril, 1930, à la compagnie "Hospice Saint-Henri, Incorporée", amendant les lettres patentes originaires de la compagnie comme suit, savoir:

Que la valeur immobilière de "L'Hospice Saint-Henri, Inc.", de \$350,000.00 soit augmentée à \$550,000.00.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2515 ALEXANDRE DESMEULES.

"Latter & Charters, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gou-

Supplementary Letters Patent

"Bayriche Realty Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1930, changing the name of the company "Greenberg & Frank Construction Company", to that of "Bayriche Realty Corporation".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2512 Acting Assistant Provincial Secretary.

"His Majesty's Theatre Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1930, to the Company "His Majesty's Theatre Co., Limited", ratifying a By-law of the Company reducing its capital as follows, to wit:

That the share capital be reduced from 2,000 shares without nominal or par value, to 200 shares without nominal or par value, such reduction to be effected by the cancellation of 1,800 shares of authorized and un-issued capital stock of the Company, and that the amount of capital with which the Company may carry on business be fixed at the sum of \$1,000.00.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2514 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Hospice Saint-Henri, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1930, to the company "Hospice Saint Henri, Incorporée", amending the original Letters Patent of the company as follows, to wit:

That the immoveable value of "L'Hospice Saint Henri, Inc.", of \$350,000.00 be increased to \$550,000.00.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2516 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Latter & Charters, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued

verneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-troisième jour d'avril 1930, changeant le nom de la compagnie "Latter Brothers, Limited", en celui de "Latter & Charters, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2517 ALEXANDRE DESMEULES.

"Verdun Palace Theatre Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour d'avril, 1930, à la compagnie "Verdun Palace Theatre Co., Limited", modifiant les lettres patentes originaires de la compagnie, comme suit, à savoir:

Le montant du capital-actions de la compagnie est de deux mille (2,000) actions sans valeur nominale ou au pair, pour être émises et réparties pour la considération que les directeurs jugeront à propos, de temps à autre. La compagnie exploitera son industrie avec un capital de pas moins de dix mille dollars (\$10,000.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2519 ALEXANDRE DESMEULES.

"Laurentide Investors Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 19 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du troisième jour de mai 1930, changeant le nom de la compagnie "Canadian Investors Corporation", en celui de "Laurentide Investors Corporation".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2545 ALEXANDRE DESMEULES.

by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of April 1930, changing the name of the company "Latter Brothers, Limited", to that of "Latter & Charters, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2518 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Verdun Palace Theatre Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1930, to the Company "Verdun Palace Theatre Co., Limited", modifying the original letters patent of the Company as follows, to wit:

The amount of the capital stock of the Company is to be two thousand (2,000) shares without nominal or par value, to be allotted and issued for such consideration as the Directors may from time to time deem proper. The Company shall carry on business with a capital of not less than ten thousand dollars (\$10,000.00).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2520 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Laurentide Investors Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 19 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1930, changing the name of the company "Canadian Investors Corporation", to that of "Laurentide Investors Corporation".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2546 Acting Assistant Provincial Secretary.

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

AVIS

NOTICE

Avis public est par les présentes donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 1er mai 1930, No 798, d'approuver le règlement No 276 du conseil municipal de la cité de Grand-Mère, annexant à ladite cité de Grand-Mère la municipalité voisine de la partie est de la paroisse de Sainte-Flore.

Public notice is hereby given that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 1st of May, 1930, No. 798, to approve by-law No. 276 of the Municipal Council of the city of Grand'Mère, annexing to the said city of Grand'Mère the neighboring municipality of the East part of the parish of Sainte-Flore.

Le sous-ministre des Affaires Municipales,
2521 OSCAR MORIN.

OSCAR MORIN,
2522 Deputy-Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

No 670-30.

No. 670-30.

Québec, 6 mai 1930.

Quebec, May 6, 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Georges, comté de Beauce, les lots Nos 44 et 45 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Georges et de les annexer à la municipalité scolaire d'Aubert-Gallion, même comté.

Application has been made to detach from the School Municipality of St. Georges, County of Beauce, lots Nos. 44 and 45 on the official cadastre for the parish of St. Georges, and to annex the same to the School Municipality of Aubert-Gallion, same county.

2549—19-2

2550—19-2

No 1718-18.

Québec, 6 mai 1930.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de Campbell's Bay, tout le territoire formant actuellement les municipalités scolaires de Campbell's Bay, Litchfield, Upper Bryson et de Ste-Elizabeth-de-Franktown, comté de Pontiac.

2551—19-2

No. 1718-18.

Quebec, May 6, 1930.

Application has been made to erect into a separate School Municipality, for Protestants only, under the name of Campbell's Bay, all that territory actually forming the School Municipalities of Campbell's Bay, Litchfield, Upper Bryson and Ste. Elizabeth de Franktown, County of Pontiac.

2552—19-2

No 405-30.

Québec, 3 mai 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Girouard, comté de Saint-Hyacinthe, le territoire suivant borné en front par la rivière Yamaska, dans la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, en profondeur à la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, tenant d'un côté au nord-est à la cité de Saint-Hyacinthe et de l'autre côté au sud-ouest à la routes'étendant de la dite rivière jusqu'à la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin et longeant le lot 1103 de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Hyacinthe, paroisse, même comté.

2553—19-2

No. 405-30.

Quebec, May 3, 1930.

Application has been made to detach from the School Municipality of Girouard, county of St. Hyacinthe, the following territory bounded on the front by the Yamaska river, in the parish of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, in depth by the parish of Saint-Thomas-d'Aquin, bounded on one side to the Northeast by the city of St. Hyacinthe and on the other side to the Southwest by the road extending from the said river to the parish of Saint-Thomas-d'Aquin, and running along lot 1103 of the parish of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, and to annex same to the School Municipality of St. Hyacinthe, parish, same county.

2554—19-2

No 483-30.

Québec, 6 mai 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire des Eboulements, comté de Charlevoix, les lots Nos 25 et 26 du rang Saint-Thomas de la seigneurie des Eboulements, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Irénée, même comté.

2555—19-2

No. 483-30.

Quebec, May 6, 1930.

Application has been made to detach from the School Municipality of Les Eboulements, County of Charlevoix, lots Nos 25 and 26 of range St. Thomas, de la Seigneurie des Eboulements, and to annex the same to the School Municipality of St. Irénée, same County.

2556—19-2

No 240-23.

Québec, 6 mai 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, comté de Charlevoix, le territoire borné comme suit, savoir: vers le nord, partie par le village de la Pointe-au-Pic, partie par le rang dit de Pointe-au-Pic, et partie par le rang Rivière-Mailloux; vers l'est, par le village de Pointe-au-Pic; vers le sud, par le Gros-Ruisseau; vers l'ouest, par le rang Joyeuse communément appelé rang Sainte-Madeleine, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Pointe-au-Pic, même comté.

2557—19-2

No. 240-23.

Quebec, May 6, 1930.

Application has been made to detach from the School Municipality of Saint-Etienne-de-la-Malbaie, county of Charlevoix, the territory bounded as follows, to wit: towards the North, partly by the village of Pointe-au-Pic, partly by the range called Pointe-au-Pic, and partly by the range Rivière-Mailloux; towards the East by the village of Pointe-au-Pic, towards the South by the Gros-Ruisseau; towards the West by the range Joyeuse commonly called range Ste. Madeleine, and to annex same to the School Municipality of Pointe-au-Pic, same county.

2558—19-2

No 491-30

Québec, 29 avril 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Bolton-Est, comté de Brome, les lots Nos 1, 2, la demie est des lots 3, 4, 5, 6, 7, du rang VII du canton de Bolton; les lots 4 à 16 inclusivement du rang VIII du même canton; les lots Nos 4 à 11 inclusivement des rangs IX, X et XI du même canton; les lots 1 à XI inclusivement des rangs XII et XIII du même canton (ces numéros sont les Nos primitifs) et de les annexer à la municipalité scolaire d'Eastman, même comté.

2395—18-2

No. 491-30.

Québec, April 29, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of East Bolton, county of Brome, lots Nos 1, 2, the East half of lots 3, 4, 5, 6, 7, of range VII of the township of Bolton; lots 4 to 16 inclusively of range VIII of the same township; lots 4 to 11 inclusively of ranges IX, X and XI of the same township; lots 1 to XI inclusively of ranges XII and XIII of the same township (the said numbers being primitive numbers) and to annex same to the school municipality of Eastman, same county.

2396—18-2

No 2068-29

Québec, 26 avril, 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Shipton, comté de Richmond, les lots Nos 1a, 2b, 2a, 2c, 2d, du 8ème rang du canton de Shipton, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Claude, même comté.

2397—18-2

No. 2068-29.

Quebec, April 26, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of Shipton, county of Richmond, lots Nos 1a, 2b, 2a, 2c, 2d, of the 8th range of the township of Shipton and to annex same to the school municipality of Saint Claude, same county.

2398—18-2

No 345-30

Québec, 26 avril 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Alphonse-de-Thetford, comté de Mégantic, les lots Nos 13a et 13b du rang 1, du canton de Thetford, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pontbriand, même comté.

2399—18-2

No. 345-30.

Quebec, April 26, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of Saint-Alphonse de Thetford, county of Megantic, lots Nos. 13a and 13b of range 1, township of Thetford, and to annex same to the school municipality of Saint Antoine de Pontbriand, same county.

2400—18-2

No 275-29.

Québec, 26 avril, 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lavaltrie, comté de Berthier, les lots Nos 1 à 64 inclusivement du rang 1, connu sous le nom de "concession de la Grande-Côte de Lavaltrie, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "village de Lavaltrie", même comté.

2401—18-2

No. 275-29.

Quebec, April 26, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of Lavaltrie, county of Berthier, lots Nos. 1 to 64 inclusively of range 1, known under the name of "concession of the Grande-Côte de Lavaltrie", and to erect all the said territory into a distinct school municipality, under the name of "Village de Lavaltrie", same county.

2402—18-2

No 1135-15.

Québec, 28 avril, 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la "paroisse de Sainte-Thècle", comté de Champlain, les lots Nos 26 à 30 inclusivement du rang Saint-Georges, dans la paroisse de Sainte-Thècle; la partie nord des lots 20 et 21 appartenant à M. Thomas Vandal et la partie nord du lot No 20 appartenant à M. Joseph Piché, toutes du même rang et de la même paroisse, et de les annexer à la municipalité scolaire du "village de Sainte-Thècle", même comté.

2403—18-2

No. 1135-15.

Quebec, April 28, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of the "parish of Sainte Thècle", county of Champlain, lots Nos. 26 to 30 inclusively of Saint Georges range, in the parish of Sainte-Thècle; the North part of lots 20 and 21 belonging to Mr. Thomas Vandal and the North part of lot No. 20 belonging to Mr. Joseph Piché, all of the same range and of the same parish, and to annex same to the school municipality of the "village of Sainte-Thècle", same county.

2404—18-2

No. 1547-29.

Québec, 26 avril, 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Est (Sainte-Rose de Lima), comté de Papineau, la moitié sud des lots Nos 13a et 13b du 2ième rang du canton de Templeton, et de les annexer à la municipalité scolaire du "village de Templeton", même comté.

2405—18-2

No. 1547—29.

Quebec, April 26, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of East Templeton (Sainte Rose de Lima), county of Papineau, the South half of lots Nos. 13a and 13b of the 2nd range of the township of Templeton, and to annex same to the school municipality of the "village of Templeton", same county.

2406—18-2

Ministère de l'agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une Société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Bellechasse, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Bellechasse", et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de La Durantaye, comté de Bellechasse.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,

J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 29ème jour d'avril 1930. 2523

Department of Agriculture

NOTICE

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Bellechasse, under the name of "Société Coopérative Agricole de Bellechasse", and that its principal place of business will be in the municipality of La Durantaye, county of Bellechasse.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

J. ANTONIO GRENIER,

Deputy-Minister of Agriculture.

Quebec, this 29th day of April, 1930. 2524

Liste additionnelle de paroisses où les ours causent des dommages, et qui peuvent bénéficier de la prime offerte pour la destruction des ours:

Abitibi: Aiguebelle et Destor.

2591 Le chef, Industrie Animale,
S.-J. CHAGNON.

Additional list of parishes where bears cause damage and which may benefit by the bounty offered for the destruction of bears:

Abitibi: Aiguebelle and Destor.

2592 S. J. CHAGNON,
Chief of Livestock Industry.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District d'Abitibi, No 2722, Cour Supérieure. Dame Exilia Paquette, de Dupuy, district d'Abitibi, épouse commune en bien de Nazaire Coulombe, cultivateur, du même endroit, demanderesse; vs le dit Nazaire Coulombe, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26 avril 1930.

Amos, le 30 avril 1930.

2527—19-4 Le procureur de la demanderesse,
LUCIEN PINARD, C.R.

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No 2642. Albina Otis, épouse commune en biens de Albert St-Louis, de Sainte-Marguerite-Marie de Causapsal, entrepreneur et cultivateur; vs Albert St-Louis, entrepreneur et cultivateur, de Sainte-Marguerite-Marie de Causapsal.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Rimouski, ce 23 avril 1930.

2365—18-4 Le procureur de la demanderesse,
ALPHONSE CHASSE.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 62943. Dame Florence-Margaret Pollock, épouse commune en biens de Robert Pollock, commis, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Robert Pollock, commis, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation des biens a été instituée en cette cause, ce 25 avril 1930.

2367—18-4 Les procureurs de la demanderesse,
MITCHELL, KEARNEY & DUQUET.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No B-61904. Dame Freda Bernhut, épouse commune en biens de Hyman Taffert, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Hyman Taffert, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Un action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, le 17 avril 1930.

2271—17-4 Le procureur de la demanderesse,
I. M. BOBROVE.

Cour Supérieure, Province de Québec, District de Montréal, No C-62778. Dame Anne-Marie Belzil, épouse commune en biens de Joseph-Alphonse Rioux, commis, de la cité et du district de Montréal; vs le dit Joseph-Alphonse Rioux, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 avril, 1930.

Montréal, 4 avril, 1930.

2283—17-4 Les procureurs de la demanderesse,
MERCIER, BLAIN, BISSONNETTE & FAUTEUX.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Abitibi, No. 2722, Superior Court. Dame Exilia Paquette, of Dupuy, district of Abitibi, wife common as to property of Nazaire Coulombe, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Nazaire Coulombe, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 26th day of April, 1930.

Amos, April 30th, 1930.

2528—19-4 LUCIEN PINARD, K.C.,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 2642. Albina Otis, wife common as to property of Albert St-Louis, of Ste-Marguerite Marie de Causapsal, contractor and farmer; vs Albert St-Louis, contractor and farmer, of Ste-Marguerite Marie de Causapsal.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Rimouski, April 23, 1930.

2366—18-4 ALPHONSE CHASSE,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 62943. Dame Florence Margaret Pollock, wife common as to property of Robert Pollock, salesman, of the City and District of Montreal, plaintiff; vs Robert Pollock, salesman, of the City and District of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 25th April 1930.

2368—18-4 MITCHELL, KEARNEY & DUQUET,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. B-61904. Dame Freda Bernhut, wife common as to property of Hyman Taffert, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Hyman Taffert, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been intited in this case.

Montreal, April 17th, 1930.

2272—17-4 I. M. BOBROVE,
Attorney for Plaintiff.

Superior Court, Province of Quebec, District of Montreal, No. C-62778. Dame Anne Marie Belzil, wife common as to property of Joseph Alphonse Rioux, clerk, of the city and district of Montreal; vs the said Joseph Alphonse Rioux, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 4th day of April 1930 in this case.

Montreal, 4th April, 1930.

2284—17-4 MERCIER, BLAIN, BISSONNETTE & FAUTEUX,
Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 64913. Dame Miriam Deitchman, épouse commune en biens de M. Jacob Weigensberg, marchand, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, suivant jugement de la Cour supérieure, demanderesse; vs Jacob Weigensberg, marchand, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse en cette cause contre le défendeur aux présentes, le 17e jour d'avril 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
2273—17-4 COHEN & GAMEROFF.

Canada, Province de Québec, district de Kamouraska, Cour Supérieure, Kamouraska, No. 11602. Marie-Emma Deschênes, épouse commune en biens de Sylvio Dionne, commerçant, de Notre-Dame du Mont-Carmel, demanderesse; vs le dit Sylvio Dionne, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 26 janvier 1929.

Rivière-du-Loup, 22 avril 1930.
Les procureurs de la demanderesse,
2323—17-4 CASGRAIN & LIZOTTE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No. 65847. Dame Dora Muscovicz, épouse commune en biens de Meyer Poyaner, marchand, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Meyer Poyaner, marchand, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce dix avril 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
2135—16-4 MITCHELL, KEARNEY & DUQUET.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No. E-64632. Dame Nazah Malooly, épouse de S.-B. Salhany, marchand, de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre lui.

Montréal, le 5 avril 1930.
Les procureurs de la demanderesse,
2137—16-4 POPLIGER & WEBER.

Province de Québec, District d'Abitibi, Cour Supérieure, No. 2688. Dame Eugénie DesRochers, de La Reine, district d'Abitibi, épouse commune en biens de Joseph Audet, cultivateur, du même endroit, demanderesse; vs Ledit Joseph Audet, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 13 mars 1930.

Amos, le 15 avril 1930.
Le procureur de la demanderesse,
2195—16-4 LUCIEN PINARD, C. R.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No. E-58627. Dame Sabina Voyna, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Iwan Mudryj Komarnicka, alias John Mudry, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit John Mudry, marchand, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-sixième jour de novembre 1929.

Montréal, le 5 décembre 1929.
Le procureur de la demanderesse,
2029—15-5 SAMUEL MOSKOVITCH.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 64913. Dame Miriam Deitchman, wife common as to property of Mr. Jacob Weigensberg, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice* by judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Jacob Weigensberg, merchant, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff in this case against the defendant herein, on the 17th day of April, 1930.

COHEN & GAMEROFF,
2274—17-4 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska, Superior Court, No. 11602. Marie Emma Deschênes, wife common as to property of Sylvio Dionne, trader, of Notre-Dame du Mont-Carmel, plaintiff; vs the said Sylvio Dionne, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the 26th of January, 1929.

Rivière-du-Loup, April 22, 1930.
CASGRAIN & LIZOTTE,
2324—17-4 Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 65847. Dame Dora Muscovicz, wife common as to property of Meyer Poyaner, merchant, of the City and district of Montreal, plaintiff; vs Meyer Poyaner, merchant, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 10th April, 1930.

MITCHELL, KEARNEY & DUQUET,
2136—16-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. E-64632. Dame Nazah Malooly, wife of S. B. Salhany, merchant, of Montreal, has taken action in separation as to property against him.

Montreal, April 5th, 1930.
POPLIGER & WEBER,
2138—16-4 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. 2688. Dame Eugénie DesRochers, of La Reine, District of Abitibi, wife common as to property of Joseph Audet, farmer, of the same place, Plaintiff; vs The said Joseph Audet, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the thirteenth day of March, 1930.

Amos, April, day fifteenth, 1930.
LUCIEN PINARD, K. C.,
2196—16-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. E-58627. Dame Sabina Voyna, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Iwan Mudryj Komarnicka, alias John Mudry, of the same place, duly authorized for these presents, Plaintiff; vs The said Iwan Mudryj Komarnicka, alias John Mudry, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on November 26th., 1929.

Montreal, December 5th., 1929.
SAMUEL MOSKOVITCH,
2030—15-5 Attorney for Plaintiff.

Avis divers

Canada, Province de Québec.
Avis vous est par les présentes donné que les personnes suivantes sont dûment enregistrées comme membres de l'Association des Chimistes Professionnels de Québec:

A.-H. Bourne, P. O. Box 2067, Montréal.
O.-A. Bériau, 14, rue Elgin, Québec.
C.-E.-T. Cotton, P. O. Box 519, Hawkesbury, Ont.
Mlle Léa Grenier, Service Provincial d'Hygiène, 89, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Melville-S. Robertson, 461 Roslyn Ave., Westmount, P. Q.
Gustave Bégin, Apt. 901, Château St-Louis, Québec.

L'ASSOCIATION DES CHIMISTES
2575 PROFESSIONNELS DE QUÉBEC.

"THE SALMON LAKE DRIVE AND BOOM ASSOCIATION, LTD."

Extrait d'un règlement du 20 novembre 1929

Que le bureau de direction de la Compagnie se compose à l'avenir de 4 directeurs au lieu de 5.

Lac-au-Saumon, le 29 avril 1930.
Le secrétaire-trésorier,
2585 TANCREDE BERUBÉ.

LE PATRONAGE ST-VINCENT DE PAUL,
QUEBEC

Avis est donné au public, conformément à l'article 35 de la loi du régime des eaux courantes des Statuts refondus, 1925, que le Patronage St-Vincent de Paul, de la Cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de faire faire le barrage ci-après décrit pour éclairage et chauffage d'une maison de retraites:

Un barrage situé sur la rivière Jaune, dans la concession S. O. du Domaine St-Pierre, paroisse de Charlesbourg, comté de Québec.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'Enregistrement de la division d'Enregistrement du Comté de Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Ce vingt-cinquième jour du mois de février 1930.

LE PATRONAGE ST-VINCENT DE PAUL,
EVANS, OLIVER & TREMBLAY,
2369-18-4 Par A. TREMBLAY, Ing. Civ.

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec.
Notice is hereby given that the following persons are duly registered as members of the Association of Professional Chemists of Quebec:

A. H. Bourne, P. O. Box 2067, Montreal.
O. A. Bériau, 14 Elgin Street, Quebec.
C. E. T. Cotton, P. O. Box 519, Hawkesbury, Ont.
Miss Lea Grenier, Provincial Health Service, 89, Notre-Dame Street East, Montreal.
Melville S. Robertson, 461 Roslyn Ave., Westmount, P. Q.
Gustave Bégin, Apt. 901, Chateau St-Louis, Quebec.

ASSOCIATION OF PROFESSIONAL
2576 CHEMISTS OF QUEBEC.

"THE SALMON LAKE DRIVE AND BOOM ASSOCIATION, LTD."

Extract from a by-law of the 20th November, 1929.

That the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of 4 directors instead of 5.

Lac-au-Saumon, April 29, 1930.
TANCREDE BERUBE,
2586 Secretary-Treasurer.

LE PATRONAGE ST-VINCENT DE PAUL,
QUEBEC

Public notice is hereby given, in accordance with Section 35 of the Water Course Act, that Le Patronage St-Vincent de Paul, of the City of Quebec, in the County of Quebec, intends to execute the construction of the following dam:

A dam upon the Rivière Jaune and situate in the Concession N. W. du Domaine St-Pierre, parish of Charlesbourg, in the county of Quebec, and used for lighting and heating Retreat Building.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the nature of the work or of the improvement and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands & Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry office of the Registration Division of the County of Quebec.

The application contained in the petition will be taken with consideration by the Lieutenant-Governor in Council, on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

This twenty fifth day of February, 1930.

LE PATRONAGE ST-VINCENT DE PAUL,
EVANS, OLIVER & TREMBLAY,
2370-18-4 Per A. TREMBLAY, Civil Eng.

Bureaux-chef

Chief Offices

"NATIONAL WINDSOR GARAGES INCORPORATED"

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "National Windsor Garages, Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes, émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le vingt-neuvième jour de juin 1929, et ayant son bureau-chef dans la cité de Montréal, a établi son bureau-chef dans l'édifice de la Dominion Square, en la dite cité.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce vingt-neuvième jour d'avril 1930.

2529 Le secrétaire-trésorier,
J.-S. McFARLAND.

"NATIONAL WINDSOR GARAGES INCORPORATED"

Notice is hereby given that "National Windsor Garages, Incorporated", incorporated by letters patent granted under the Quebec Companies' Act, on the 29th June, 1929, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at Dominion Square Building, in the said City.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 29th day of April, 1930.

2530 J. S. McFARLAND,
Secretary-Treasurer.

"FREED PAPER BOX MANUFACTURING COMPANY LIMITED"

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Freed Paper Box Manufacturing Company Limited", constituée par lettres patentes de la province de Québec, le 3e jour d'avril 1930, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 6240 Avenue du Parc, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'avril 1930.

2571 Le président,
H. FREED.

"FREED PAPER BOX MANUFACTURING COMPANY LIMITED"

Notice is hereby given that "Freed Paper Box Manufacturing Company Limited", Incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, on the 3rd day of April 1930, and having its Head Office in the City of Montreal, has established its office at No. 6240 Park Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 25th day of April 1930.

2572 H. FREED,
President.

"THE BRITISH AMERICAN PAPER BOX COMPANY LIMITED"

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "The British American Paper Box Company Limited", constituée par lettres patentes de la province de Québec, le 3e jour d'avril 1930, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 6240 Avenue du Parc, Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'avril 1930.

2573 Le président,
Z. WACHMAN.

"THE BRITISH AMERICAN PAPER BOX COMPANY LIMITED"

Notice is hereby given that "The British American Paper Box Company Limited", Incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, on the 3rd day of April 1930, and having its Head Office in the City of Montreal, has established its office at No. 6240 Park Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 25th day of April, 1930.

2574 Z. WACHMAN,
President.

Charte:—Abandon de

Charter:—Surrender of

"N. A. TIMMINS, INCORPORATED"

Avis est par les présentes donné, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, que la compagnie "N. A. Timmins, Incorporated", s'adressera au lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, en vertu de l'article 25, 1b de la dite Loi, pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte à compter de la date à être fixée par le lieutenant gouverneur.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'avril 1930.

2531 Le secrétaire,
L. A. SEWELL.

"N. A. TIMMINS, INCORPORATED"

Notice is hereby given, under the provisions of the Quebec Companies' Act, that "N. A. Timmins, Incorporated", will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, under section 25, 1b, of the said Act, for acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Montreal, this 25th day of April, 1930.

2532 L. A. SEWELL,
Secretary.

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, le 23 avril 1930.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Jean-Robert Choquette, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Pie, comté de Bagot, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, demandant la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire G.-D. Morin, en son vivant, notaire, résidant et pratiquant à Saint-Pie, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.
2299—17-5

Quebec, April 23, 1930.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Jean Robert Choquette, notary, residing and practising in Saint Pie, county of Bagot, judicial district of Saint Hyacinthe, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late notary G. D. Morin, in his lifetime notary, residing and practising at Saint Pie, county of Bagot, district of Saint Hyacinthe.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
2300—17-5

Ratification de titres

Confirmation of titles

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure, No 2601.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Terrebonne, les actes suivants:

1. Un acte passé devant M. Prévost, notaire, le 20 septembre 1893, entre Arthur McGar, gentilhomme, de la cité et du district de Montréal, et John Williams, gentilhomme, du même lieu, et étant une vente par ledit Arthur McGar audit John Williams des lots numéros deux cent cinquante, deux cent cinquante et un, deux cent cinquante-deux et deux cent cinquante-trois (250, 251, 252 & 253) des plan et livre de renvois faits pour la paroisse de Saint-Colomban—avec les bâtiments dessus construits et en la possession de John Pernarosky, journalier, de Timmins, province d'Ontario.

2. Un acte passé devant M^{re} J.-Albéric Sigouin, notaire, le 29 avril, 1922, entre John Williams, résidant à Inlet, comté de Hamilton, dans l'état de New-York, Etats-Unis d'Amérique, et dûment représenté par son procureur Michel John McGar, résidant en la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, et John Pernarosky, cultivateur, de Saint-Colomban, district de Terrebonne, et étant une vente par ledit John Williams au dit John Pernarosky, des lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Saint-Colomban, district de Terrebonne, et étant les numéros deux cent cinquante, deux cent cinquante et un, deux cent cinquante-deux, et deux cent cinquante-trois (250, 251, 252 & 253)—avec les bâtisses dessus érigées et en la possession de John Pernarosky, comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur lesdits immeubles immédiatement avant l'enregistrement dudit acte par lequel lesdits lots ont été acquis par ledit John Pernarosky, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour Supérieure, le neuvième jour de juin 1930, une demande en ratification de titres; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de Procédure Civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leur opposition par écrit et de la produire au greffe dudit Protonotaire dans les six jours après

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 2601.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court, in the district of Terrebonne, in Saint Jérôme:

1. A deed executed before M. Prévost, notary, on September 20th, 1893, between Arthur McGar, gentleman, of the city of Montreal, and John Williams, of the same place, and being a sale by the said Arthur McGar to the said John Williams of the following immoveable, to wit:

Those certain lots of land known and designated in the official plan and book of reference for the parish of Saint Columban, district of Terrebonne, under the numbers two hundred and fifty, two hundred and fifty-one, two hundred and fifty two and two hundred and fifty three (250, 251, 252 & 253)—with all the buildings thereon erected.

2. A deed executed before J. Albéric Sigouin, notary, on April 29th, 1922, between John Williams, residing at Inlet, Hamilton County, State of New York, United States of America, and duly represented by his special attorney, Michael John McGar, and John Pernarosky, farmer, of Saint Columban, being a sale of the following immovables:

Those certain lots of land known and designated in the official plan and book of reference for the parish of Saint Columban, district of Terrebonne, under the numbers two hundred and fifty, two hundred and fifty one, two hundred and fifty-two and two hundred and fifty-three (250, 251, 252 & 253)—with all the buildings thereon erected, the said immoveables in the possession of the said John Pernarosky as proprietor for the three years now last past; and all persons who claim any privileges or hypothecs or any rights of property upon the said immoveables immediately before the registration of the said deed by which the said lots were acquired by the said John Pernarosky, are hereby notified that application will be made to the said Court, on June the 9th, 1930, for a judgment of confirmation of titles, and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed on this case, they are hereby required to serve their opposition in writing and file the same in the office of the said Prothonotary within six days after the said day, in default

le dit jour, à défaut de quoi, elles seront pour toujours forcloses de le faire.

Donné à Saint-Jérôme, ce 19 avril, 1930.

Le protonotaire, C. S.,
2311-17-2 GRIGNON & FORTIER.

of which, they will be forever precluded from the right of so doing.

Saint Jérôme, this 19th of April, 1930.

GRIGNON & FORTIER,
2312-17-2 Prothonotary, S. C.

Soumissions

Canada, Province de Québec, cité des Trois-Rivières.

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la cité des Trois-Rivières recevra d'hui au dix-neuvième jour de mai 1930, à quatre heures, p. m., au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées, endossées "Soumission pour obligations de la cité des Trois-Rivières", pour l'achat de deux millions trois cent soixante-dix-sept mille six cents dollars (\$2,377,600.00) d'obligations, émises pour divers objets, en vertu de divers règlements dûment approuvés suivant la loi, savoir:

a. \$1,839,500.00 émises en vertu des règlements Nos 57, 58, 59, 60, 61, 62 et 63, datées du 1er mai 1928, et remboursables par une série de paiements successifs annuels, au cours d'une période de 40 ans de la dite date;

b. \$45,000.00 émises en vertu du règlement No 64 datées du 1er novembre 1928, et remboursables par une série de paiements successifs annuels, au cours d'une période de 30 ans de la dite date;

c. \$35,700.00 émises en vertu du règlement No 65, datées du 1er mai 1929, et remboursables par une série de paiements successifs annuels, au cours d'une période de 30 ans de la dite date;

d. \$132,400.00 émises en vertu des règlements Nos 64a, 66 et 68, datées du 1er novembre 1929, et remboursables par une série de paiements successifs annuels, au cours d'une période de 30 ans de la dite date;

e. \$225,000.00 émises en vertu du règlement No 69, datées du 1er novembre 1929, et remboursables par une série de paiements successifs annuels, au cours d'une période de 20 ans de la dite date;

f. \$100,000.00 émises en vertu du règlement No 70, datées du 1er novembre 1929, et remboursables par une série de paiements successifs annuels, au cours d'une période de 40 ans de la dite date.

Les soumissionnaires sont priés de faire deux offres pour les obligations ci-dessus, une à un taux d'intérêt de 5% et l'autre à un taux d'intérêt de 5½% l'an.

Les intérêts sur les susdites obligations seront payables semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt seront payables au choix du porteur, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, en la cité de Montreal, ou à aucune des succursales de la dite banque, dans les cités des Trois-Rivières, de Montréal ou de Québec.

Ces obligations seront émises par coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00 au choix de l'acquéreur.

Les soumissions seront prises en considération à la séance du Conseil, le 19 mai 1930, à 8 heures du soir, ou aussitôt après que le Conseil ou son Comité Permanent pourront le faire.

Chaque soumission devra être accompagnée

Tenders

Canada, Province of Quebec, City of Three Rivers.

Public notice is hereby given that the Council of the City of Three Rivers will receive until the nineteenth day of May, 1930, at four o'clock P. M., at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tenders for City of Three Rivers Bonds", for the purchase of said City of Three Rivers Bonds, amounting to Two Millions Three Hundred Seventy Seven thousand Six Hundred Dollars, (\$2,377,600.00), issued for various purposes, under several By-Laws, duly approved according to law, viz:

a. \$1,839,500.00 issued by virtue of By-Laws Nos. 57, 58, 59, 60, 61, 62 and 63, dated May 1st., 1928, and redeemable by series of successive annual payments, during forty years from said date;

b. \$45,000.00 issued by virtue of By-Law No. 64, dated November 1st., 1928, and redeemable by series of successive annual payments, during thirty years from said date;

c. \$35,700.00 issued by virtue of By-Law No. 65, dated May 1st., 1929, and redeemable by series of successive annual payments, during thirty years from said date;

d. \$132,400.00 issued by virtue of By-Laws Nos. 64a, 66 and 68, dated November 1st., 1929, and redeemable by series of successive annual payments, during thirty years from said date;

e. \$225,000.00 issued by virtue of By-Law No. 69, dated November 1st., 1929, and redeemable by series of successive annual payments, during twenty years from said date;

f. \$100,000.00 issued by virtue of By-Law No. 70, dated November 1st., 1929, and redeemable by series of successive annual payments, during forty years from said date;

Two offers for above bonds are requested, one at a rate of interest of 5%, and the other at a rate of interest of 5½% per annum;

The interest on above bonds will be payable semi-annually, on the 1st. of May and the 1st. of November of each year. Both the Principal of these bonds and the interest thereon will be payable at the holder's option, at the chief office of the Banque Canadienne Nationale, in the City of Montreal, or at any of the branches of the said bank in the City of Three Rivers, or in the City of Montreal, or in the City of Quebec.

These bonds shall be issued in denominations of \$100.00 or multiples of \$100.00 at the purchaser's option.

The said tenders will be considered at the meeting of the Council of the City of Three Rivers, the 19th. May, 1930, at eight o'clock P. M., or so soon there after as the Council or its Committee can do so.

Each tender must be accompanied by a certified

d'un chèque accepté à l'ordre de la cité des Trois-Rivières, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair des émissions. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

La cité des Trois-Rivières se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions.

Les détails de ces émissions ainsi que le tableau des échéances annuelles pourront être obtenus en s'adressant au soussigné.

Le trésorier de la cité des Trois-Rivières,
JACQUES DENECHAUD.

Trois-Rivières, le 1er mai 1930. 2435—18-2

cheque payable to the order of the City of Three Rivers, equal to 1% of the par value of the issues. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be handed to him after the completion of his contract, without interest.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The City of Three Rivers reserves the right to reject any or all of the tenders or to accept in whole or in part any of the tenders.

Particulars of the issues and table of maturities of the bonds may be secured on application to the undersigned.

Three Rivers, this 1st. day of May, 1930.

JACQUES DENECHAUD,

2436—18-2 Treasurer of the City of Three Rivers.

LES ADMINISTRATEURS DE L'ECOLE DISSIDENTE

MUNICIPALITÉ DE SHAWINIGAN FALLS,
QUE.

Avis public est par les présentes donné que les Administrateurs de l'école Dissidente, municipalité de Shawinigan Falls de la cité de Shawinigan Falls, recevront d'ici au 28 mai 1930, jusqu'à six heures de l'après-midi (heure avancée), au bureau du soussigné, Transmission Avenue, des soumissions écrites pour l'achat d'une émission de \$29,500.00 de débetures sériées, faite sous l'autorité d'une résolution des dits administrateurs passée en date du 31 mars 1928, dûment approuvée suivant la loi par le lieutenant-gouverneur en conseil le 25 mai 1928, avec coupons d'intérêt au taux de 5% par an payables semi-annuellement. Le principal et l'intérêt seront payables au bureau de la Banque Royale du Canada, Montréal, P. Q.,

Les dites débetures porteront la date du premier décembre 1930 et seront en coupures de \$100, \$500 et \$1000 chacune, rachetables annuellement durant une période de vingt-neuf ans, de 1930 à 1958 inclusivement.

Le tableau des échéances de même que tous autres renseignements seront fournis sur demande.

L'intérêt accru sur ces débetures devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) de la valeur au pair de l'émission.

Les dites soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance des administrateurs de l'école Dissidente de la cité de Shawinigan Falls, qui aura lieu le 29 mai, 1930, à 1.30 de l'après-midi.

Les dits Administrateurs de l'école Dissidente ne s'engagent à accepter aucune des soumissions.

Donné à Shawinigan Falls, ce vingt-neuvième jour d'avril, 1930.

Le secrétaire-trésorier,
A.-R. MELDRUM.

2437—18-2

TRUSTEES OF DISSIDENT SCHOOL

MUNICIPALITY OF SHAWINIGAN FALLS,
QUE.

Public notice is hereby given that the Trustees of Dissident School Municipality of Shawinigan Falls, of the City of Shawinigan Falls, will receive, until the twenty-eighth day of May 1930, at six o'clock in the afternoon (Daylight Saving time) at the office of the undersigned, Transmission Avenue, written tenders for the purchase of a serial bond issue of \$29,500.00, being part of an issue of \$30,000.00 made under the authority of a resolution of the said Trustees dated March 31st 1928, duly approved according to the law by the Lieutenant-Governor in Council on the 25th May 1928, with interest coupons at the rate of 5% per annum, payable semi-yearly. Principal and interest being payable at the office of the Royal Bank of Canada, Montreal,

The said bonds shall bear the date of December 1st, 1930, and shall be issued in denominations of \$100.00, \$500.00 and \$1000.00 each; each redeemable annually within a period of 29 years from 1930 to 1958 inclusively.

The schedule of maturities as well as any other information shall be available and furnished upon request.

The accrued interest on these bonds shall be added to the price offered at the time of the delivery.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the par value of the issue.

The said tenders shall be opened and considered at a sitting of the Protestant School Trustees of the said city of Shawinigan Falls, which will be held on the 29th day of May 1930, at 1.30 o'clock in the afternoon.

The said Trustees do not bind themselves to accept any of the tenders.

Given at Shawinigan Falls, this twenty-ninth day of April, 1930.

A. R. MELDRUM,
Secretary-Treasurer.

2438—18-2

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province

Sales of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 16th., 1930, all un-

de Québec, vendredi, le 16 mai 1930, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1929, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le président et gérant-général,
1861—14-6 T.-E. McDONNELL.

claimed shipments that have been on hand since previous to May 1st., 1929, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
1862—14-6 President and General Manager.

Ventes—Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de J.-Elzéar Guillemette, contractor-électricien, 106 rue Mauvils, Québec, cédant.

Avis est par le présent donné que: JEUDI, le DOUZIEME jour de JUIN, 1930, à ONZE heures A. M., (heure avancée), sera vendu par encan public aux bureaux de R.-Ernest Lefavre, 147 Côte de la Montagne, Québec, l'un des Syndics soussignés, l'immeuble de cette faillite tel que ci-après décrit:

a. Un emplacement connu sous le numéro cent vingt-sept des subdivision, du lot originaire cinq cent quatre-vingt-trois (127 de 583) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-nord, en la cité de Québec, mesurant cinquante pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins—avec bâtisse à deux logements y érigée, circonstances et dépendances. La dite bâtisse portant le numéro civique Nos 106 et 108 de la rue Mauvils.

Cette propriété sera offerte en vente au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps aux bureaux de R.-Ernest Lefavre, l'un des Syndics Conjoint, 147 Côte de la Montagne, Québec.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Québec, 2 mai, 1930.

Les syndics conjoints,
R.-ERNEST LEFAVRE &
N. GROBSTEIN.

Bureaux: R.-Ernest Lefavre,
147 Côte de la Montagne,
Québec, Qué.

2533—19-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Collin & Frère, contracteurs de chantiers, Shawinigan Falls & Montréal, cédants autorisés.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le DOUZIEME jour de JUIN 1930, à DEUX heures P.M. (heure solaire), seront vendus à la porte de l'église du village de Senneterre, Abitibi, les immeubles en cette affaire, comme suit:

a. Un lot de terre sis et situé au village de Senneterre, suivant le plan d'arpentage fait par le ministère des Terres et Forêts de la Province de Québec, sous le numéro six du bloc trente-deux (No 6 bloc 32), du dit plan d'arpentage, du dit village de Senneterre, contenant quatorze mille

Sales—Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of: J. Elzéar Guillemette, contractor-electrician, 106 Mauvils street, Quebec, Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWELFTH day of JUNE, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time) there will be sold by public auction at the offices of R. Ernest Lefavre, 147, Mountain Hill, Quebec, one of the undersigned trustees, the immoveable in this bankruptcy, such as hereinafter described:

a. An emplacement known under number one hundred and twenty seven of original lot five hundred and eighty three (127 of 583) on the official cadaastre for the parish of Saint Roch North, in the city of Quebec, measuring fifty feet in front by eighty feet in depth, more or less—with a two flat building thereon erected, circumstances and dependencies. The said building bearing civic numbers 106 and 108 on Mauvils street.

This property shall be offered for sale to the highest bidder.

The titles and certificates may be examined at any time at the offices of R. Ernest Lefavre, one of the Joint Trustees, 147, Mountain Hill, Quebec.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also article 45 of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.
Québec, Que., May 2, 1930.

R. ERNEST LEFAVRE &
N. GROBSTEIN,
Joint Trustees.

Offices: R. Ernest Lefavre,
147, Mountain Hill,
Québec, Que.

2534—19-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Collin & Frère, camp contractors, Shawinigan Falls and Montreal, authorized Assignors.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWELFTH day of JUNE, 1930, at TWO o'clock P.M. (Standard Time), there will be sold at the church-door of the village of Senneterre, Abitibi, the immoveables in this matter, as follows:

a. A lot of land lying and situate in the village of Senneterre, according to the plan of survey made by the Department of Lands and Forests of the Province of Quebec, under number six of block thirty two (No. 6, block 32) of the said plan of survey of the said village of Senneterre,

pieds en superficie, plus ou moins, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites.

b. Un lot de terre sis et situé en la dite paroisse de Senneterre, connu et désigné, suivant l'arpentage fait par le Ministère des Terres et Forêts de la Province de Québec, sous le numéro trente-sept du huitième rang (37 du rang 8) du canton Senneterre—avec les bâtisses dessus construites.

c. Un lot de terre sis et situé en la dite paroisse de Senneterre, connu et désigné, d'après les plans du Ministère des Terres et Forêts, sous le numéro quatre du bloc numéro trente-deux (No 4 bloc 32) du dit plan d'arpentage du dit village de Senneterre—avec les bâtisses dessus construites.

La vente se fera pour chaque item séparément, au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à nos bureaux en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 20, paragraphe 4a, b, c de la Loi de faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Les syndics,

LEGENDRE & JOBIN.

Bureaux: 80 rue St-Pierre.

En face de la Banque Canadienne Nationale.

Québec, ce 6 mai 1930: 2535—19-2

measuring fourteen thousand feet in superficies, more or less, English measure—with the buildings thereon erected.

b. A lot of land lying and situate in the said parish of Senneterre, known and designated according to the plan of survey made by the Department of Lands and Forests of the Province of Quebec, under number thirty seven of the eighth range (37 of range 8) of the township of Senneterre—with the buildings thereon erected.

c. A lot of land lying and situate in the said parish of Senneterre, known and designated, according to the plans of the Department of Lands and Forests, under number four of block number thirty two (No. 4, block 32) of the said plan of survey of the said village of Senneterre—with the buildings thereon erected.

The sale will be made for each item separately to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen to our offices, at any time.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P. and also article 20, paragraph 4a, b, c of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

LEGENDRE & JOBIN,

Trustees.

Offices: 80 St. Peter Street,

Opposite the Banque Canadienne Nationale.

Québec, May 6, 1930. 2536—19-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Auto-Parc Matapédia, Enr., Lac au Saumon, cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le DOUZIEME jour de JUIN 1930, à DIX heures a.m., (heure solaire)

Seront vendus par encan public, à la porte de l'Eglise paroissiale de Lac au Saumon, comté de Matapédia, P. Q., les immeubles suivants, savoir:

Une bâtisse et dépendances construites sur un terrain situé en le village de Lac au Saumon, contenant trois arpents de front sur un arpent et demi de profondeur, et une autre étendue de terrain de forme irrégulière située entre le chemin de Matapédia et le Lac au Saumon, sur un front de trois arpents et borné de tous côtés au terrain de Messrs. Paradis & Frères et au Lac au Saumon, lesquels terrains ont été détachés et font partie du lot No 46A du cadastre officiel du premier rang du canton Lepage, le dit terrain étant la propriété de Messrs. Paradis & Frères, et l'acquéreur des bâtisses devra s'entendre avec les propriétaires du dit terrain pour le loyer futur et à défaut d'entente enlever les bâtisses.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45, de la loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau des syndics soussignés.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndics,

BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre,

Québec, le 6 mai 1930.

2547—19-2

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Auto-Parc Matapédia, Enr., Lac au Saumon, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWELFTH day of JUNE, 1930, at TEN o'clock a.m., (standard time)

Will be sold by public auction, at the church door of the parish of Lac au Saumon, Co. Matapédia, P. Q., the immovable properties as follows:

A building and dependencies erected on a lot of land situated in the village of Lac au Saumon, containing three arpents in front by one and a half arpent in depth, and an other piece of land of irregular form situated between the Matapédia Road and Lac au Saumon, of a front of three arpents and bounded of all sides to the land of Messrs. Paradis & Frères and by Lac au Saumon, the said pieces of land have been detached and form part of lot No. 46A of the official cadastre for the first range, township Lepage, the said land being owned by Messrs. Paradis & Frères, and the purchaser of the buildings will have to come to an agreement with the landlords for the future rent and in case of non agreement with the landlords of said land the purchaser of the buildings will have to remove the said buildings.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. P. P. and also article 45, of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustees.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Trustees.

Office: 101, St. Peter Street,

Québec, May 6th, 1930.

2548—19-2

LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Joseph-Jean-Baptiste Rheault marchand, de Maddington, comté d'Arthabaska, cédant.

Avis est donné par le présent que MERCREDI le VINGT-HUITIEME jour de MAI, 1930, à ONZE heures de l'avant-midi (11 a. m.) sera vendu par encan à la porte de l'église de Daveluyville, l'immeuble de cette faillite, tel que ci-après décrit, savoir:

Un terrain ou emplacement sis et situé dans le lot numéro douze de la continuation du onzième rang de Maddington, contenant soixante-dix pieds de front sur la route, sur cent pieds de profondeur, le dit emplacement connu et désigné au cadastre officiel de la continuation du onzième rang de Maddington, division d'enregistrement d'Arthabaska, comme étant une partie du numéro douze-B (P. 12-B), prenant en front à la route, au Sud-est à Emilien Rivard, et au Nord-ouest à Ernest Soucy, en arrière à Arthur Gagnon—avec les bâtisses dessus construites.

Sous réserve de l'usufruit de l'immeuble par Dame Mathilda Breault, de son vivant.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716-717) du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la loi de faillite qui équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,

AUGUSTE BOURBEAU.

Victoriaville, 19 avril, 1930.

2277—17-2

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Joseph Jean Baptiste Rheault, merchant, of Maddington, County Arthabaska, assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, TWENTY EIGHTH day of MAY, 1930, at ELEVEN o'clock in the morning (11 a.m.) the immovables in this bankruptcy, such as hereinafter described, shall be sold by public auction at the church door of the parish of Daveluyville:

An emplacement situated in the lot number twelve of the continuation of the eleventh range of Maddington, measuring seventy feet frontage on the road, by one hundred feet depth, the said emplacement known and described on the official cadastre of the Continuation of the eleventh range of Maddington, in the registry division of Arthabaska, as being part of number twelve (P. 12-B), front on the road, South East to Emilien Rivard, on the North West to Ernest Soucy, and rear to Arthur Gagnon—and buildings thereon.

Under the reserve of the usufruct of the property by Madame Mathilda Breault, for her lifetime.

This sale is to be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716-717) of the C. P. C., and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions of payment: Cash.

AUGUSTE BOURBEAU,

Trustee.

Victoriaville, April 19th, 1930.

2278—17-2

LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de A. Fournier, Ltée, manufacturier, de Daveluyville, comté d'Arthabaska, cédant.

Avis est donné par le présent que MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI, 1930, à DEUX heures de l'après-midi (2 p. m.) seront vendus par encan à la porte de l'église de Daveluyville, les immeubles de cette faillite, tels que ci-après décrits, savoir:

Un terrain contenant, à la mesure anglaise, environ deux cent quarante pieds de largeur, sur cent cinquante pieds de profondeur, dans le village de Daveluyville, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Bulstrode, division d'enregistrement d'Arthabaska, comme étant les numéros quarante et un, cinquante-huit (41-58) et quarante et un cinquante-neuf (41-59) des subdivisions du numéro primitif quarante et un du dit cadastre pour le village de Daveluyville, comprenant le surplus de contenance occasionné par le ruisseau qui fait la limite du dit terrain du côté Sud; avec une manufacture d'ameublement et d'articles de construction, une scierie mécanique, atelier d'assemblage et de menuiserie, atelier de peinture et vernis, entrepôt, boutique de réparations, avec moteur à vapeur, bouilloire et toutes les machineries, fixtures et tous accessoires quelconques tenant aux dites bâtisses; (B) un terrain au village de Daveluyville, contenant cent cinquante pieds de profondeur à la mesure anglaise, et comprenant 1° un terrain de soixante pieds de largeur, mesure anglaise, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Bulstrode, division d'enregistrement d'Arthabaska, comme étant le numéro quarante et un cent

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the above matter of A. Fournier, Ltd, manufacturer, of Daveluyville, County Arthabaska, assignor.

Notice is given that on WEDNESDAY, TWENTY EIGHTH day of MAY, 1930, at TWO o'clock in the afternoon (2 p. m.) the immovables in this bankruptcy, such as hereinafter described, shall be sold by public auction at the Church door of the parish of Daveluyville:

A lot of land measuring, English measure, about two hundred and forty feet wide, by hundred and fifty feet deep, in the village of Daveluyville, known and designated on the official cadastre of the township of Bulstrode, registration division of Arthabaska, as numbers forty-one fifty-eight (41-58) and forty-one fifty-nine (41-59), of the subdivisions of the original number forty one of the said cadastre for the village of Daveluyville, comprising the surplus of contenance produced by the brook which limits the land on the South side; with a furniture and of construction articles factory, a saw-mill, a department of assembling and wood-working, department of paint and varnish, a ware-house, a repair shop, with steam engine, boiler, and all the machineries, fixtures and all the accessories whatever, holding to said buildings; (B) A lot of land at the village of Daveluyville, measuring hundred and fifty feet deep, English measure, and containing 1° a lot of sixty feet wide, English measure, known and designated on the official cadastre of the township of Bulstrode, registration division of Arthabaska, as being number forty-one (41) hundred and thirty five (41-135) of the subdivision of the original num-

trente-cinq (41-135) de la subdivision du numéro primitif quarante et un du dit cadastre pour le village de Daveluyville, 2^o un terrain de cent vingt pieds de largeur, mesure anglaise, connu et désigné au cadastre susdit comme étant le numéro quarante et un cent trente-six (41-136) de la subdivision susdite, 3^o un terrain contenant, à la mesure anglaise, environ cent vingt pieds de largeur, sauf la différence de contenance occasionnée par le ruisseau qui le borne du côté sud, et connu et désigné au cadastre susdit comme étant le numéro quarante et un cent trente-sept (41-137) de la subdivision susdite; (C) un terrain longeant les lots ci-dessus désignés en dernier lieu, connu et désigné au cadastre susdit comme étant une partie du numéro quarante et un G (P. 41-G) de la subdivision du numéro primitif quarante et un du cadastre du canton de Bulstrode pour le village de Daveluyville, comprenant une longueur d'environ trois cents pieds, mesure anglaise, sur toute la largeur du dit lot—avec toutes bâtisses et dépendances dessus.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la loi de faillite qui équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic,
AUGUSTE BOURBEAU.
Victoriaville, 22 avril, 1930. 2279—17-2

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, No 81-B, en matière de faillite.

Dans l'affaire de Ernest Tremblay, fils de Jos., de Kénogami, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le TRENTIEME jour du mois de MAI, 1930, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale, dans la ville de Kénogami, sera vendu par encan public, l'immeuble suivant cédé par le failli en cette cause, savoir:

Un immeuble connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière sous le numéro vingt-cinq-A, dix-neuf, (lot 25-A-19) dans le troisième rang du dit canton—avec les bâtisses y érigées.

Cette vente est faite d'après l'article 45 de la loi de faillite et équivaut à une vente par le shérif.

Condition de vente: Argent comptant.

Le syndic,
HENRI GIRARD.
Chicoutimi, 22 avril, 1930. 2303—17-2

LA LOI DE FAILLITE

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, C. S. No 2524. Dans l'affaire de Jean-Baptiste Bélanger, marchand, Bic, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que conformément à une ordonnance du registraire de la loi de faillite du district de Rimouski, rendue le 12 mars, 1930, seront vendus à la porte de l'église du village du Bic, le VINGT-HUITIEME jour de MAI, 1930, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), les immeubles ci-après désignés, savoir:

1. Les droits d'amélioration, de défrichement et de préemption qu'il a et peut avoir sur les lots et parties de lots ci-après désignés:

a. Sur la moitié sud-ouest du lot numéro trente contenant cinquante acres, et sur la moitié nord-est du lot numéro trente et un ($\frac{1}{2}$ S. O. 30, S. E. 31) contenant cinquante acres en super-

ber forty-one of said cadastre for the village of Daveluyville, 2^o a lot of land of hundred and twenty feet wide, English measure, known and designated at the above said cadastre as being the number forty-one, hundred and thirty six (41-136) of the above said subdivision, 3^o a lot of land containing, English measure, about hundred and twenty feet wide, save the difference of countenance occasioned by the brook which limits same on the South side, and known and designated on the above said cadastre as being the number forty-one hundred and thirty seven (41-137) of the above said subdivision; (C) A lot of land along side of the lots above designated in the latter part, known and designated on the above said cadastre as being a part of number forty-one G (41-G) of the subdivision of original number forty-one of the cadastre of the township of Bulstrode for the village of Daveluyville, comprising a length of about three hundred feet, English measure, by all the width of said lot—with all buildings and out-buildings thereon.

This sale is to be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716-717) of the C. P. C., and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions of payment: Cash.

AUGUSTE BOURBEAU,
Trustee.
Victoriaville, April 22nd, 1930. 2280—17-2

Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 81-B, Sitting in Bankruptcy.

In the matter of Ernest Tremblay, son of Jos., of Kénogami, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the THIRTIETH day of the month of MAY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door, in the town of Kénogami, the following immovable assigned by the insolvent in this cause shall be sold by public auction, to wit:

An immovable known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière under number twenty five-A-nineteen (lot 25-A-19) in the third range of said township—with the buildings thereon erected.

This sale shall be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act and is equivalent to a Sheriff's Sale.

Condition of sale: Cash.

HENRI GIRARD,
Trustee.
Chicoutimi, April 22, 1930. 2304—17-2

THE BANKRUPTCY ACT

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, S. C., No. 2524. In the matter of Jean Baptiste Bélanger, merchant, Bic, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that pursuant to an order of the registrar of the Bankruptcy Act for the district of Rimouski, rendered March 12, 1930, there will be sold at the church door of the village of Bic, on the TWENTY EIGHTH day of MAY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time), the immovables hereafter designated, to wit:

1. The improvement, clearing and preemption rights that he has and may have on the lots and parts of lots hereafter designated:

a. On the Southwest half of lot number thirty containing fifty acres, and on the Northeast half of lot number thirty one (S. W. $\frac{1}{2}$ 30, S. E. 31) containing fifty acres in area, being and situate

fie, sise et située en le rang B du canton Duquesne, bornée au nord-ouest au rang A, au sud-est au premier rang, au nord-est à François Guérette et au sud-ouest à Jacob Bérubé et Armand Beaupré, le dit terrain portant le numéro des plan et livre de renvoi officiels, du cadastre officiel du dit rang B du dit canton Duquesne, avec réserve pour Armand Beaupré de deux arpents de terre de front sur vingt arpents plus ou moins de profondeur, à partir de la rivière des Ecarts, courant au fronteau du nord sur le numéro trente et un et partie du trente.

b. Le numéro trente-neuf (39) du cadastre officiel du canton Duquesne, deuxième rang, étant une terre de cent acres en superficie, bornée à l'est à Charles Carrier et à l'ouest à la Cie Price—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

2. Une maison en bois à un étage et demi, de trente pieds sur vingt-huit, avec cuisine y attachant, un hangar et une étable de trente pieds sur vingt-six et autres bâtisses, le tout érigé sur un terrain à bail, avec ses droits dans le dit terrain, contenant quatre-vingts pieds de front sud-ouest nord-est, sur soixante et dix pieds plus ou moins de profondeur, sis et situé en le premier rang du Bic (village); borné au nord-ouest au chemin royal, au sud-est à Veuve Philippe Pineau, au nord-est à l'avenue de l'église et au sud-ouest à J.-Emile Nicole, et dépendances, le dit terrain étant partie du lot numéro quatre-vingt-douze (92) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre officiel pour la dite paroisse de Sainte-Cécile du Bic.

3. Une terre contenant un arpent et demi de front sur environ vingt-huit arpents de profondeur, sise et située en le quatrième rang de la seigneurie du Bic, paroisse de Saint-Valérien, bornée au nord-ouest au chemin, au sud-est au cinquième rang, au nord-est à Jules Amiot et à la route et au sud-est à Alfred Moisan—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, le dit terrain portant le numéro quatre cent quatre-vingt-un (481) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Cécile du Bic, dit district. Avec réserve de l'emplacement vendu aux commissaires d'écoles, celui de Madame Vve Pierre Moisan, épouse de Pierre L'Abbé, celui de Georges Coats et du terrain pris pour la route.

4. La partie nord de deux lopins de terre situés au rang B du canton Duquesne, paroisse de Saint-Valérien, la dite partie contenant huit arpents et seize perches de front sur dix arpents de profondeur, plus ou moins, le plus ou moins étant à la perte ou au profit de l'acquéreur, bornée au sud-est à la rivière des Ecarts, au nord-est à Louis Cimon, au nord-ouest au fronteau du sixième et au sud-ouest à Joseph Levasseur; étant partie des numéros vingt-cinq et vingt-six (P25 & 26) des plan et livre de renvoi officiels pour le dit rang B du dit canton Duquesne—sans bâtisses.

Cette vente est faite pour les propriétés indiquées aux paragraphes 2, 3 et 4 conformément aux articles 716 et 717 C. P. C., et article 20, paragraphe 4 a, b, c, de la loi de faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif. Les droits de 1 et 2½ par cent seront ajoutés aux prix de vente suivant la loi.

Rimouski, le 23 avril, 1930.

2325—17-2 Le syndic autorisé,
R.-O. GILBERT.

in range B of the township Duquesne, bounded on the Northwest by range A, on the South-east by the first range, on the Northeast by François Guérette and on the Southwest by Jacob Bérubé and Armand Beaupré, the said lot of land bearing the number of the official cadastral plan and book of reference for the said range B of the said township Duquesne, with reserve for Armand Beaupré of two arpents of land in front by twenty arpents, more or less, in depth, from the river des Ecarts, running to the North fronteau on number thirty one and part of thirty.

b. Number thirty nine (39) on the official cadastre for the township Duquesne, second range, being a farm of one hundred acres in area and bounded on the East by Charles Carrier and on the West by the Price Co—with buildings thereon erected and dependencies:

2. A wooden house of one story and one half, thirty by twenty eight feet, with extension kitchen, a shed and stable of thirty feet by twenty six and other buildings, the whole erected on a leased lot of land, with his rights on the said lot of land, containing eighty feet in front Southwest Northeast, by seventy feet more or less in depth, being and situate in the first range of Bic (village); bounded on the Northwest by the King's Highway, on the Southeast by Widow Philippe Pineau, on the Northeast by the Avenue de l'Eglise and on the Southwest by J. Emile Nicole—and dependencies, the said lot of land being part of lot number ninety two (P. 92) on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Sainte Cécile de Bic.

3. A farm measuring one arpent and a half in front by about twenty eight arpents in depth, lying and situate in the fourth range of the seigneurie du Bic, parish of Saint Valérien, bounded on the Northwest by the road, on the Southeast by the fifth range, on the Northeast by Jules Amiot and the road and on the Southeast by Alfred Moisan—with the buildings thereon erected and dependencies, the said land bearing number four hundred and eighty one (481) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Sainte Cécile du Bic, said district. With reserve of the emplacement sold to the School Commissioners, that of Dame Widow Pierre Moisan, wife of Pierre L'Abbé, that of Georges Coats and of the land taken for the road.

4. The North part of two parcels of land situate in range B of the township Duquesne, parish of Saint Valérien, the said part measuring eight arpents and sixteen perches in front by ten arpents in depth, more or less, the more or less being at the loss or profit of the purchaser, bounded on the Southeast by the river des Ecarts, on the Northeast by Louis Cimon, on the Northwest by the fronteau of the sixth and on the southwest by Joseph Levasseur, being part of numbers twenty five and twenty six (P. 25 & 26) on the official plan and book of reference for the said range B of said township Duquesne—without buildings.

This sale is made for the properties mentioned in paragraphs 2, 3 and 4, pursuant to articles 716 and 717 C. C. P., and article 20, paragraph 4, a, b, c., of the Bankruptcy Act and has the effect of a Sheriff's sale. The tax of 1 and 2½ per cent shall be added to the price of sale according to law.

Rimouski, April 23, 1930.

2326—17-2 R. O. GILBERT,
Authorized Trustee.

LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de Garage Saint-Zotique de Montréal, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI le CINQUIEME jour de JUIN, 1930, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) sera vendu par encan public au bureau du shérif, palais de justice à Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

Un immeuble situé sur la rue Saint-Valier, à Montréal, connu et désigné comme étant la moitié nord du lot de terre quatre cent quarante-sept de la subdivision du lot numéro huit (8-1/2 nord 447) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, contenant cette moitié vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée: en front, au nord-est, par la dite rue Saint-Valier; d'un côté, au nord, par le lot numéro de subdivision 446 des mêmes plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté, au sud, par le résidu dudit lot numéroté 447.

Cette vente est faite conformément à un jugement autorisant le syndic à cet effet, rendu le 25 avril 1930 et suivant l'article 45 de la loi de faillite de façon à donner à la vente l'effet du décret.

Conditions de paiement, 20% comptant et la balance sous 3 jours.

Le syndic,
HERMAS PERRAS.
Bureau 84 Notre-Dame ouest,
Montréal. 2409—18-2

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 186.

Dans l'affaire de "La Caisse Populaire de Saint-Eusèbe", corporation dûment constituée, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un certain emplacement ayant front sur la rue Hood, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro dix-huit, au plan de la subdivision officielle du lot numéro mille trois cent deux (1302-18), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—avec bâtisses dessus érigées portant les Nos 2221, 2223, 2225, 2227 et 2229 de ladite rue Hood, dont le mur du côté sud-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec et sujet en faveur du dit emplacement et de celui l'adjoignant immédiatement du côté sud-ouest, et connu comme étant le lot de subdivision numéro vingt-sept du dit lot originaire numéro mille trois cent deux, et deux bâtisses y érigées et des propriétaires d'iceux, au droit de vue sur cette certaine lisière de terrain mesurant huit pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, à partir de la ligne de division entre tels lots de subdivision et le lot de subdivision numéro dix-neuf du dit lot originaire numéro mille trois cent deux, telle lisière de terrain étant prise pour quatre pieds de largeur, mesure anglaise, de l'extrême arrière-partie sud-ouest du dit lot de subdivision numéro dix-huit, et pour les autres quatre pieds de largeur, mesure anglaise, de l'extrême arrière-partie nord-est du dit lot de subdivision numéro vingt-

THE BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of Garage Saint Zotique de Montréal, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FIFTH day of JUNE, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time) there will be sold by public auction at the Sheriff's office, in the Court House at Montreal, the following immovable, to wit:

An immovable situate on Saint Valier street, at Montreal, known and designated as being the North half of the lot of land four hundred and forty seven of the subdivision of lot number eight (8-1/2 North 447) on the official plan and book of reference for the village of Côte Saint Louis, the said half containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, and bounded: in front to the Northeast, by the said Saint Valier street; on one side to the North, by lot subdivision number 446 on the same official plan and book of reference, and on the other side, to the South, by the residue of the said lot 447.

The said sale shall be made pursuant to a judgment authorizing the trustee to such effect, rendered the 25th of April, 1930, and according to article 45 of the Bankruptcy Act which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment, 20% cash and the balance within three days.

HERMAS PERRAS,
Trustee.
Office: 84 Notre Dame West,
Montreal. 2410—18-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 186.

In the matter of "La Caisse Populaire de Saint Eusèbe", a duly incorporated corporation having its head-office in the city and district of Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

A certain emplacement fronting on Hood street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number eighteen, on the official subdivision plan of lot number thirteen hundred and two (1302-18) on the official plan and book of reference for Saint Mary's ward—with buildings thereon erected, bearing Nos. 2221, 2223, 2225, 2227 and 2229 of said Hood street, the wall of which on the southwest side is "mitoyen" with the adjoining property, and with and subject to, in favour of the said emplacement and that immediately adjoining it on the southwest side, and known as being subdivision lot number twenty seven of the said primitive lot number thirteen hundred and two, and two buildings thereon erected and the owners thereof, to the right of view on such certain strip of land measuring eight feet in width by fifty feet in depth, English measure and more or less, from the division line between such subdivision lots and subdivision lot number nineteen of the said primitive lot number thirteen hundred and two, such strip of land being taken for four feet in width, English measure from the extreme rear part southwest of said subdivision lot number eighteen, and for the other four feet in width, English measure, from the extreme rear part northeast of said

sept, ainsi que telle servitude de vue a été créée et établie, aux termes d'un acte d'établissement de servitude entre le dit Raoul Léger et Philias Chicoine, passé devant E. Jasmin, notaire, le deux septembre courant (1924) et enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal sous le No 59713.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, rendu le 8 avril 1930, portant le No 186 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques suivant le mode de vente du shérif, de façon à donner à la dite vente l'effet du décret; au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, dans la cité de Montréal, VENDREDI, le TRENTIEME jour du mois de MAI, mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Les liquidateurs,
VINCENT LAMARRE &
HERMAS PERRAS.

Bureau: 19 Est, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, le 28 avril 1930. 2411—18-2

subdivision lot number twenty seven, as such servitude of view has been created and established pursuant to the terms of a deed establishing a servitude between the said Raoul Leger and Philias Chicoine, passed before E. Jasmin, notary, on the second of September 1924, and registered in the Registry Office of the Registration Division of Montreal, under No. 59713.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court, for the District of Montreal, rendered on the 8th of April, 1930, and bearing No. 186 of the records of the said Court, by public auction, as a sale by the Sheriff, in such manner as to give to the said sale the effect of a Sheriff's sale; at the Sheriff's office of the district of Montreal, situate in the Court House, in the city of Montreal, on FRIDAY, the THIRTIETH day of the month of MAY, nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Conditions of payment: 10% cash and the balance in three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE &
HERMAS PERRAS,
Trustees.

Office: 19, St. James Street East, Montreal.
Montreal, April 28th, 1930. 2412—18-2

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, en liquidation, No 178. In Re: Montague Investments, Limited, en liquidation, et J.-Albert Lejour, liquidateur.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, under the Winding-up Act, No. 178. In Re: Montague Investments, Limited, in liquidation, and J. Albert Lejour, liquidator.

AVIS DE VENTE

Suivant jugement de la Cour Supérieure, en date du 17 avril 1930, le soussigné vendra par encan public, au bureau du shérif de Montréal, le JEUDI, le DOUZIEME jour de JUIN 1930, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée), les immeubles ci-après désignés:

Onze (11) lots de terre dans la ville de Montréal Est, Province de Québec, décrits comme étant dans la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, connus comme subdivisions 81-82-83-164-165-258-259 du lot cadastral numéro quatre-vingt-dix (90), et subdivisions 97-96-165-166 du lot cadastral numéro quatre-vingt-neuf (89), tous dans la dite paroisse.

Les dits immeubles seront vendus conformément aux dispositions de la Loi des Liquidations, chapitre 132, et ses amendements, Statuts Révisés du Canada, 1927, et aussi selon les dispositions des Articles 9 à 15 inclusivement du chapitre 277 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1925, pour donner à la dite vente l'effet du décret.

Conditions de vente: Comptant.

Pour toutes autres informations, s'adresser au soussigné.

Le liquidateur,
J.-ALBERT LEJOUR.

10, Saint-Jacques-Est, Montréal.
10 mai 1930. 2605—19-2

NOTICE OF SALE

In virtue of a judgment of the Superior Court, under date of April 17th, 1930, the undersigned will sell by public auction, at the Sheriff's office, in Montreal, on THURSDAY, JUNE the TWELFTH, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), the immovables hereinafter designated:

Eleven (11) lots of land in the town of Montreal East, Province of Quebec, described as being in the parish of Pointe-aux-Trembles, known as subdivisions 81-82-83-164-165-258-259 of the cadastral lot number ninety (90), and subdivisions 97-96-165-166 of the cadastral lot eighty nine (89), all in the said parish.

The said immovables will be sold in conformity with the dispositions of the Winding-up Act, Chapter 123 and its amendments, Revised Statutes of Canada, 1927, and also in accordance with the dispositions of articles 9 to 15 inclusively of chapter 277 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, to give the said sale the effects of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For any other informations, apply to the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,
Liquidator.

10, St. James East, Montreal.
May 10th, 1930. 2606—19-2

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastré		Taxes municipales	Intérêts	Total
	No	Sub.	Municipal taxes	Interests	
E. Lazare.....	427	446	2.82	.24	3.06
Albert Robillard.....	427	456	2.82	.24	3.06
H. P. Marsden.....	427	460	2.82	.24	3.06
A. S. Ross.....	427	473	2.82	.24	3.06
A. S. Ross.....	427	474	2.82	.24	3.06
Juda King.....	427	531	2.82	.24	3.06
R. W. Marsden.....	427	532	2.82	.24	3.06
H. P. Marsden.....	427	535	2.82	.24	3.06
Blanche Dion, épouse de—wife of Harry A. Paquette.....	427	577	2.82	.24	3.06
J.-O. Mathieu.....	427	599	2.82	.24	3.06
H. Desmarais.....	427	601	2.82	.24	3.06
M. A. Valois, épouse de—wife of V. Rouleau.....	427	611	2.82	.24	3.06
M. A. Valois, épouse de—wife of V. Rouleau.....	427	612	2.82	.24	3.06
Arthur Nault.....	427	618	2.82	.24	3.06
Arthur Nault.....	427	619	2.82	.24	3.06
Emile Jutras.....	427	621	2.82	.24	3.06
Emile Jutras.....	427	622	2.82	.24	3.06
Rose Brossenu.....	427	623	2.82	.24	3.06
Marie Granger, épouse de—wife of Elie Lemire.....	427	625	2.82	.24	3.06
D. Masson.....	427	752	2.81	.24	3.05
D. Masson.....	427	753	2.81	.24	3.05
D. Masson.....	427	754	2.82	.24	3.06
D. Masson.....	427	755	2.82	.24	3.06
D. Masson.....	427	756	2.82	.24	3.06
A.-W. Laporte.....	429a	15	1.88	.11	1.99
C.-I. Giroux.....	429a	22	2.25	.19	2.44
Rose-Anna Fréchette.....	429a	24	2.82	.24	3.06
Rose-Anna Fréchette.....	429a	25	2.82	.24	3.06
Ed. Desroches.....	429a	26	2.82	.24	3.06
J.-P. Beaudry.....	429a	43	2.82	.24	3.06
J.-P. Beaudry.....	429a	44	2.82	.24	3.06
J.-P. Beaudry.....	429a	45	2.82	.24	3.06
J. Beaudin.....	429a	49	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	50	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	51	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	52	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	53	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	54	1.88	.16	2.04
J.-E. Roy.....	429a	55	2.82	.24	3.06
J.-E. Roy.....	429a	56	2.82	.24	3.06
J.-E. Roy.....	429a	57	2.82	.24	3.06
J. Beaudin.....	429a	66	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	67	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	68	1.86	.16	2.02
J. Braudin.....	429a	69	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	70	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	73	1.86	.16	2.02
J. Beaudin.....	429a	74	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	75	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	76	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	77	1.88	.16	2.04
C.-I. Giroux.....	429a	112	2.25	.19	2.44
G. Drolet & A. Archambault.....	429a	113	2.82	.24	3.06
G. Drolet & A. Archambault.....	429a	114	2.82	.24	3.06
J.-O. Bonnier.....	429a	115	1.88	.11	1.99
Auréli Gauthier, épouse de—wife of J. Paquin.....	429a	120	1.88	.11	1.99
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	231	2.82	.24	3.06
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	232	2.82	.24	3.06
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	233	2.28	.24	3.06
Charles Gagnon.....	430	234	2.82	.24	3.06
Pierre Desjardins.....	430	244	2.82	.24	3.06
Pierre Desjardins.....	430	245	2.82	.24	3.06
Pierre Desjardins.....	430	246	2.82	.24	3.06
L.-A. Bédard.....	430	248	1.88	.11	1.99
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	250	2.80	.24	3.04
Wilfrid Quevillon.....	430	251	2.82	.24	3.06
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	253	2.82	.24	3.06
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	254	2.82	.24	3.06
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	256	2.80	.24	3.04
David Chalifoux.....	430	257	2.82	.24	3.06
David Chalifoux.....	430	258	2.82	.24	3.06
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	263	2.82	.24	3.06
Emmérienne Trottier, épouse de—wife of A. L'Allemand.....	430	276	2.82	.24	3.06
Emmérienne Trottier, épouse de—wife of A. L'Allemand.....	430	277	2.82	.24	3.06
E. Trottier.....	430	278	2.82	.24	3.06
E. Trottier.....	430	279	2.82	.24	3.06
B. O. W. Lardie.....	430	289	2.82	.24	3.06
B. O. W. Lardie.....	430	290	2.82	.24	3.06
A. Tremblay.....	430	291	2.82	.24	3.06
A. Tremblay.....	430	292	2.82	.24	3.06
F. Théberge.....	430	301	2.82	.24	6.06
F. Théberge.....	430	302	2.82	.24	3.06
G. Drolet & A. Archambault.....	430	316	2.82	.24	3.06
G. Drolet & A. Archambault.....	430	317	2.80	.24	3.04
C.-I. Giroux.....	430	325	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux.....	430	326	2.25	.19	2.44
Veuve—Widow N. Renaud.....	430	354	2.82	.24	3.06
Vve—Widow N. Renaud.....	430	355	2.82	.24	3.06

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre		Taxes municipales	Intérêts	Total
	No	Sub.	Municipal taxes	Interests	
Veuve-Widow Régis Dupras	430	363	1.88	.11	1.99
Veuve-Widow Régis Dupras	430	364	1.88	.11	1.99
Abdella Deib	430	366	2.82	.24	3.06
Louis Germain	430	367	2.82	.24	3.06
Louis Germain	430	368	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	373	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	374	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	375	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	376	2.79	.24	3.03
Succession-Estate Stella Pouliot	430	377	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	378	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	379	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	380	2.79	.24	3.03
Succession-Estate Stella Pouliot	430	381	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	382	2.82	.24	3.06
Home Land Co.	430	386	2.82	.24	3.06
M. Giroux	430	387	2.82	.24	3.06
Gertrude Metcalf	430	389	2.82	.24	3.06
Sophie Daignault, épouse de-wife of Louis Brunelle	430	394	1.88	.11	1.99
Raoul Desjardins	430	395	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux	430	396	2.25	.19	2.44
Succession-Estate Stella Pouliot	430	399	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	400	2.79	.24	3.03
Succession-Estate Onésime Gravel	430	418	2.82	.24	3.06
Blaise Miraglia	430	420	1.88	.11	1.99
W.-A. Cardinal	430	424	2.82	.24	3.06
W.-A. Cardinal	430	425	2.82	.24	3.06
W.-A. Cardinal	430	426	2.82	.24	3.06
E. Hérard	430	431	2.82	.24	3.06
E. Hérard	430	432	2.82	.24	3.06
Cie Terrains Corona, Ltée	430	433	1.88	.16	2.04
Cie Terrains Corona, Ltée	430	434	1.88	.16	2.04
Pierre Desjardins	430	436	2.80	.24	3.04
Hilarion Pilon	430	437	2.82	.24	3.06
Hilarion Pilon	430	438	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux	430	439	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	440	2.25	.19	2.44
C.-I. Groux	430	441	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	442	2.25	.19	2.44
Cie Terrains Corona, Ltée	430	467	1.88	.16	2.04
Emile Dinelle	430	495	2.82	.24	3.06
Olivier Jasmin	430	505	2.82	.24	3.06
J. Rozon	430	506	2.82	.24	3.06
A. Tremblay	430	512	2.82	.24	3.06
A. Lamarre	430	516	2.82	.24	3.06
Henri Lemire	430	520	2.82	.24	3.06
R. Pelletier	430	531	2.82	.24	3.06
R. Pelletier	430	532	2.82	.24	3.06
R. Pelletier	430	533	2.82	.24	3.06
R. Pelletier	430	534	2.79	.24	3.03
Palmyre Paradis	430	538	2.82	.24	3.06
Palmyre Paradis	430	539	2.82	.24	3.06
Veuve-Widow N. Renaud	430	540	2.82	.24	3.06
O. Hénault, épouse de-Wife of A. Giroux	430	545	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux	430	546	2.25	.19	2.44
Donat Leroux	430	572	2.82	.24	3.06
Donat Leroux	430	573	2.82	.24	3.06
Donat Leroux	430	574	2.82	.24	3.06
Donat Leroux	430	575	2.79	.24	3.03
Donat Leroux	430	576	2.82	.24	3.06
Donat Leroux	430	577	2.82	.24	3.06
Donat Leroux	430	578	2.82	.24	3.06
Donat Leroux	430	579	2.79	.24	3.03
C.-I. Giroux	430	585	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	586	2.25	.19	2.44
Henri Arcand	430	588	2.82	.24	3.06
Henri Arcand	430	589	2.82	.24	3.06
Philippe Therrien	430	590	2.82	.24	3.06
Philippe Therrien	430	591	2.82	.24	3.06
Emile Connolly	430	592	1.88	.11	1.99
Gustave Connolly	430	593	2.82	.24	3.06
Gustave Connolly	430	594	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux	430	598	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	599	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	603	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	604	2.25	.19	2.44
Cie Terrains Corona, Ltée	430	614	1.88	.16	2.04
Jos. Gaudreau	430	615	2.82	.24	3.06
J. Marcell	430	622	2.82	.24	3.06
Cie Terrains Corona, Ltée	430	624	1.88	.16	2.04
Veuve-Widow N. Renaud	430	627	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux	430	628	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	629	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	630	2.25	.19	2.44
Cie Terrains Corona, Ltée	430	633	1.88	.16	2.04
Joseph Boyer	430	634	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux	430	636	2.25	.19	2.44

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastré		Taxes municipales	Intérêts	Total
	No	Sub.	Municipal taxes	Interests	
C.-I. Giroux.....	430	637	2.25	.19	2.44
Cie Terrains Corona, Ltée.....	430	639	1.88	.16	2.04
C.-I. Giroux.....	430	640	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux.....	430	641	2.25	.19	2.44
Aldéric Blanchard.....	430	651	1.88	.11	1.99
Aldéric Blanchard.....	430	652	1.88	.11	1.99
C.-I. Giroux.....	430	657	2.82	.24	3.06
Veuve-Widow N. Renaud.....	430	663	5.62	.48	6.10
Eugène Trudel.....	430	672	2.82	.24	3.06
Eugène Trudel.....	430	673	2.82	.24	3.06
Eugène Trudel.....	430	674	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux.....	430	706	2.25	.19	2.44
Veuve-Widow F.-X. Charbonneau.....	430	708	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux.....	430	709	2.25	.19	2.44
Narcisse-P. Gosselin.....	430	711	2.81	.24	3.05
Narcisse-P. Gosselin.....	430	712	2.81	.24	3.05
Narcisse-P. Gosselin.....	430	713	2.80	.24	3.04
Narcisse-P. Gosselin.....	430	714	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux.....	430	715	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux.....	430	729	2.25	.19	2.44
N. Dupuis & H. Dupuis.....	430	730	2.81	.24	3.05
N. Dupuis & H. Dupuis.....	430	731	2.81	.24	3.05
N. Dupuis & H. Dupuis.....	430	732	2.82	.24	3.06
N. Dupuis & H. Dupuis.....	430	733	2.81	.24	3.05
N. Dupuis & H. Dupuis.....	430	734	2.82	.24	3.06
Peter Fishman.....	430	741	2.82	.24	3.06
Louis Bernier.....	430	752	2.82	.24	3.06
Anna Boiteau.....	430	755	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux.....	430	756	2.25	.19	2.44
Romuald Tassé.....	430	761	2.82	.24	3.06
Romuald Tassé.....	430	762	2.82	.24	3.06
Romuald Tassé.....	430	763	2.82	.24	3.06
Eucilde Rouette.....	430	764	2.82	.24	3.06
Eucilde Rouette.....	430	765	2.82	.24	3.06

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la ville de Saint-Léonard de Port Maurice.

Donné en la ville de Saint-Léonard de Port Maurice, et en la ville Montréal-Nord, ce vingt-neuvième jour du mois d'avril mil neuf cent trente.

2441—18-2 Le secrétaire-trésorier,
J.-A. CADIEUX.

The aforesaid immoveables are all of the cadastre for the Parish of Sault au Recollet, and situate in the Town of Saint Leonard de Port Maurice.

Given in the Town of Saint Leonard de Port Maurice, and in the Town of Montreal North, this twenty ninth day of the month of April, one thousand nine hundred and thirty.

2442—18-2 J. A. CADIEUX,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

District de Québec.—Cour Supérieure.

No 13435. } JOHN-S. O'MEARA, cour-
} tier, de Québec, deman-
deur; vs FISHER QUÉBEC GOLD MINES,
LTD., de Québec, défenderesse, à savoir:

Comme appartenant à la dite défenderesse, les droits miniers sur les lots de terre portant les Nos cinquante-cinq, (55) cinquante-six, (56) cinquante-sept, (57) cinquante-huit, (58) cinquante-neuf, (59) soixante (60) et soixante et un, (61) du rang cinq (5) du cadastre officiel du canton Landrienne, lesquels lots sont aussi connus et désignés par le bloc A (A); les droits miniers sur les lots de terre portant les Nos soixante et un, (61) et soixante-deux, (62) du rang No quatre (4) du dit cadastre officiel du canton Landrienne et les droits miniers sur les lots de terre portant les Nos quatre (4) cinq, (5) six, (6) sept, (7) et huit (8) du rang No trois (3) du cadastre officiel

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Quebec.

No. 13435. } JOHN S. O'MEARA, of Que-
} bec, broker, Plaintiff; vs
FISHER QUÉBEC GOLD MINES, LTD., of
Quebec, defendant, to wit:

As belonging to the said Defendant, the mining rights on the lots of land bearing numbers fifty-five, (55) fifty six, (56) fifty seven, (57) fifty eight, (58) fifty nine, (59) sixty (60) and sixty-one (61) in range five (5) on the official cadastre for the Township Landrienne, which lots are also known and designated by block A (A); the mining rights on the lots of land bearing numbers sixty one (61) and sixty two (62) of range number four (4) on the said official cadastre for the Township Landrienne and the mining rights on the lots of land bearing numbers four, (4) five, (5) six, (6) seven, (7) and eight (8) of range number three (3) on the official cadastre for the

du canton Barraute, lesquels lots sont aussi connus et désignés par le bloc B (B), et les droits miniers sur d'autres lots dans les deux cantons précités, que pourrait posséder la dite défendresse—le tout avec bâtisses et machineries y attachées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à Amos, au bureau d'enregistrement, MARDI, le DIXIEME jour du mois de JUIN en l'année mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, le 5 mai 1930.
[Première publication, le 10 mai 1930]
2577—19-2

Township Barraute, which lots are also known and designated by block B (B), and the mining rights on other lots in the two aforesaid townships, which may be owned by the said Defendant,—the whole with buildings and machinery attached thereto, circumstances and dependencies.

To be sold at Amos, at the registration office, on TUESDAY, the TENTH day of the month of JUNE in the year nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, May 5th., 1930.
[First publication, May 10th., 1930]
2578—19-2

District de Québec.—Cour Supérieure.

No 12205. } LA SOCIETE DE PRÊTS &
BEC, demanderesse; vs JOSEPH DUGUAY, de Rouyn, défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, le lot de terre portant le No huit-B (8B) du bloc vingt-six (26) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel du village de Macamic—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Macamic, JEUDI, le DOUZIEME jour du mois de JUIN en l'année mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 6 mai 1930.
[Première publication, le 10 mai 1930]
2579—19-2

District of Quebec.—Superior Court.

No. 12205. } LA SOCIETE DE PRÊTS &
BEC, plaintiff; vs JOSEPH DUGUAY, of Rouyn, defendant, to wit:

As belonging to said defendant, that lot of land bearing number eight-B (8B) of block twenty six (26) on the official cadastral plan and book of reference for the village of Macamic—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Macamic, on THURSDAY, the TWELFTH day of the month of JUNE, in the year nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's office, Sheriff.
Amos, May 6, 1930.
[First publication, May 10, 1930]
2580—19-2

District de Québec.—Cour Supérieure.

No 12376. } LA SOCIETE DE PRÊTS &
BEC, demanderesse; vs JEAN-BAPTISTE TRUDEL, d'Amos, P. Q., défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, le lot de terre portant le No vingt-quatre (24) du rang neuf (9) du cadastre officiel du canton Figuerly—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Amos, MERCREDI, le ONZIEME jour du mois de JUIN en l'année mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 6 mai 1930.
[Première publication, le 10 mai 1930]
2581—19-2

District of Quebec.—Superior Court.

No. 12376. } LA SOCIETE DE PRÊTS &
BEC, plaintiff; vs JEAN BAPTISTE TRUDEL, of Amos, P. Q., defendant, to wit:

As belonging to said defendant, that lot of land bearing number twenty four (24) in range nine (9), on the official cadastral for the township of Figuerly—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Amos, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of the month of JUNE, in the year nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's office, Sheriff.
Amos, May 6, 1930.
[First publication, May 10, 1930]
2582—19-2

District d'Abitibi.—Cour Supérieure.

No 2617. } THE OGILVIE FLOUR MILLS
COMPANY, LIMITED, de Montréal, P. Q., demanderesse; vs FORTUNAT ROBITAILLE, de Dupuy, P. Q., défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, le lot de terre portant le No un (1) du bloc No vingt-huit (28) du cadastre officiel du village de Dupuy et une lisière de terrain mesurant vingt-cinq (25) pieds de front par cent trente (130) pieds de profondeur, plus ou moins, étant partie du lot No cinq (5) du bloc No vingt-huit (28) du village de Dupuy, bornée au nord par le lot No un (1) du bloc vingt-huit (28) du village de Dupuy, à l'est et au sud par le résidu du dit bloc No vingt-huit (28) et à l'ouest par la rue principale, tel que désigné aux plan et livre de renvoi officiels du

District of Abitibi.—Superior Court.

No. 2617. } THE OGILVIE FLOUR MILLS
COMPANY, LIMITED, of Montreal, P. Q., plaintiff; vs FORTUNAT ROBITAILLE, of Dupuy, P. Q., defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the lot of land bearing number one (1) of block number twenty eight (28) on the official cadastral for the village of Dupuy and a strip of land measuring twenty five (25) feet in front by one hundred and thirty (130) feet in depth, more or less, being part of lot number five (5) of block number twenty eight (28) of the village of Dupuy, bounded on the North by lot number one (1) of block twenty eight (28) of the village of Dupuy, on the East and on the South by the residue of the said block number twenty eight (28) and

village de Dupuy—le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Dupuy, MARDI, le VINGTIEME jour du mois de MAI en l'année mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, JACQUES DUMONT.
Amos, 15 avril, 1930. 2197—16-2
[Première publication, 19 avril, 1930]

on the West by the main street, as designated on the official plan and book of reference for the village of Dupuy—the whole with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Dupuy, on TUESDAY, the TWENTIETH day of the month of MAY, in the year nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon.

JACQUES DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, April 15, 1930. 2198—16-2
[First publication, April 19th, 1930]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } R O M E O G O S S E L I N,
No 150. } demandeur; vs J O S E P H
D E M E R S, défendeur.

Comme appartenant au demandeur:
Un emplacement étant le No 95 de la subdivision du lot No 390 du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford Mines—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford (Thetford Mines) le DOUZIEME jour de JUIN prochain (1930), à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 3 mai, 1930. 2543—19-2
[Première publication, 10 mai, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } R O M E O G O S S E L I N,
No. 150. } plaintiff; vs J O S E P H
D E M E R S, defendant.

As belonging to the plaintiff:
An emplacement being the No. 95 of the subdivision of lot No. 390 of the official plan and book of reference for the village of Kingsville, now the City of Thetford Mines—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse de Thetford Mines) on the TWELFTH day of JUNE next (1930), at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, May 3rd, 1930. 2544—19-2
[First publication, May 10th, 1930]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: } F R A N Ç O I S V A C H O N,
No 11615. } demandeur; contre JEAN
L A M O N T A G N E, défendeur.

Le lot numéro cent soixante-un (161) du cadastre pour le canton Gayhurst, paroisse de Saint-Samuel—avec bâtisses circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Samuel, le VINGTIEME jour de MAI prochain (1930), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 15 avril, 1930. 2157—16-2
[First publication, April 19th, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: } F R A N Ç O I S V A C H O N,
No. 11615. } plaintiff; against JEAN
L A M O N T A G N E, defendant.

Lot number one hundred and sixty one (161) on the cadastre for the township Gayhurst, parish of Saint Samuel—with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Samuel, on the TWENTIETH day of MAY next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, April 15, 1930. 2158—16-2
[First publication, April 19th, 1930]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, } R A O U L - C. D E R Y,
Province de Québec, } demandeur; vs A. A.
District of Bedford, } A. C A R O N, défendeur.
Cour Supérieure,
No 427.

Comme appartenant au défendeur:

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, } R A O U L C. D E R Y,
Province of Quebec, } Plaintiff; vs A. A.
District of Bedford, } C A R O N, Defendant.
Superior Court,
No. 427.

As belonging to defendant:

Un immeuble situé sur la rue Saint-Jean, en la cité de Granby, district de Bedford, connu et désigné comme étant partie du lot numéro vingt-sept "D", de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-trois (483-27-"D"), borné en front par la rue Saint-Jean, en profondeur par le numéro vingt-sept "C", d'un côté vers le nord-ouest par le numéro vingt-sept "E", et de l'autre côté vers le sud-est partie du même numéro appartenant à Monsieur Napoléon Roy; le dit terrain ayant environ quarante-huit pieds de largeur par une profondeur approximative de cent soixante pieds dans la ligne ouest, et de cent dix pieds dans la ligne est, sans garantie de mesure précise, le tout plus ou moins, à profit ou à perte de l'acquéreur—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans la cité de Granby, dit district, le ONZIEME jour de JUIN 1930, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Sweetsburg, Qué., le 4 mai 1930. C.-B. JAMESON.
2565—19-2
[Première publication, le 10 mai 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, } A. -O. MASSE, de-
Province de Québec, } mandeur ; vs
District de Bedford, } EMELIEN LAROC-
No 381. } QUE ET AL, défendeurs.
Comme appartenant au défendeur Léopold Larocque:

Un certain lot de terre connu et désigné au plan cadastral officiel, et livre de renvoi du canton Dunham, district de Bedford, sous le numéro sept cent cinq (705)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Croix de Dunham, dans le village de Dunham, dit district, le DOUZIEME jour de JUIN 1930, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Sweetsburg, Québec, le 4 mai 1930. C.-B. JAMESON.
[Première publication, le 10 mai 1930]
2567—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, } CHAS. A. NUT-
Province de Québec, } TING ET AL, de-
District de Bedford, } mandeurs; vs PETIT
Cour Supérieure, } & CIE, défenderesse.
No 278.

Avis est par les présentes donné que la vente des immeubles saisis en cette cause telle qu'annoncée, devant se faire à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse de Saint-François-Xavier de Shefford, dans le village de Shefford Ouest, dit district, le premier jour d'avril 1930, à dix heures du matin, se fera au même endroit, le SECOND jour de JUIN 1930, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Sweetsburg, Québec, le 6 mai 1930. C.-B. JAMESON.
2569

An immoveable situate on St. John Street, in the city of Granby, district of Bedford, known and designated as being part of lot number twenty seven-D, on the official subdivision of original lot number four hundred and eighty three (483-27-D), bounded in front by St. John Street, in depth by number twenty seven-C, on one side to the Northwest by number twenty seven-E, and on the other side to the Southeast, part of the same number belonging to Mr. Napoleon Roy, the said land having about forty eight feet in width by an approximative depth of one hundred and sixty feet in the West line and of one hundred and ten feet in the East line, without guarantee as to precise measurement, the whole more or less, at the profit or loss of the purchaser—with buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre-Dame de Granby, in the city of Granby, said District, on the ELEVENTH day of JUNE, 1930, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office, C. B. JAMESON,
Sweetsburg, Que., May 4th, 1930. 2566—19-2
[First publication, May 10, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, } A. O. MASSE, Plain-
Province of Quebec, } tiff ; vs EME-
District of Bedford, } LIEN LAROCQUE ET
No 381. } AL, Defendants.
As belonging to Defendant Leopold Larocque:

A certain lot of land, known and designated upon the official cadastral plan, and in the book of reference of the Township of Dunham, District of Bedford, under the number seven hundred and five (705)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Sainte Croix de Dunham, in the Village of Dunham, said District, on the TWELFTH day of JUNE, 1930, at TWO of the clock in the afternoon.

Sheriff's Office, C. B. JAMESON,
Sweetsburg, Quebec, May 4th., 1930. Sheriff.
[First publication, May 10th., 1930]
2568—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, } CHAS. A. NUT-
Province of Quebec, } TING ET AL,
District of Bedford, } Plaintiffs; vs PETIT
Superior Court, } & CIE, Defendant.
No. 278.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, formerly announced to take place at the parochial church door of the Parish of Saint Francois Xavier de Shefford, in the Village of West Shefford, said District, on the first day of April, 1930, at ten of the clock in the forenoon, will take place at the same place, on the SECOND day of JUNE, 1930, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, C. B. JAMESON,
Sweetsburg, Quebec, May 6th., 1930. Sheriff. 2570

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } JOSEPH JEAN, ren-
No 4154. } tier, de Jonquière, de-
mandeur; vs LA COMPAGNIE D'IMMEU-
BLES DU SAGUENAY, LTEE., corporation lé-
galement constituée ayant le siège de ses affaires
dans la ville de Jonquière, défenderesse.

Une ferme se composant de tous ces lots de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous les numéros vingt-huit-A, vingt-huit B et vingt-neuf-B (Nos 28A, 28B et 29B) dans le rang trois du dit canton, d'une superficie d'environ cent cinquante acres (150), sauf à distraire cependant du dit lot numéro vingt-huit B (28B) sus-décrié un lopin de terre mesurant cent pieds de largeur de l'est à l'ouest sur cent pieds de profondeur du sud au nord, à prendre le dit lopin de terre dans le coin sud-ouest du dit lot dont il est détaché et qui sera borné, le dit lopin de terre, au nord et à l'est par le résidu du lot dont il forme partie, et sus-vendu, au sud par la route régionale Chicoutimi-Jonquière, et à l'ouest, par le terrain de M. Arthur Laberge ou encore par le cordon divisant le numéro vingt-sept-B du lot numéro vingt-huit-B des susdits rang et canton, et que déclare réserver le dit vendeur pour son auteur le dit M. Arthur Laberge.

Pour être vendue à la porte de l'église de Jonquière, MARDI, le DIXIEME jour de JUIN 1930, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Bureau du shérif,
7 mai 1930.

Le shérif,
A. RIVERIN.
2583—19-2

[Première publication, le 10 mai 1930]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } JOSEPH JEAN, annuit-
No. 4154. } ant, of Jonquiere, plaint-
iff; vs LA COMPAGNIE D'IMMEUBLES DU
SAGUENAY, LTEE., a lawfully incorporated
corporation, having its place of business in the
town of Jonquiere, defendant.

A farm composed of all those lots of land known and designated on the official cadastre for the township of Jonquiere, under numbers twenty eight-A, twenty eight-B and twenty nine-B (Nos. 28A, 28B and 29B) in range three of said township containing about one hundred and fifty (150) acres in area, save however, to be withdrawn from said lot number twenty eight-B (28B) above described, a parcel of land measuring one hundred feet in width from East to West by one hundred feet in depth from South to North, said parcel of land to be taken in the Southwest corner of said lot from which it is detached, and said parcel of land being bounded on the North and East by the residue of the lot of which it forms part and above sold, on the South by the regional Chicoutimi-Jonquiere highway, and on the West by the land of M. Arthur Laberge, or again by the division line dividing lot number twenty seven-B from lot number twenty eight-B, of the aforesaid range and township and which the said vendor, for his auteur the said M. Arthur Laberge, does declare to be reserved.

To be sold at the church door of Jonquiere, on TUESDAY, the TENTH day of JUNE, 1930, at TWO o'clock in the afternoon, (Daylight Saving Time).

Sheriff's office,
May 7, 1930.

A. RIVERIN,
Sheriff.
2584—19-2

[First publication, May 10, 1930]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } MARIE ROY dit
No 11880. } DESJAR-
DINS, épouse contractuellement séparée de
biens de Sieur Jacob Dumais, de la paroisse de
Mont-Carmel, et le dit Jacob Dumais, pour auto-
riser et assister sa susdite épouse, demandeurs;
contre EVANHOE LEVESQUE, cultivateur, de
Saint-Pacôme, défendeur, à savoir:

Un terrain situé en le quatrième rang des concessions de la seigneurie de la Boutellerie, contenant deux arpents et demi de front sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, borné au nord à Alfred Lévesque, fils de Thomas, au sud partie à Alfred Michaud fils de François et partie à Louis Lévesque fils de Jean, au nord-est, partie à Ernest St-Onge, acquéreur de Joseph Lévesque, et partie à Phydime Dumais, fils de Firmin, et au sud-ouest partie au dit Alfred Lévesque et partie au dit Alfred Michaud; lequel terrain est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Saint-Pacôme, sous partie du numéro trois cent quarante-six (p. de No. 346) et sous le numéro trois cent quarante-sept (No 347)—avec bâtisses dessus cons-

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: } MARIE ROY dit
No. 11880. } DESJARDINS,
wife separate as to property by marriage con-
tract of Sieur Jacob Dumais, of the parish of
Mont Carmel, and the said Jacob Dumais, to
authorize and assist his aforesaid wife, plaintiffs;
against EVANHOE LEVESQUE, farmer, of
Saint Pacôme, defendant, to wit:

A lot of land situate in the fourth range of the concessions of the seigneurie de la Boutellerie, containing two arpents and one half in front by twenty arpents in depth, the whole more or less, bounded on the North by Alfred Lévesque, son of Thomas, on the South partly by Alfred Michaud, son of François, and partly by Louis Lévesque, son of Jean, on the Northeast partly by Ernest St Onge, purchaser from Joseph Lévesque, and partly by Phydime Dumais, son of Firmin, and on the South-West partly by the said Alfred Lévesque and partly by the said Alfred Michaud; which lot of land is known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the county of Kamouraska, for the said parish of Saint Pacôme, under part of number three hundred and forty six (P. of No.

truites, circonstances et dépendances, mais sous réserve d'un droit de passage en faveur du dit Ernest St-Onge, successeur de Joseph Lévesque.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pacôme, le DIXIEME jour de JUIN prochain, 1930, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. HAMEL.
Rivière-du-Loup, 6 mai 1930. 2537—19-2
[Première publication, 10 mai, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } PHYDIME CHA-
No 12007. } REST, cultiva-
teur, de Saint-Germain, demandeur; contre EVA-
RISTE BERNIER, du même endroit, défendeur,
à savoir:

Un terrain situé sur le deuxième rang de la seigneurie de Kamouraska, en la paroisse de Saint-Germain, contenant environ huit arpents de front sur trois à quatre arpents de profondeur, borné au nord partie à Olicide Beaulieu, et partie à la rivière du Goudron, au sud au chemin de fer Intercolonial, au nord-est à Joseph Brillant et au sud-ouest à la route de Saint-Germain; lequel terrain est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la paroisse de Saint-Paschal, sous les numéros dix, onze et douze (Nos 10, 11 et 12), et comme première division des lots de terre numéros sept et neuf (Nos 7 et 9)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germain, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. HAMEL.
Rivière-du-Loup, 7 mai 1930. 2593—19-2
[Première publication, le 10 mai 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } ALPHONSE
No 11997. } DUMONT.
commerçant, de la ville de Lévis, demandeur; contre ADELARD AUBUT, de Saint-Clément, défendeur, à savoir:

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Clément, au septième rang, canton Denonville, connu et désigné aux plan et livre de cadastre officiel pour le dit Canton, sous le numéro (17) dix-sept, et borné au nord-ouest par la ligne entre les sixième et septième rangs, au sud-ouest par le numéro (16) seize, au sud-est par le chemin public et au nord-est par le numéro (18A) dix-huit-A, ayant le dit lot, 13 chaînes de front sur 81 chaînes et 50 chaînons de profondeur, formant en tout 105 acres, 3 verges et 32 perches de superficie —avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Un autre lot de terre situé en la dite paroisse de Saint-Clément, au septième rang, canton Denonville, connu et désigné aux plan et livre du cadastre officiel pour le dit canton, sous le numéro dix-huit-A (18A), partie du numéro 18, borné au nord-ouest par la ligne entre les sixième et septième rangs, au sud-ouest par le numéro (17) dix-sept, au sud-est par un chemin public et au nord-est par le numéro dix-huit-B (18B) ayant le dit lot, 3 chaînes et 25 chaînons de front,

346) and under number three hundred and forty seven (No. 347)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, but under reserve of a right of way in favor of the said Ernest St-Onge, successor of Joseph Lévesque.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pacôme, on the TENTH day of JUNE next 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. HAMEL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, May 6, 1930. 2538—19-2
[First publication, May 10th, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: } PHYDIME CHA-
No. 12007. } REST, farmer, of
St. Germain, plaintiff; against EVARISTE BER-
NIER, of the same place, defendant, to wit:

A lot of land situate in the second range of the seigneurie of Kamouraska, in the parish of St. Germain, measuring about eight arpents in front by three to four arpents in depth, bounded on the North, partly by Olicide Beaulieu, and partly by the river du Goudron, on the South by the Intercolonial Railway, on the Northeast by Joseph Brillant and on the Southwest by the St. Germain road; which lot of land is known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Kamouraska, for the parish of St. Paschal, under numbers ten, eleven and twelve (Nos. 10, 11 and 12), and as first division of the lots of land numbers seven and nine (Nos. 7 and 9)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St. Germain, the SEVENTEENTH day of JUNE next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. HAMEL,
Sheriff's office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, May 7, 1930. 2594—19-2
[First publication, May 10, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: } ALPHONSE DU-
No. 11997. } MONT, trader,
of the town of Lévis, plaintiff; against ADELARD
AUBUT, of St. Clement, defendant, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of St. Clement, in the seventh range, township of Denonville, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township under number (17) seventeen, and bounded on the Northwest by the line between the sixth and seventh ranges, on the Southwest by number (16) sixteen, on the Southeast by the public road, and on the Northeast by number (18A) eighteen-A, said lot measuring 13 chains in front by 81 chains and 50 links in depth, containing in all 105 acres, 3 rods and 32 perches in area—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another lot of land situate in the said parish of St. Clement, in the seventh range, township of Denonville, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township, under number (18A) eighteen-A, part of number 18, bounded on the Northwest by the line between the sixth and seventh ranges, on the Southwest by number (17) seventeen, on the Southeast by a public road and on the Northeast by number eighteen-B (18B), said lot measuring

sur 82 chaînes de profondeur, formant en tout 26 acres, 2 verges et 24 perches en superficie.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Clément, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, 1930, à UNE heure après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, HENRI MICHAUD.
Rivière-du-Loup, le 15 avril 1930. 2181—16-2
[Première publication, le 19 avril 1930]

3 chains and 25 links in front by 82 chains in depth, containing in all 26 acres, 2 rods and 24 perches in area.

To be sold at the church door of the parish of St. Clement, on the TWENTIETH day of MAY next, 1930, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRI MICHAUD,
Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Rivière-du-Loup, April 15, 1930. 2182—16-2
[First publication, April 19, 1930]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure de Québec.

Montmagny, à savoir:) CHARLES FRENET-
No 14531.) NETTE, commerçant, de la paroisse de Saint-Charles de Bellechasse, district de Montmagny, demandeur; contre ERNEST COTÉ, cultivateur, de la même paroisse, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Charles de Bellechasse, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse sous le numéro trois cent treize (313)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Charles de Bellechasse, MARDI, le VINGTIÈME jour du mois de MAI prochain (1930), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 14 avril, 1930. 2159—16-2
[Première publication, 19 avril, 1930]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court of Quebec.

Montmagny, to wit:) CHARLES FRENET-
No. 14531.) NETTE, trader, of the parish of Saint Charles de Bellechasse, district of Montmagny, plaintiff; against ERNEST COTE, farmer, of the same parish, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Charles de Bellechasse, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish under number three hundred and thirteen (313)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Charles de Bellechasse, on TUESDAY, the TWENTIETH day of the month of MAY next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, April 14, 1930. 2160—16-2
[First publication, April 19th, 1930]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) JOAR BROCH, directeur-
No C-20265.) gérant, des cité et district de Montréal, demandeur; vs VICTOR E. LAMBERT, défendeur, et WILFRID BESSETTE, avocat, des cité et district de Montréal, distrayant.

Comme appartenant et en la possession du dit demandeur:

Une propriété ayant front sur l'avenue Grey, en la cité de Montréal, et connue sous le numéro cinquante-six du lot officiel numéro deux cent deux (202-56), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 5 mai 1930. 2539—19-2
[Première publication, le 10 mai 1930]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) JOAR BROCH, managing-
No. C-20265.) director, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs VICTOR E. LAMBERT, defendant, and WILFRID BESSETTE, advocate, of the city and district of Montreal, distracting for costs.

As belonging to and in the possession of the said defendant:

A property fronting on Grey Avenue, in the city of Montreal, and known under number fifty six of the official lot number two hundred and two (202-56) on the official plan and book of reference for municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, May 5, 1930. 2540—19-2
[First publication, May 10, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) LA CITE DE MONT-
No 110.) REAL, demanderesse; vs BARTHELEMY LEFEBVRE, JEAN-BTE. LEFEBVRE et JAMES SMART, tous de la Cité de Montréal, dit district, défendeurs.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE CITY OF MON-
No. 110.) TREAL, plaintiff; vs BARTHELEMY LEFEBVRE, JEAN BTE. LEFEBVRE and JAMES SMART, all of the city of Montreal, said district, defendants.

Comme appartenant à Barthélémy Lefebvre, l'un des défendeurs:

Un lot de terre ayant front sur la rue Fletcher, en la cité de Montréal, connu et désigné sous la subdivision numéro trois cent cinq du lot originaire numéro quatre cent sept, aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de la Longue-Pointe.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, le 6 mai 1930. [Première publication, le 10 mai 1930]

Le shérif,
OMER LAPIERRE,
2559—19-2

As belonging to Barthelemy Lefebvre, one of the defendants:

A lot of land fronting on Feltcher Street, in the city of Montreal, known and designated under subdivision number three hundred and five of the primitive lot number four hundred and seven, on the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Montreal, May 6, 1930. [First publication, May 10, 1930]

OMER LAPIERRE,
Sheriff,
2560—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE SAINT-
No 27714. } LAMBERT, deman-
deresse; vs GREGORY PULOS, défendeur.

Les lots numéros quatre cent cinquante-cinq, quatre cent cinquante-six, trois cent soixante-dix-neuf, et trois cent quatre-vingt, étant les subdivisions légales du lot primitif numéro cent soixante et un (161-455-456-379 et 380) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant, chaque lot, vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur, tous ayant front sur la rue Logan, de la cité de Saint-Lambert, district de Montréal.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, le 7 mai 1930. [Première publication, le 10 mai 1930]

Le shérif,
OMER LAPIERRE,
2595—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CITY OF ST. LAMBERT
No. 27714. } plaintiff; vs GREGO-
RY PULOS, defendant.

Lots numbers four hundred and fifty five, four hundred and fifty six, three hundred and seventy nine and three hundred and eighty, being the legal subdivisions of the original lot number one hundred and sixty one (161-455-456-379 and 380), on the official plan and book of reference for the parish of St. Antoine de Longueuil, measuring each lot twenty five feet in width by ninety eight feet in depth, all fronting on Logan Street, of the City of St. Lambert, district of Montreal.

To be sold at the Registry office of the county of Chambly, at Longueuil, the TWELFTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Montreal, May 7, 1930. [First publication, May 10, 1930]

OMER LAPIERRE,
Sheriff,
2596—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME EMMA PUT-
No F-65498. } MANS, domiciliée à
Montréal, épouse séparée de biens de Léopold Senneville, du même lieu, ce dernier étant partie aux présentes tant personnellement que pour y autoriser son épouse, demandeurs; vs LUCIEN BOURDEAU, domicilié à Montréal, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue de Saint-Valier, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la moitié nord-ouest du lot de terre portant le numéro quatre cent cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (No 8-1/2 N.O. 455) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, borné en front par la rue de Saint-Valier, d'un côté par le lot 8-454 du dit cadastre, en arrière par une ruelle commune et de l'autre côté par le résidu du dit lot 8-455, avec droit de passage en commun avec qui de droit dans la ruelle ci-dessus — avec maison et autres bâtisses y érigées, portant le No 6986 de la dite rue de Saint-Valier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Montréal, le 7 mai 1930. [Première publication, le 10 mai 1930]

Le shérif,
OMER LAPIERRE,
2597—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME EMMA PUT-
No. F-65498. } MANS, domiciled at
Montreal, wife separate as to property of Leopold Senneville, of the same place, the latter being party herein both personally and to authorize his wife, plaintiffs; vs LUCIEN BOURDEAU, domiciled at Montreal, defendant.

An emplacement fronting on St. Valier Street, in the city of Montreal, known and designated as being the Northwest half of that lot of land bearing number four hundred and fifty five of the official subdivision of the primitive lot number eight (No. 8-1/2 N.W. 455), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte St. Louis, bounded in front by St. Valier Street, on one side by lot 8-454 of said cadastre, at the rear by a common lane and on the other side by the residue of said lot 8-455, with right of way, in common with those entitled thereto, in the aforesaid lane—with a house and other buildings thereon erected, bearing No. 6986 of said St. Valier Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, Montreal, May 7, 1930. [First publication, May 10, 1930]

OMER LAPIERRE,
Sheriff,
2598—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A**LBERT BIGRAS, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Dorothée, district de Montréal, demandeur; vs DORA DION, de la cité et du district de Montréal, veuve de Albert Lauzon, en son vivant journalier, de la paroisse de Sainte-Dorothée, comté de Laval, district de Montréal, et ce tant personnellement que comme tutrice à ses enfants mineurs, défenderesse.

Un emplacement situé en la ville de Laval-sur-le-Lac, ayant front sur rue projetée, (86-71) connu et désigné sous le numéro soixante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-six (No 86-63) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Dorothée, contenant cinquante pieds de largeur en front, cinquante pieds de largeur en arrière, par cent quarante pieds de profondeur, formant une superficie totale de 7000 pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Dorothée, le VINGT DEUXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, le 15 avril 1930. [Première publication, le 19 avril 1930]

Le shérif,
OMER LAPIERRE.
2185—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **O**CTAVIE HAMEL, fille majeure, usant de ses droits, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs FORTUNAT BOURBONNIERE, défendeur.

Un quart des droits indivis d'un immeuble situé en la cité de Montréal et étant désigné sous le No vingt aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega, borné en front par la rue Notre-Dame-Est, et portant les Nos civiques 3820-3826 Notre-Dame-Est, à la charge des versements non échus pour répartition d'église.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, 15 avril 1930. [Première publication, le 19 avril 1930]

Le shérif,
OMER LAPIERRE.
2187—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **M**ASSEY-HARRIS CO. LIMITED, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires en la cité de Westmount, district de Montréal, demanderesse; vs ED. LORTIE, défendeur.

1. Un emplacement ayant front sur la rue Des Erables, en la cité de Montréal, composé de:

a. La partie sud-est du lot numéro neuf cent dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et un (161—Pt. S. E. 919) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant la dite partie sud-est, vingt pieds de largeur par quatre-vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front par la rue des Erables, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par une autre partie du dit lot numéro 161-919 et de l'autre côté au sud-est par la partie du lot numéro 161-918 ci-après décrite;

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **A**LBERT BIGRAS, farmer, of the parish of Ste. Dorothée, district of Montreal, plaintiff; vs DORA DION, of the city and district of Montreal, widow of Albert Lauzon, in his lifetime laborer, of the parish of Ste. Dorothée, county of Laval, district of Montreal, and both personally and as tutrix to her minor children, defendant.

An emplacement situate in the town of Laval-sur-le-Lac, fronting on a projected Street (86-71) known and designated under number sixty three of the official subdivision of original lot number eighty six (No. 86-63) on the official plan and book of reference for the parish of Ste. Dorothée, measuring fifty feet in width in front, fifty feet in width in the rear, by one hundred and forty feet in depth, forming a total superficies of seven thousand square feet, English measure, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste. Dorothée, the TWENTY SECOND day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Montreal, April 15, 1930. [First publication, April 19, 1930]

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **O**CTAVIE HAMEL, spinster, in the use of her rights, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs FORTUNAT BOURBONNIERE, defendant.

A quarter of the undivided rights of an immovable situate in the city of Montreal, and being designated under number twenty, on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelega, bounded in front by Notre-Dame Street East and bearing the civic numbers 3820-3826 Notre-Dame East, subject to the payments not yet due for church assessment.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Montreal, April 15, 1930. [First publication, April 19, 1930]

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M**ASSEY-HARRIS CO., LIMITED, a body lawfully incorporated having its principal place of business in the City of Westmount, District of Montreal, Plaintiff; vs ED. LORTIE, Defendant.

1. An emplacement fronting on Des Erables Street in the City of Montreal, composed of:

a. The Southeast part of lot number nine hundred and nineteen of the official subdivision of lot number one hundred and sixty one (161 S. E. Pt. 919) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote de la Visitation, containing the said Southeast part, twenty feet in width by eighty six feet in depth, English measure and more or less, and bounded in front by Des Erables Street, in the rear by a lane, on one side to the Northwest by another part of the said lot number 161-919 and on the other side to the Southeast by the part of lot number 161-918 hereafter described;

b. La partie nord-ouest du lot numéro neuf cent dix-huit de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et un (161 Pt. N. O. 918) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant, la dite partie nord-ouest, dix pieds de largeur par quatre-vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front par la rue des Erables, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par la partie du lot numéro 161-919 ci-dessus décrite et de l'autre côté au sud-est par une autre partie du dit lot numéro 161-918—avec les logements y dessus érigés, à l'exception de la fournaise à air chaud installée dans les dits logements, laquelle n'appartient pas au défendeur;

2. Un emplacement ayant front sur la rue des Erables, en la cité de Montréal, composé de la partie sud-est du lot numéro cent dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et un (161 Pt. S. E. 917) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant la dite partie sud-est dix-neuf pieds et onze pouces de largeur par quatre-vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front par la rue des Erables, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par une autre partie du dit lot numéro 161-917 et de l'autre côté au sud-est par le lot numéro 161-916—avec les logements y dessus érigés, à l'exception de la fournaise à air chaud installée dans les dits logements, laquelle n'appartient pas au défendeur.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 avril 1930.
[Première publication, le 19 avril 1930]
2189—16-2

b. The Northwest part of lot number nine hundred and eighteen of the official subdivision of lot number one hundred and sixty one (161 N. W. Pt. 918) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote de la Visitation, containing the said Northwest part, ten feet in width by eighty six feet in depth, English measure and more or less, and bounded in front by Des Erables Street, in the rear by a lane, on one side to the Northwest by the part of lot number 161-919 hereabove described and on the other side to the Southeast by another part of the said lot number 161-918—with the dwellings thereon erected, with the exception of a hot-air furnace installed in the said dwellings, which does not belong to the defendant;

2. An emplacement fronting on Des Erables Street, in the City of Montreal, composed of the Southeast part of lot number nine hundred and seventeen of the official subdivision of lot number one hundred and sixty one (161 S. E. Pt. 917) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote de la Visitation, containing the said Southeast part, nineteen feet and eleven inches in width by eighty six feet in depth, English measure and more or less, and bounded in front by Des Erables Street, in the rear by a lane, on one side to the Northwest side by another part of the said lot number 161-917 and on the other side to the Southeast by lot number 161-916—with the dwellings thereon erected, with the exception of a hot-air furnace in the said dwellings, which does not belong to the Defendant.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, April 15th., 1930. Sheriff.
[First publication, April 19th., 1930]
2190—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } LUDGER THEORET,
No B-43111. } marchand, de Saint-
Eugène, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de Venance Théoret, en son vivant, hôtelier, des cité et district de Montréal, demandeur; vs DAME ISABELLE PATE-NAUDE, épouse séparée de biens de J.-Anaclel Chalifoux, marchand, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, dûment autorisée par un jugement de cette Cour, défenderesse.

Un emplacement situé au coin des rues Notre-Dame et Plessis, dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, formant partie du lot numéro soixante-treize (73) des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, contenant quarante-quatre pieds et deux pouces de largeur par trente-sept pieds et deux pouces de profondeur dans la ligne sud-ouest de la dite rue Plessis et cinquante-deux pieds et six pouces dans la ligne nord-est et une superficie totale de deux mille cent cinquante pieds carrés, mesure anglaise, et plus ou moins; borné comme suit: en front par la rue Notre-Dame, en arrière par une autre partie du dit lot numéro soixante-treize (73) appartenant autrefois à Mr Charles Monette, ou représentants, du côté nord-est par le lot numéro soixante-douze (72) des dits plan et livre de renvoi officiels, et du côté sud-ouest par la dite rue Plessis—avec les bâtisses y érigées portant les numéros civiques 801, 803, 805 et 807 de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } LUDGER THEORET,
No. B-43111. } merchant, of St. Eugene,
in his quality of testamentary executor to the estate of Venance Théoret, in his lifetime, hotel keeper, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs DAME ISABELLE PATENAUDE, wife separate as to property of J. Anaclel Chalifoux, merchant, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes thereof, duly authorized by a judgment of this Court, defendant.

An emplacement situate at the corner of Notre-Dame and Plessis Streets, in St. Mary's Ward, of the city of Montreal, forming part of lot number seventy three (73) on the official plan and book of reference for the said St. Mary's Ward, measuring forty four feet and two inches in width by thirty seven feet and two inches in depth, in the Southwest line of said Plessis Street, and fifty two feet and six inches in the Northeast line and a total superficies of two thousand one hundred and fifty square feet, English measure, and more or less; bounded as follows: in front by Notre-Dame Street, in the rear by another part of said lot number seventy three (73) formerly belonging to Mr. Charles Monette or representatives, on the Northeast side by lot number seventy two (72) on the said official plan and book of reference, and on the Southwest side by the said Plessis Street—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 801, 803, 805 and 807 of said

la dite rue Notre-Dame-Est et autres bâties érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 avril 1930. 2191—16-2
[Première publication, le 19 avril 1930]

Notre-Dame Street East and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SECOND day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 15, 1930. 2192—16-2
[First publication, April 19, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE TRUST & LOAN
No 65589. } COMPANY OF CAN-
NADA, demanderesse; vs CHARLES-EMILE
MENARD et JEAN-BAPTISTE MARTIN,
défendeurs.

Un morceau de terre de forme irrégulière situé dans la municipalité de Belle Plage, dans la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, borné en front par le chemin public, en arrière par la rue Des Chasseurs, et du côté ouest par le lot numéro vingt-deux de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent quatre-vingt-six (1786-22), par la partie non-subdivisée du lot originaire numéro dix-sept cent quatre-vingt-six (1786) et par la rue Dupont, du côté est, par les lots numéros soixante et un, soixante et deux, soixante et trois, soixante et quatre et soixante et cinq (1785-61, 62, 63, 64, 65), tous ces lots des plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, et connus et décrits comme étant les numéros un, deux et vingt et un de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent quatre-vingt-six (1786-1, 2 et 21) des dits plan et livre de renvoi comme étant les lots numéros soixante et six, soixante et sept, soixante et huit, soixante et neuf, soixante et dix, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois et quatre-vingt quatre, de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-sept cent quatre-vingt-cinq (1785-66, 67, 68, 69, 70, 82, 83 et 84) des dits plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, et contenant environ quatre-vingt-onze mille cent quatre-vingts pieds de superficie, plus ou moins, mesure anglaise—avec deux maisons et autres édifices dessus érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$541.50 sera exigé de tout offrandeur ou enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Archambault, en date du premier avril 1930.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 avril 1930. 2193—16-2
[Première publication, le 19 avril 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TRUST & LOAN
No. 65589. } COMPANY OF CAN-
NADA, plaintiff; vs CHARLES EMILE ME-
NARD and JEAN BAPTISTE MARTIN,
defendants.

A piece of land of irregular form situated in the municipality of Belle Plage, in the parish of St. Michel de Vaudreuil, bounded in front by the public road, in rear by Des Chasseurs Street, and in the West side by the lot number twenty two of the official subdivision of the lot number seventeen hundred and eighty six (1786-22), by the unsubdivided part of the original lot number seventeen hundred and eighty six (1786) and by Dupont Street, on the East side by the lots numbers sixty one, sixty two, sixty three, sixty four and sixty five (1785-61, 62, 63, 64 and 65) all those lots being on the plan and the book of reference of the parish of St. Michel de Vaudreuil, and known and described as numbers one, two and twenty one of the official subdivision of the lot number seventeen hundred and eighty six (1786-1, 2 and 21) on the said plan and book of reference and as numbers sixty six, sixty seven, sixty eight, sixty nine, seventy, eighty two, eighty three and eighty four, on the official subdivision of the original lot number seventeen hundred and eighty five (1785-66, 67, 68, 69, 70, 82, 83 and 84) on the said plan and book of reference of the parish of St. Michel de Vaudreuil, and containing about ninety one thousand one hundred and eighty feet in superficies, more or less, English measure—with two houses and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Michel de Vaudreuil, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$541.50 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Archambault, dated the first of April, 1930.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 15, 1930. 2194—16-2
[First publication, April 19, 1930]

PONTIAC

Cour Supérieure.—District de Pontiac.
Province de Québec, } L AWN BROS., deman-
District de Pontiac, } deur; vs SAMUEL-
No 3395. } G. SPARLING, défendeur.

Ces lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton Thorne, comme étant les lots numéros 37 et 38, dans le neuvième rang dudit canton Thorne, dans le comté de Pontiac, dans la province de Québec—avec les bâties et appartenances sus érigées.

PONTIAC

Superior Court.—District of Pontiac.
Province of Québec, } L AWN BROS., plaintiff;
District of Pontiac, } vs SAMUEL G.
No. 3395. } SPARLING, defend-
dant.

Those lots of land known and designated on the official plan and book of reference for the township of Thorne, as being lot number 37 and lot number 38 in the ninth range of the said township of Thorne, in the county of Pontiac and Province of Quebec—with the buildings and appurtenances thereon erected and appertaining.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, Qué., le MARDI, le DIXIEME jour de JUIN, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, BERNARD-J. SLOAN.
Campbell's Bay, Qué., le 3 mai 1930.
[Première publication, le 10 mai 1930]
2541—19-2

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, Que., on TUESDAY, the TENTH day of JUNE, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Campbell's Bay, Qué., May 3rd, 1930.
[First publication, May 10, 1930]
2542—19-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } FRANÇOIS DESROCHES, commis, de la cité de Québec; contre DAME ANTOINETTE RATTE, veuve de Héliodore Blouin, en son vivant de la cité de Québec, à savoir:

La subdivision No 1088 (mille quatre-vingt-huit) du lot No 508 (cinq cent huit) du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la 4ème Avenue, Limoilou—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour de JUIN prochain à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 8 mai 1930. 2599—19-2
[Première publication, 10 mai 1930]
[Deuxième publication, 23 mai 1930]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ROSE-ANGELINE ROBITAILLE, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession de feu Joseph Robitaille, épouse de Joseph Brousseau, cultivateur de l'Ancienne-Lorette, et ledit JOSEPH BROUSSEAU, apparaissant pour autoriser sadite épouse, et BERNADETTE GAGNE, fille majeure de Québec, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de feu Etienne Gagné; contre ADELARD GAUVIN, de Québec, à savoir:

Lot No 1520 (mille cinq cent vingt) et la moitié sud du lot No 1521 (mille cinq cent vingt et un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Luc—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; la dite partie du lot 1521 mesurant environ 20 pieds sur la rue Saint-Luc et bornée au sud par le No 1520, au nord par l'autre partie du lot No 1521, à l'est par les lots Nos 1522 et 1522-A et à l'ouest par la rue Saint-Luc.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 8 mai 1930. 2601—19-2
[Première publication, 10 mai 1930]
[Deuxième publication, 23 mai 1930]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } WILFRID GARNEAU, journalier, de la Ville de Black Lake; contre JOSEPH FERLAND ALIAS COUTURE, journalier, de la cité de Québec, à savoir:

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } FRANÇOIS DESROCHES, clerk, of the city of Quebec; against DAME ANTOINETTE RATTE, widow of Héliodore Blouin, in his lifetime of the city of Quebec, to wit:

The subdivision No. 1088 (one thousand and eighty eight) of lot No. 508 (five hundred and eight) on the official cadastre for Saint Roch North, now Jacques-Cartier Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on 4th Avenue, Limoilou—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's office,
Québec, May 8th, 1930. 2600—19-2
[First publication, May 10th, 1930]
[Second publication, May 23rd, 1930]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } ROSE-ANGELINE ROBITAILLE, in her quality of testamentary executrix for the estate of the late Joseph Robitaille, wife of Joseph Brousseau, farmer, of Ancienne Lorette, and the said JOSEPH BROUSSEAU, appearing to authorize his said wife, and BERNADETTE GAGNE, spinster of Québec, in her quality of testamentary executrix for the late Etienne Gagné; against ADELARD GAUVIN, of Québec, to wit:

Lot No. 1520 (one thousand five hundred and twenty) and the south half of lot 1521 (one thousand; five hundred and twenty one) on the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situate on Saint Luc street— with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; the said part of lot 1521 measuring about 20 feet on Saint Luc street and bounded on the south by No. 1520, on the north by the other part of lot No. 1521, on the east by lots Nos. 1522 and 1522-A and on the west by Saint Luc street.

To be sold at my office in the city of Québec, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's office,
Québec, May 8th, 1930. 2602—19-2
[First publication, May 10th, 1930]
[Second publication, May 23rd, 1930]

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } WILFRID GARNEAU, laborer, of the town of Black Lake; against JOSEPH FERLAND ALIAS COUTURE, laborer, of the city of Québec, to wit:

1. Le lot No 260 (deux cent soixante) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, étant une terre située dans le rang Belvéze—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 265 (deux cent soixante-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, étant une terre située dans le rang Belvéze—circonstances et dépendances.

3. Le lot No 268 (deux cent soixante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, étant une terre située dans le rang Belvéze—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, le TRENTEIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin, heure solaire.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Québec, le 23 avril, 1930. CLEOPHAS BLOUIN.
 [Première publication, 26 avril, 1930]
 [Deuxième publication, 10 mai, 1930]

1. Lot No. 260 (two hundred and sixty) on the official cadastre for the parish of Saint Lambert, county of Levis, being a farm situate in the range Belveze—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 265 (two hundred and sixty five) on the official cadastre for the parish of Saint Lambert, county of Levis, being a farm situate in the range Belvéze—circumstances and dependencies.

3. Lot No. 268 (two hundred and sixty eight) on the official cadastre for the parish of Saint Lambert, county of Levis, being a farm situate in the range Belvéze—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Lambert, county of Levis, on the THIRTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

Sheriff's Office, CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
 Quebec, April 23, 1930. 2310—17-2
 [First publication, April 26th, 1930]
 [Second publication, May 10th, 1930]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } JOSEPH TREMBLAY
 No 2235. } Chicoutimi; vs JOSEPH CARRE, savoir:

1. Une terre située à Saint-Léon le Grand, contenant 57 acres en superficie, étant la moitié ouest du lot connu sous le No trente-cinq-un, au cadastre officiel du rang sept du canton Humqui, bornée à l'est à André Boudreault, à l'ouest à David Marin, au nord à la Rivière Humqui et au sud à Philippe Lévesque—avec bâtisses.

2. La moitié ouest du lot No seize au cadastre officiel du rang huit du canton Humqui, contenant 57 acres en superficie, bornée à l'ouest à Lazare Ouellet, à l'est à l'autre moitié de ce lot, au nord à Willy Delaunais, au sud à un nommé Guy—avec la maison et les autres bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de Saint-Léon le Grand, le ONZIEME jour de juin, 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Rimouski, 6 mai 1930. CHS. D'ANJOU.
 [Première publication, 10 mai, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } OCTAVE CORBIN,
 No 2232. } Saint-Luc; vs EVERARD JEAN, savoir:

1. Le lot No douze au cadastre officiel du cinquième rang du canton Tessier—avec bâtisses.

2. Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption, d'améliorations et autres que le défendeur Everard Jean a et peut avoir sur le lot No vingt, au cadastre officiel du cinquième rang du canton Tessier—avec bâtisses, sujet aux lois et règlements concernant les terres de la Couronne.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } JOSEPH TREMBLAY
 No. 2235. } Chicoutimi; vs JOSEPH CARRE, to wit:

1. A farm situate at Saint Léon le Grand, containing 57 acres in superficies, being the West half of lot known under number thirty five-one, on the official cadastre of the seventh range of the township of Humqui, bounded on the East by André Boudreault, on the West by David Marin, on the North by the river Humqui and on the South by Philippe Levesque—with buildings.

2. The West half of lot number sixteen on the official cadastre of the eighth range of the township of Humqui, containing 57 acres in superficies, bounded on the West by Lazare Ouellet, on the East by the other half of the said lot, on the North by Willy Delaunais, on the South by a party named Guy—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Léon le Grand, the ELEVENTH of JUNE, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
 Rimouski, May 6, 1930. 2604—19-2
 [First publication, May 10th., 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } OCTAVE CORBIN,
 No. 2232. } St. Luc; vs EVERARD JEAN, to wit:

The lot number twelve, on the official cadastre of the fifth range of the township of Tessier—with buildings.

1. All rights of occupation, clearing, preemption, improvement and other that the defendant Everard Jean, has and may have on lot number twenty, on the official cadastre for the fifth range of the township of Tessier—with buildings, subject to the laws and regulations respecting Crown lands.

To be sold at the church door of St. Luc, the

Luc, le VINGT ET UNIEME jour de MAI 1930,
à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rimouski, 15 avril 1930. CHS. D'ANJOU.
[Première publication, le 19 avril 1930] 2217—16-2

TWENTY FIRST day of MAY, 1930, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CHS. D'ANJOU,
Rimouski, April 15, 1930. Sheriff.
[First publication, April 19, 1930] 2218—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } ERNEST OUELLET,
No 2458. } Sainte-Luce; vs
ELISEE CLAVEAU, savoir:

1. Les lots Nos trois cent quatre et trois cent huit, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce, à distraire du lot No 308, la partie nord comprenant environ 3 arpents de longueur sur la largeur de la dite terre.

2. La partie nord des lots quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize et quatre-vingt-quatorze au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Donat, de 10 arpents de front sur environ 5 de profondeur dans le côté est et environ dix arpents aussi de profondeur dans le côté ouest, bornée au nord à Sainte-Luce, à l'est, à Louis Desrosiers, au sud à la montagne, à l'ouest à Florian Deschène.

Le tout à charge de la rente viagère stipulée dans un acte de vente-donation devant J.-E. Couture, notaire, le 4 janvier 1916, enregistré à Rimouski, le 4 octobre, sous le No 44414, en faveur de Nicéas Claveau ET AL.

Pour être vendus, l'item 1, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce, le VINGTIEME jour de MAI 1930, à DIX heures de l'avant-midi et l'item 2, à la porte de l'église de Saint-Donat, le même jour, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rimouski, 15 avril 1930. CHS. D'ANJOU.
[Première publication, le 19 avril 1930] 2219—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } ERNEST OUELLET,
No. 2548. } Ste. Luce; vs ELI-
SEE CLAVEAU, to wit:

1. The lots numbers three hundred and four and three hundred and eight, on the official cadastre for the parish of Ste. Luce, to be deducted from lot No. 308, the North part comprising about 3 arpents in length by the width of the said land.

2. The north part of lots ninety one, ninety two, ninety three and ninety four, on the official cadastre for the parish of St. Donat, of 10 arpents in front by about 5 arpents in depth on the East side and about ten arpents also in depth on the West side; bounded on the North by Ste. Luce, on the East by Louis Desrosiers, on the South by the mountain, on the West Florian Deschene.

The whole subject to a life rent stipulated in a deed of sale-gift before J. E. Couture, notary, the 4th of January, 1916, registered at Rimouski, the 4th of October, under No. 44414, in favour of Nicéas Claveau ET AL.

To be sold item 1, at the church door of the parish of Ste. Luce, the TWENTIETH day of MAY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon, and item 2, at the church door of St. Donat, the same day, at HALF past ELEVEN in the forenoon.

Sheriff's office, CHS. D'ANJOU,
Rimouski, April 15, 1930. Sheriff.
[First publication, April 19, 1930] 2220—16-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LA BANQUE DE
District de Roberval, } MONTREAL, corps
No 6744. } politique et incorporé,
ayant une succursale à Saint-Joseph d'Alma,
demanderesse; vs PATRICK LALANCETTE,
du même lieu, défendeur, à savoir:

Un certain terrain ou emplacement situé en la ville de Saint-Joseph d'Alma, étant le lot connu et désigné sous le numéro treize-A-quatre-vingt-quinze (No 13-A-95), aux plan et livre de renvoi officiels d'une subdivision de parties du lot numéro treize-A, au cadastre officiel pour le neuvième rang du canton Signai—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma (Ville d'Alma), MARDI, le DIXIEME jour de JUIN prochain (1930), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
Roberval, le 7 mai, 1930. GEO. LEVESQUE.
[Première publication, 10 mai, 1930] 2625—19-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Québec, } THE BANK OF MON-
District of Roberval, } TREAL, a body po-
No. 6744. } litic and corporate,
having a branch at Saint Joseph d'Alma, plaintiff;
vs PATRICK LALANCETTE, of the same place,
defendant, to wit:

A certain lot of land or emplacement situate in the town of Saint Joseph d'Alma, being the lot known and designated under number thirteen-A-ninety five (No. 13-A-95) on the official plan and book of reference of a subdivision of parts of lot number thirteen-A, on the official cadastre for the ninth range of the township Signai—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Parish d'Alma (Town of Alma), on TUESDAY, the TENTH day of JUNE next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's Office, GEO. LEVESQUE,
Roberval, May 7th, 1930. Sheriff.
[First publication, May 10th, 1930] 2626—19-2

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
 District de Roberval, }
 No 6886. }
 L'EPRET HYPOTHE-
 CAIRE, corpora-
 tion légale, ayant son
 principal bureau d'affaires en la cité de Québec,
 demanderesse; vs DAME LEDA SIMARD, de
 la ville de Saint-Joseph-d'Alma, épouse contrac-
 tuellement séparée de biens de Elzéar Larouche,
 du même lieu, et le dit ELZEAR LAROUCHE,
 tant personnellement que pour autoriser et
 assister sa dite épouse, défenderesse.

A savoir:

Un terrain ou emplacement situé en la ville
 de Saint-Joseph d'Alma, mesurant cinquante
 pieds du nord au sud, sur environ cent pieds de
 l'est à l'ouest, et étant le lot connu et désigné sous
 le numéro dix-huit-A-quatre-vingt-quinze (No
 18A-95), aux plan et livre de renvoi officiels du
 cadastre pour le neuvième rang du Canton Signai,
 et borné comme suit: au nord au lot numéro dix-
 huit-A-quatre-vingt-quatorze, au sud au lot
 dix-huit-A-quatre-vingt-seize, à l'est à une rue
 portant le numéro dix-huit-A-cent deux, et à
 l'ouest au lot numéro dix-huit-A — avec ensemble
 les bâtisses dessus construites, circonstances
 et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
 paroisse de Saint-Joseph-d'Alma, (Ville d'Alma),
 MARDI, le DIXIEME jour de JUIN prochain
 (1930), à DIX heures de l'avant-midi, (heure
 solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
 Roberval, le 7 mai 1930. GEO. LEVESQUE.
 [Première publication, le 10 mai 1930] 2627—19-2

FIERI FACIAS

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
 District de Roberval, }
 No 6859. }
 GARAGE LAC ST-
 JEAN, LIMITEE,
 corporation légale, ayant
 son bureau à Métabetchouan, demanderesse;
 vs ARTHUR PEDNAUD, de Saint-Joseph
 d'Alma, défendeur, à savoir:

La moitié indivise d'un terrain ou emplacement
 situé en la ville de Saint-Joseph d'Alma,
 mesurant soixante-dix pieds de front sur cent
 pieds de profondeur, faisant partie du lot nu-
 mero treize-A suivant la division primitive, et
 connu et désigné aux plan et livre de renvoi offi-
 ciels du cadastre du canton Signai, sous le numéro
 treize-A-soixante-et-seize (13-A-76) du neuvième
 rang—avec la moitié indivise des bâtisses y éri-
 gées, borné au sud au chemin de front du dit
 rang; au nord au lot numéro treize-A-soixante-
 dix-sept; à l'ouest à l'emplacement apparten-
 ant à Chs. Larouche ou encore aux lots cada-
 straux Nos. 13-1-4 pour partie et pour l'autre
 partie au lot 13-A-75 et à l'est au terrain de
 Anicet Bouchard.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
 paroisse de Saint-Joseph d'Alma (Ville d'Alma),
 MARDI, le VINGTIEME jour de MAI pro-
 chain (1930), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Roberval, le 14 avril, 1930. GEO. LEVESQUE.
 [Première publication, le 19 avril, 1930] 2167—16-2

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec, }
 District de Roberval, }
 No 6597. }
 AUGUSTIN TREM-
 BLAY, courtier,
 de Chicoutimi, deman-

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
 District of Roberval, }
 No. 6886. }
 LE PRET HYPO-
 THECAIRE, a law-
 ful corporation, having
 its head-office in the city of Quebec, plaintiff; vs
 DAME LEDA SIMARD, of the town of St.
 Joseph d'Alma, wife separate as to property by
 marriage contract of Elzéar Larouche, of the
 same place, and the said ELZEAR LAROUCHE,
 both personally and to authorize and assist his
 said wife, defendant.

To wit:

A lot of land or emplacement situate in the
 town of Saint-Joseph-d'Alma, measuring fifty
 feet from North to South, by about one hundred
 feet from East to West, and being that lot known
 and designated under number eighteen-A-ninety
 five (No. 18A-95) on the official cadastral plan
 and book of reference for the ninth range of the
 township of Signai, and bounded as follows:
 on the North by lot number eighteen-A-ninety
 four, on the South by lot number eighteen-A-
 ninety six, on the East by a Street bearing number
 eighteen-A-one hundred and two and on the
 West, by lot number eighteen-A — together with
 the buildings thereon erected, circumstances
 and dependencies.

To be sold at the church door of the parish
 of Saint-Joseph-d'Alma, (Ville d'Alma), on
 TUESDAY, the TENTH day of JUNE next,
 1930, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard
 Time).

Sheriff's office, GEO. LEVESQUE,
 Roberval, May 7, 1930. Sheriff.
 [First publication, May 10, 1930] 2628—19-2

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Quebec, }
 District of Roberval, }
 No. 6859. }
 GARAGE LAC ST-
 JEAN, LIMITEE,
 a lawful corporation,
 having its office at Metabetchouan, plaintiff; vs
 ARTHUR PEDNAUD, of Saint-Joseph d'Alma,
 defendant, to wit:

The undivided half of a lot of land or emplacement
 situate in the town of Saint Joseph d'Alma,
 measuring seventy feet in front by one hundred
 feet in depth, forming part of lot number thir-
 teen-A according to the primitive division, and
 known and designated on the official cadastral
 plan and book of reference for the township of
 Signai, under number thirteen-A-seventy-six
 (13-A-76) in the ninth range—with the undivided
 half of the buildings thereon erected, bounded
 on the South by the front road of the said range,
 on the North by lot number thirteen-A-seventy
 seven, on the West by the emplacement belong-
 ing to Chs. Larouche, or again by the cadastral
 lots numbers 13-1-4 for one part and by lot
 13-A-75 for the other part, and on the East by
 the land of Anicet Bouchard.

To be sold at the church door of the parish
 of Saint Joseph d'Alma, (Ville d'Alma) on
 TUESDAY, the TWENTIETH day of MAY
 next, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, GEO. LEVESQUE,
 Roberval, April 14, 1930. Sheriff.
 [First publication, April 19th, 1930] 2168—16-2

FIERI FACIAS.

In the Superior Court.

Province of Quebec, }
 District of Roberval, }
 No. 6597. }
 AUGUSTIN TREM-
 BLAY, broker, of
 Chicoutimi, plaintiff; vs

deux; vs JOSEPH DUFOUR, fils Augustin, des cité et district de Montréal, ci-devant de Saint-Méthode, défendeur.

A savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro dix-neuf (No 19) du troisième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Parent—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode, district de Roberval, MERCREDI, le VINGT ET UNIEME jour de MAI prochain (1930), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif, Roberval, le 15 avril 1930. 2203—16-2
[Première publication, le 19 avril 1930]

JOSEPH DUFOUR, son of Augustin, of the city of Montreal, heretofore of St. Méthode, defendant.

To wit:

A lot of land now known and designated under number nineteen (No. 19) in the third range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Parent—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St. Méthode, district of Roberval, on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of MAY next, (1930), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Sheriff's office, Roberval, April 15, 1930. 2204—16-2
[First publication, April 19, 1930]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

No. 11,225. } CHARLES LOUBIER, marchand, du village de Saint-Benoit, district de Beauce, demandeur; contre AMEDEE PATRY, de la ville de Mathuen, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur:

Les lots de terrain numéros seize et dix-sept-A (16 et 17A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre, pour le rang cinq (5) sud-est, partie ouest, du canton de Winslow—avec les bâtisses, circonstances et dépendances dessus y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse de Winslow (Stornoway), SAMEDI, le QUATORZIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. (Heure solaire).

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Bureau du shérif, Sherbrooke, ce 5 mai 1930. 2561—19-2
[Première publication, le 10 mai 1930]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } ROSE-ANNA LETENDRE, épouse de Nestor Lavigne, demanderesse; contre GEORGE PROVENCHER, ci-devant de Sainte-Hélène, maintenant de lieux inconnus, et LES HERITIERS de feu Dame Ida Boileau, épouse du dit George Provencher, décédée, défendeurs.

1. Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-Hélène de Bagot, sur le deuxième rang, de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro quatre-vingt-quinze (95) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées;

2. Une autre terre sise et située en la dite paroisse de Sainte-Hélène de Bagot, sur le premier rang, connue et désignée comme étant les lots numéros trois et quatre (3 et 4) du cadastre officiel de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

No. 11,225. } CHARLES LOUBIER, merchant, of the village of Saint-Benoit, district of Beauce, plaintiff; against AMEDEE PATRY, of the town of Mathuen, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The lots of land numbers sixteen and seventeen-A (16 and 17A) on the official cadastral plan and book of reference for the fifth (5) range southeast, West part of the township of Winslow—with the buildings, circumstances and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alphonse de Winslow (Stornoway), on SATURDAY, the FOURTEENTH day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard time).

C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sheriff's office, Sherbrooke, May 5, 1930. 2562—19-2
[First publication, May 10, 1930]

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of St. Hyacinthe.

St. Hyacinthe, to wit: } ROSE ANNA LETENDRE, wife of Nestor Lavigne, plaintiff; against GEORGE PROVENCHER, formerly of St. Hélène, now of parts unknown, and the HEIRS of the late Mrs. Ida Boileau, wife of the said George Provencher, deceased, defendants.

1. A land situate in the parish of St. Helene de Bagot, on the second range, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, known and designated under lot number ninety five (95) on the official plan and book of reference of said parish—with buildings thereon erected.

2. Another land situate in the said parish of St. Helene de Bagot, on the first range, known and designated as being lots numbers three and four (3 and 4) on the official cadastre of said parish—with buildings thereon erected.

Pour être vendues séparément à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hélène de Bagot, MARDI, le VINGTIÈME jour de MAI prochain (1930), à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 15 avril 1930. 2173-16-2
[Première publication, le 19 avril 1930]

To be sold separately at the parochial church door of Ste. Helene de Bagot, TUESDAY, on the TWENTIETH day of MAY next, (1930), at HALF passed TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
St. Hyacinthe, April 15th, 1930. 2174-16-2
[First publication, April 19, 1930]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, } THE EAGLE LUM-
Province de Québec, } BER, CO. LTD.,
District de Terrebonne, } Montréal, demande-
No 2561. } resse; vs MAXIMA
SIGOUIN, de Saint-Jérôme, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

La moitié indivise d'un immeuble portant le numéro quatorze de la subdivision du lot original numéro quarante-neuf (No 49-14) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Saint-Jérôme—avec bâtisses et dépendances dessus construites et toutes servitudes actives et passives.

Pour être vendu à mon bureau d'affaires, au Palais de Justice, dans la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGTIÈME jour de MAI, 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 15 avril 1930.
[Première publication, le 19 avril 1930]
2221-16-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } CHARLES-ÉDOUARD
No 230 (1929). } LEBLANC, de-
mandeur; vs DAME ALMA BETTEZ, veuve de
Garneau Trudel, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir:

1. Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Adelphe, faisant partie du numéro sept cent vingt-deux (P. No 722) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Stanislas, contenant en largeur tout le terrain qu'il y a entre les emplacements concédés à Félix Bédard et Victor Desmarais respectivement, ou les représentants de ces derniers, sur une profondeur de deux cents pieds, avec une même largeur au bout de la dite profondeur, et y comprises les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Tel emplacement est celui donné dans le contrat de Garneau Trudel avec Marie-Anne Lafontaine.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Adelphe, faisant partie du lot numéro sept cent vingt-deux (P. No 722) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Stanislas, contenant deux arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur, le tout plus ou moins; borné en front par le chemin public, en profondeur par le cordon des terres du rang Saint-Joseph, d'un côté par Joseph Brousseau et de l'autre côté par une route, à distraire l'emplacement ci-dessus et

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, } THE EAGLE LUM-
Province de Québec, } BER CO., LTD.,
District de Terrebonne, } Montreal, Plaintiff; vs
No. 2561. } MAXIMA SIGOUIN,
of Saint Jerome, Defendant.

As belonging to the said Defendant the following immovable, to wit:

The undivided half of the immovable bearing number fourteen of the subdivision of primitive lot number forty nine (No. 49-14) on the official cadastral plan and book of reference for the Town of Saint Jerome—with buildings and dependencies thereon erected and all the active and passive servitudes.

To be sold at my business office, in the Court House, in the Town of Saint Jerome, said District, on the TWENTIETH of MAY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jerome, April 15th., 1930.
[First publication, April 19th., 1930]
2222-16-2

TROIS RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Trois Rivières.
Trois Rivières, to wit: } CHARLES-ÉDOUARD
No. 230 (1929). } LEBLANC, plaintiff;
vs DAME ALMA BETTEZ, widow of Garneau
Trudel, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. An emplacement situate in the parish of Saint Adelphe, forming part of number seven hundred and twenty two (Pt. No. 722) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas, measuring it width all the land existing between the emplacements sold to Félix Bedard and Victor Desmarais, respectively, or the representatives thereof, by a depth of two hundred feet, with the same width at the end of the said depth and including the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Such emplacement being that given in the deed between Garneau Trudel and Marie Anne Lafontaine.

2. A farm situate in the parish of Saint Adelphe, forming part of lot number seven hundred and twenty two (Pt. No. 722) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas, measuring two arpents in front by twenty six arpents in depth, the whole more or less; bounded in front by the public road, on the depth by the line of the Saint Joseph concession lands, on one side by Joseph Brousseau and on the other side by a by-road, to be withdrawn the above-

quelques autres occupés et possédés suivant titres à cet effet. Telle terre est celle donnée par Ferdinand Trudel à Dame Marie-Anne Lafontaine Trudel.

3. Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Adelphé, de l'autre côté du chemin public, faisant partie du lot numéro sept cent vingt-deux (P. No 722) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Stanislas, tel que clôturé et compris dans les bornes suivantes: En front par le chemin public, en arrière et du côté sud par Dame Veuve Léger Lafontaine et du côté nord par le Dr Elzéar Voisard ou représentant. Tel emplacement est celui acquis par Garneau Trudel de Alfred Roberge.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphé, dans le comté de Champlain, le DIXIEME jour de JUIN prochain 1930, à DIX heures du matin (Heure solaire).

Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 7 mai 1930. 2629—19-2
[Première publication, 10 mai 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat de district.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } JOS. FISHER, de-
No 8051 (1930). } mandeur; vs LES
HERITIERS DE FEU NEREE BERTHIAU-
ME, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, savoir:

Une terre située en la paroisse de la Pointe-du-Lac, dans le rang de l'Acadie, connue et désignée sous le numéro trois cent soixante-dix-huit (No 378) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de la Pointe-du-Lac—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de la Pointe-du-Lac, dans le comté de Saint-Maurice, le VINGT ET UNIEME jour de MAI prochain 1930, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 14 avril, 1930. 2163—16-2
[Première publication, 19 avril, 1930]

mentioned emplacement and some others occupied and owned according to titles to this effect. Such farm being that given by Ferdinand Trudel to Dame Marie Anne Lafontaine Trudel.

3. A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint Adelphé, on the other side of the public road, forming part of lot number seven hundred and twenty two (Pt. No. 722) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas, such as fenced in and comprised within the following boundaries: in front by the public road, at the rear and on the south side by Dame Widow Leger Lafontaine, and on the north side by Dr. Elzear Voisard or representative. Such emplacement being that acquired by Garneau Trudel from Alfred Roberge.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adelphé, in the county of Champlain, on the TENTH day of JUNE next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's Office, PHI. L. LASSONDE, Sheriff.
Trois Rivières, May 7, 1930. 2630—19-2
[First publication, May 10, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, to wit: } JOS. FISHER, plain-
No. 8051 (1930). } tiff; vs LES HERI-
TIERS DE FEU NEREE BERTHIAUME, defendants.

As belonging to the said defendants, to wit:

A farm situate in the parish of Pointe du Lac, in the Acadie range, known and designated under number three hundred and seventy eight (No. 378) on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the county of Saint Maurice, for the parish of Pointe du Lac—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Pointe du Lac, in the county of Saint Maurice, on the TWENTY FIRST day of MAY next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's Office, PHI. L. LASSONDE, Sheriff.
Trois Rivières, April 14, 1930. 2164—16-2
[First publication, April 19th, 1930]

Nominations

No 1879. Elec.
DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de 2 Commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil, en date du 1er mai 1930, de nommer M. Armand Gareau et M. Delphis Lapointe commissaires d'écoles pour la municipalité de canton de Sicotte, dans le comté de Hull. 2525

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 14 avril, 1930.

MM. James Taylor et C.-A. Marcoux, de la cité de Montréal, tous deux employés au Bureau des Postes de Montréal: juges de paix avec

Appointments

No. 1879. Elec.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of 2 School Commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 1st of May, 1930, to appoint Mr. Armand Gareau and Mr. Delphis Lapointe, School Commissioners for the municipality of the township of Sicotte, in the county of Hull. 2526

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of Our Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, April 14, 1930.

Messrs. James Taylor and C. A. Marcoux, of the city of Montreal, both Post Office employees of Montreal: to be Justices of the Peace with

jurisdiction sur le district de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec 1925, chapitre 145, article 358.

Québec, le 15 avril, 1930.

M. J.-Polydore Dutil, de la cité de Québec, arpenteur géomètre: arpenteur et inspecteur des arpentages dans le département des Terres et Forêts de la Province de Québec.

Québec, le 23 avril, 1930.

M. Hervé Dumoulin, de Saint-Elzéar, comté de Laval, marchand, et M. Josaphat Morin, de la cité de Montréal, demeurant au No 3624 rue Sainte-Émilie: juges de paix pour le district de Montréal.

M. Charles Rouleau, de Saint-Paul de Chester: juge de paix pour le district d'Arthabaska.

M. William Russell, de Matane: juge de paix pour le district de Rimouski.

M. Frederick Richard Hunt, de la cité de Montréal, 6250 avenue Monkland: juge de paix avec juridiction sur la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec 1925, chapitre 145, article 358.

Québec, le 26 avril, 1930.

M. T.-Wilfrid Edge, de la cité de Québec, avocat et Conseil en Loi du Roi: Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Québec.

Québec, le 28 avril 1930.

M. M.-A. Schwartz, de la cité de Montréal, comptable public, résidant à 193 rue Sainte-Catherine, Ouest: juge de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 29 avril 1930.

MM. Hugh-Arthur Crombie, de la cité de Montréal, demeurant au No 791 Roslyn Ave., Wesley-Francis Goodfellow, de Ville Saint-Pierre, demeurant au No 145 Ave Hillcrest, F.-J. Rowe, de la cité de Montréal, demeurant au No 271 rue St-Roch, Louis Levine, commerçant, de la cité de Montréal, demeurant au No 125 Blvd. Saint-Joseph Ouest, Joseph Guttman, industriel, Outremont, demeurant au No 935, Ave. Dunlop, et Arthur-A. Rohrlick, de la cité de Montréal, demeurant au No 357 Ave Fairmount: juges de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 30 avril, 1930.

M. Léonidas DesRosiers, de Montebello, agent d'assurances: juge de paix pour le district de Hull.

Québec, le 2 mai, 1930.

M. J.-Ladouceur, d'Aylmer: juge de paix pour le district de Hull.

M. J.-Eutrope Couture, de la cité de Québec, marchand, demeurant à 12 rue de la Couronne: juge de paix avec juridiction sur le district de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 145, article 358.

M. Rosario Messier, de la cité de Montréal, sec.-trésorier de l'Association des marchands détaillants du Canada, 180 Sainte-Catherine Est: juge de paix avec juridiction sur le district de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des Statuts Refondus 1925, chapitre 145, article 358.

jurisdiction over the district of Montreal, for the purposes of administering the oath only, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145, article 358.

Quebec, April 15, 1930.

Mr. J. Polydore Dutil, of the city of Quebec, land-surveyor: to be Surveyor and Inspector of Surveys in the Department of Lands and Forests of the Province of Quebec.

Quebec, April 23, 1930.

Mr. Hervé Dumoulin, of Saint Elzéar, county of Laval, merchant, and Mr. Josaphat Morin, of the city of Montreal, residing at No. 3624 Sainte Emilie street; to be Justices of the Peace for the district of Montreal.

Mr. Charles Rouleau, of Saint Paul de Chester: to be a Justice of the Peace for the district of Arthabaska.

Mr. William Russell, of Matane: to be a Justice of the Peace for the district of Rimouski.

Mr. Frederick Richard Hunt, of the city of Montreal, 6250 Monkland Avenue: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the Province of Quebec, for the purposes of administering the oath only, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145, article 358.

Quebec, April 26, 1930.

Mr. T. Wilfrid Edge, of the city of Quebec, advocate and King's Counsel: to be Prothonotary of the Superior Court for the district of Quebec.

Quebec, April 28, 1930.

Mr. M.-A. Schwartz, of Montreal, public accountant, residing at No. 193, Saint Catherine Street West: to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Quebec, April 29, 1930.

Messrs Hugh Arthur Crombie, of the city of Montreal, residing at No. 791, Roslyn Avenue, Wesley Francis Goodfellow, of the Town of Saint Pierre, residing at No. 145, Hillcrest Avenue, Messrs. F. J. Rowe, of the city of Montreal, residing at No. 271, Saint Roch street, Louis Levine, trader, of the city of Montreal, residing at No. 125 Saint Joseph Boulevard West, Joseph Guttman, manufacturer, Outremont, residing at No. 935, Dunlop Avenue, and Arthur A. Rohrlick, of the city of Montreal, residing at No. 357, Fairmount Avenue: to be Justices of the Peace for the district of Montreal.

Quebec, April 30, 1930.

Mr. Léonidas Desrosiers, of Montebello, insurance agent: to be a Justice of the Peace for the district of Hull.

Quebec, May 2, 1930.

Mr. J. Ladouceur, of Aylmer: to be a Justice of the Peace for the district of Hull.

Mr. J. Eutrope Couture, of the city of Quebec, merchant, residing at No. 12 Crown street: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Quebec, for the purposes of administering the oath only, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145, article 358.

Mr. Rosario Messier, of the city of Montreal, secretary-treasurer of the Retail Merchants' Association of Canada, 180 Saint Catherine Street East: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the District of Montreal, for the purposes of administering the oath only, pursuant to the provisions of the Revised Statutes 1925, chapter 145, article 358.

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

H.-G. CARROLL.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'elles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'une re-
Assistant-Procureur- } quête Nous a été
Général. } présentée, demandant
de détacher de la municipalité de canton d'Albanel, comté du Lac-Saint-Jean-Ouest, le territoire ci-après décrit, et de l'ériger en municipalité distincte sous le nom de la municipalité du village d'Albanel, dans le même comté;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité du canton d'Albanel, après cette érection, une population de plus de trois cents âmes:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du premier mai 1930, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Ce territoire, situé dans les sixième et septième rangs du canton d'Albanel, et dont les bornes—en référence au cadastre officiel fait pour le canton d'Albanel, dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest—sont: vers le sud-est dans le sixième rang, la ligne séparant le lot numéro vingt-huit (28) du lot numéro vingt-neuf-A (29A), sur une profondeur de cinq cent soixante-dix (570) pieds (8.64 chs) à partir de la limite vraie du septième rang et, celle qui lui fait suite dans ce dernier rang entre lots vingt-huit-A et vingt-neuf-A (28A et 29A), sur une égale longueur de 570 pieds à partir de la limite vraie dudit septième rang; vers le nord-ouest, la ligne entre les lots numéros trente-deux et trente-trois-A (32 et 33A), dans chacun des sixième et septième rangs, sur mêmes et égales profondeurs que précédemment; vers le nord-est dans le sixième rang et, le sud-ouest dans le septième rang, une ligne menée en travers les lots numéros de vingt-neuf-A (29A) à trente-deux (32) dans chacun de ces deux rangs, suivant une parallèle à la limite vraie entre les deux rangs susdits et distante de 570 pieds de celle-ci, dans la manière que déterminée par les bornes du sud-est et du nord-ouest—est détaché de la municipalité du canton d'Albanel et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "la municipalité du village d'Albanel", dans le comté municipal de Lac-Saint-Jean-Ouest, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

H. G. CARROLL.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS Applica-
Deputy-Attorney- } tion has been made
General. } to Us, to detach from
the municipality of the township of Albanel, county of Lake St. John West, the territory hereinafter described and to erect the same into a separate municipality under the name of "the Municipality of the Village of Albanel", in the same county;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, that the said territory is within the conditions required by law to form a municipality, and that there shall remain in the municipality of the township of Albanel, after such erection, a population of over three hundred souls;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the first of May, 1930, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare that the following territory, to wit:

The territory situate in the sixth and seventh ranges of the township of Albanel, and whose boundaries—according to the official cadastre made for the township of Albanel, in the registration division for Lake Saint John West— are: to the Southeast in the sixth range, the line dividing lot number twenty eight (28) from lot number twenty nine-A (29A), for a depth of five hundred and seventy (570) feet (8.64 chs) from the true limit of the seventh range and, that following it in the said latter range between lots twenty eight-A and twenty nine-A (28A and 29A), for an equal length of 570 feet from the true limit of the said seventh range; to the Northwest, the line between lots numbers thirty two and thirty three-A (32 and 33A) in each of the sixth and seventh ranges, for the same and equal depths as the preceding; to the Northeast in the sixth range and, the Southwest in the seventh range, a line drawn across lots numbers from twenty nine-A (29A) to thirty two (32) in each of these two ranges, following a parallel to the true limit between the two aforesaid ranges and at a distance of 570 feet from the latter, in the manner determined by the Southeast and Northwest boundaries—shall be detached from the municipality of the township of Albanel and erected into a separate municipality under the name of "The Municipality of the Village of Albanel", in the municipal county of Lake Saint John West, from and after the date of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre Province de QUÉBEC, ce SIXIEME jour de MAI en l'année mil neuf cent trente de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2589 ALEXANDRE DESMEULES.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
H.-G. CARROLL.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'une
Assistant-Procureur- } requête Nous a été
Général. } présentée, demandant
de détacher de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, le territoire ci-après décrit, et de l'ériger en municipalité distincte, sous le nom de "La municipalité de Nicolet-Sud", dans le même comté;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la Loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, après cette érection, une population de plus de trois cents âmes:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 24 avril 1930, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Le territoire, dans la seigneurie de Nicolet et dont les bornes—en référence au plan du cadastre officiel fait pour la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, dans la seconde division d'enregistrement de Nicolet—sont: vers l'ouest, le lac Saint-Pierre depuis son point de contact avec la limite nord-est de la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre, jusqu'au milieu du chenal de la Ferme; vers le sud-ouest, ladite limite de paroisse jusqu'au milieu de la rivière Nicolet-Sud-Ouest; vers l'est et le sud-est, une ligne menée suivant le milieu de cette rivière jusqu'à son point de jonction avec la rivière Nicolet-Nord-Est; vers le nord, le milieu du chenal de la Ferme et, à la suite, une ligne menée suivant le milieu de la rivière Nicolet, de manière à inclure les îles numéros 407, 409, 410, 413, 414, 415 et 416, jusqu'au point de jonction des rivières Nicolet-Sud-Ouest et Nicolet-Nord-Est,—est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet et érigé en une municipalité, sous le nom de "la municipalité de Nicolet-Sud", dans le comté municipal de Nicolet,

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of our said Province.

At our Government House, in Our City of QUÉBEC, in Our said Province, this SIXTH day of MAY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty and in the twenty first year of Our Reign.

By command.

ALEXANDRE DESMEULES,
2590 Acting Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
H. G. CARROLL.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS applica-
Deputy-Attorney- } tion has been made
Général. } to Us, to detach from
the municipality of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, the territory hereinafter described, and to erect the same into a separate municipality, under the name of "The Municipality of Nicolet-South," in the same County;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, that the said territory is within the conditions required by law to form a Municipality, and that there shall remain in the Municipality of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, after such erection, a population of over three hundred souls:

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 24th. of April, 1930, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby enact that the following territory, to wit:

The territory, in the Nicolet Seigneurie, the boundaries of which—according to the official cadastral plan made for the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, in the second registration division of Nicolet, are: towards the West, Lake Saint-Pierre, from its point of contact with the Northeast limit of the municipality of the parish of Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre as far as the middle of the channel of La Ferme; towards the South-west, the said parish limit as far as the middle of the river Nicolet-Southwest; towards the East and Southeast, a line drawn from the middle of such river as far as its intersection with the river Nicolet-Northeast towards the North, the middle of the channel of La Ferme, and following, a line drawn along the middle of the river Nicolet, in such manner as to include islands numbers 407, 409, 410, 413, 414, 415 and 416, as far as the intersection of the rivers Nicolet-Southwest and Nicolet-Northeast—shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet and erected into a municipality, under the name of "The Municipality of Nicolet

à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre Province de QUEBEC, ce SIXIEME jour de MAI, en l'année mil neuf cent trente de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2587 ALEXANDRE DESMEULES.

South", in the municipal county of Nicolet, from and after the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this SIXTH day of MAY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty and in the twenty first year of Our Reign.

By Command,
ALEXANDRE DESMEULES.
2588 Acting Assistant Provincial Secretary.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, Cour Supérieure, No 2658. Dame Marguerite Morneau, épouse de Joseph Proulx, de la paroisse de Sainte-Blandine, dans le district de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph Proulx, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-neuvième jour d'avril 1930.

Rimouski, le 29 avril 1930.
Les procureurs de la demanderesse,
2613—19-4 COTÉ & JESSOP.

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure, No 11705. Dame Claudia Rodrigue, de Saint-Victor, épouse de Gédéon Tardif, cultivateur, de Saint-Victor, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Gédéon Tardif, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-quatrième jour d'avril 1930.

Saint-Joseph, Beauce, mai 7, 1930.
Le procureur de la demanderesse,
2615—19-4 ANT. LACOURCIERE.

Avis divers

Avis est par le présent donné que "The Ritchie Cut-Stone Company, Limited", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par procuration, M. William Mann, de "The Ritchie Cut-Stone Company, Limited", rue Wanklyn, ville LaSalle, dans la province de Québec, son agent principal, avec son bureau chef d'affaires dans la dite ville, en remplacement de M. C.-C. Porter.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2621 ALEXANDRE DESMEULES.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No. 2658. Dame Marguerite Morneau, wife of Joseph Proulx, of the parish of Sainte Blandine, in the district of Rimouski, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Joseph Proulx, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the twenty ninth day of April, 1930.

Rimouski, April 29, 1930.
COTÉ & JESSOP,
2614—19-4 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. 11705. Dame Claudia Rodrigue, of Saint Victor, wife of Gédéon Tardif, farmer, of Saint Victor, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Gedeon Tardif, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty fourth day of April, 1930.

Saint Joseph, Beauce, May 7, 1930.
ANT. LACOURCIERE,
2616—19-4 Attorney for plaintiff.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that "The Ritchie Cut-Stone Company, Limited", authorized to carry on business in this Province, has by new power of attorney, appointed Mr. William Mann, care of "The Ritchie Cut-Stone Company, Limited", Wanklyn Street, Town of LaSalle, in the Province of Quebec, to be its chief agent, with head-office in said town, replacing Mr. C. C. Porter.

ALEXANDRE DESMEULES,
2622 Acting Assistant Provincial Secretary.

Bureaux-chef

Avis est donné que la compagnie "La Mine d'Or Venus, Limitée", (Libre de responsabilité personnelle), a transporté ses bureaux au No 132, rue Saint-Pierre, édifice Sun Trust, Québec.

Québec, le premier mai 1930.

L'assistant-secrétaire,
2617 L.-M. COTÉ.

"FERME DE FOURRURES FRANCO-BELGE, LTEE"

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Ferme de Fourrures Franco-Belge, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes le vingt et unième jour de mars 1930, et ayant son bureau-chef en la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 339 de la rue Saint-Paul, à Québec, dans le district de Québec.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Québec, ce 1er jour d'avril 1930.

Le président,
2619 DAVID SAMSON.

Chief Offices

Notice is given that the company "La Mine d'Or Venus, Limitée" (No Personal Liability), has transferred its offices to No. 132, St. Peter Street, Sun Trust Building, Quebec.

Quebec, May the first, 1930.

L. M. COTE,
2618 Assistant-Secretary.

"FERME DE FOURRURES FRANCO-BELGE, LTEE"

Notice is hereby given that the company "Ferme de Fourrures Franco-Belge, Ltée", incorporated by letters patent the twenty first day of March, 1930, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 339, St. Paul Street, at Quebec, in the district of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Dated at Quebec, this first day of April, 1930.

DAVID SAMSON,
2620 President.

Soumissions

Avis public est par les présentes donné:

Que la Corporation du village Est de Saint-Georges de Beauce recevra, d'ici au 26 mai courant, des soumissions au bureau du secrétaire pour un emprunt de \$10,000.00 à 5% payables par annuités pendant 20 ans, à dater de la livraison. Les intérêts et fonds d'amortissement étant payables semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre chaque année au bureau de la Banque Royale de Saint-Georges de Beauce, et à ses succursales.

Ces soumissions devront être cachetées et accompagnées d'un chèque de 1% de la valeur de l'emprunt.

Objet de l'emprunt:

Reconstruction du pont sur la rivière Chaudière à Saint-Georges de Beauce.

Le Conseil ne s'engage pas à accepter ni la plus haute ni la plus basse, ni aucune des soumissions qui seront faites.

Le dit emprunt est autorisé par règlement No 61 approuvé par le Ministre des Affaires Municipales le 1er mai courant.

Saint-Georges de Beauce, ce 7 mai, 1930.

Le secrétaire-trésorier,
2611-19-2 GEORGES PAQUET.

Tenders

Notice is hereby given:

That the Corporation of the village East St. George de Beauce, shall receive from to-day until May 26th instant, tenders at the office of the secretary, for a loan of \$10,000.00 at 5% payable annually during 20 years from date of delivery. The interest and sinking fund shall be payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year at the office of the Royal Bank of St. George de Beauce, and at its branches.

The said tenders must be sealed and accompanied by a cheque of 1% of the value of the loan.

Object of the loan.

Rebuilding the bridge over the Chaudière river at St. George de Beauce.

The Council shall not be bound to accept either the highest or the lowest or any of the tenders submitted.

The said loan is authorized by by-law No. 61, approved by the Minister of Municipal Affairs on the 1st of May instant.

St. Georges de Beauce, this May 7, 1930.

GEORGES PAQUET,
2612-19-2 Secretary-Treasurer.

Ventes—Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de J.-L. Marier, marchand, Rivière-du-Loup, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le TREIZIEME jour de JUIN 1930, à ONZE heures de l'avant-midi, heure solaire, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Patrice de Rivière-du-Loup, Qué., l'immeuble de cette faillite ci-après décrit:

Sales—Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of J. L. Marier, merchant, Rivière-du-Loup, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the THIRTEENTH day of JUNE, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon, standard time, the immovable in this bankruptcy, hereinafter described, shall be sold by public auction at the parochial church door of St. Patrice de Rivière-du-Loup, Que.

Item A. No 1. Un emplacement faisant partie du lot de terre numéro deux cent deux (Ptie 202) au cadastre officiel de la ville de Fraserville, mesurant 12 pieds de front par 50 pieds de profondeur, borné au nord, en front à la rue Sainte-Anne, au sud-ouest, à J.-A. Thibault, au sud-est à Paul Ouellet, et au nord-est au terrain ci-après décrit:

No 2. Un terrain ou emplacement, mesurant cinq mille deux cents pieds anglais en superficie, borné en front au nord-est, à la rue Amyot, au sud-ouest au terrain ci-dessus, au nord-ouest à la rue Sainte-Anne, et au sud-est à Alf. Fortin ou représentants, lequel terrain fait également partie du lot de terre numéro deux cent deux (Ptie 202) au dit cadastre officiel de la ville de Fraserville, comté de Témiscouata—avec la bâtisse et dépendances.

L'item A sera offert en vente au plus haut enchérisseur, sujet aux rentes existantes.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, le 7 mai 1930.

Le syndic,
R. ERNEST LEFAIVRE.

Bureaux: 147, Côte de la Montagne.

Québec, Qué.

2607—19-2

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de J.-Roméo Tremblay, garage, La Malbaie, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le ONZIEME jour de JUIN 1930, à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de La Malbaie, comté de Charlevoix, l'immeuble de cette faillite ci-après décrit:

Item A.—Un lopin de terre ou emplacement situé en la paroisse de La Malbaie, rang de la Pointe-au-Pic, faisant partie du lot numéro sept cent cinquante-trois (753) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, contenant environ 60 pieds de largeur en front au chemin public et environ 150 pieds dans le haut de la profondeur qui est de un arpent, le tout plus ou moins, le dit lopin de terre borné comme suit: en front, au nord-est au chemin public du dit rang de Pointe au Pic, à la profondeur au sud-ouest, au terrain du Dr Lockwood, d'un côté au sud-est à une route privée à F.-X. Pednaud, et au nord-ouest au terrain de Jos. Harvey—avec le garage dessus construit, circonstances et dépendances; sauf à distraire la partie vendue à Dame Louise-D. Lockwood, telle que décrite dans un acte de vente passé devant le notaire Warren, sous le numéro 5935.

L'item A sera offert en vente au plus haut enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C. et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Item A. No. 1. An emplacement forming part of lot of land number two hundred and two (Pt. 202) on the official cadastre for the town of Fraserville, measuring 12 feet in front by 50 feet in depth, bounded on the North, in front by Ste. Anne Street, on the Southwest by J. A. Thibault, on the Southeast by Paul Ouellet and on the Northeast by the land hereinafter described;

No. 2. A lot of land or emplacement measuring five thousand two hundred feet, English measure, in area, bounded in front on the Northeast by Amyot Street, on the Southwest by the above lot of land, on the Northwest by Ste. Anne Street and on the Southeast by Alf. Fortin or representatives, such land also forming part of lot of land number two hundred and two (202) on the official cadastre for the town of Fraserville, County of Témiscouata—with the building and dependencies.

Item A shall be offered for sale to the highest bidder, subject to the existing rents.

The sale is to be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P., and also article forty five of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

The titles and certificate may be examined at any time by applying at the offices of the undersigned trustee.

Condition of payment: Cash.

Quebec, May 7, 1930.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Trustee.

Offices: 147, Mountain Hill,

Quebec, Que.

2608—19-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of J. Romeo Tremblay, garage owner, La Malbaie, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of JUNE, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time), there will be sold by public auction, at the parochial church door of La Malbaie, county of Charlevoix, the immovable of said bankruptcy hereafter described:

Item A.—A parcel of land or emplacement situate in the parish of La Malbaie, range of Pointe au Pic, forming part of lot number seven hundred and fifty three (753) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de la Malbaie, containing about 60 feet in width in front on the public road and about 150 feet at the end of the depth which is one arpent, the whole more or less, the said parcel of land being bounded as follows: in front on the northeast by the public road of the said range of Pointe au Pic, at the depth on the Southwest by the land of Dr. Lockwood, on one side to the Southeast by a private road of F. X. Pednaud, and on the Northwest by the land of Jos. Harvey—with a garage thereon erected, circumstances and dependencies; save to be withdrawn the part sold to Dame Louise D. Lockwood, as described in a deed of sale passed before notary Warren, under number 5935.

Item A shall be offered for sale to the highest bidder.

This sale is to be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) of the C. C. P., and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, le 5 mai 1930.

Le syndic,
R. ERNEST LEFAIVRE.
Bureaux: 147, côte de la Montagne,
Québec, Qué. 2609—19-2

The titles and certificate may be examined at any time by applying at the offices of the undersigned trustee.

Conditions of payment: Cash.
Quebec, May 5, 1930.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Trustee.
Offices: 147, Mountain Hill,
Quebec, Que. 2610—19-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 19

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Belzil vs Rioux.....	1702
" Bernhut vs Taffert.....	1702
" Deitchman vs Weigensberg.....	1703
" Deschênes vs Dionne.....	1703
" Desrochers vs Audet.....	1703
" Otis vs St-Louis.....	1702
" Pollock vs Pollock.....	1702
" Malooly vs Salhany.....	1703
" Morneau vs Proulx.....	1740
" Muscovicz vs Poyaner.....	1703
" Paquette vs Coulombe.....	1702
" Rodrigue vs Tardif.....	1740
" Voyna vs Komarnicka alias Mudry..	1703

ANNONCEURS:—Avis aux..... 1643

AVIS DIVERS:—

Association des Chimistes Professionnels de Québec.....	1704
Le Patronage Saint-Vincent-de-Paul.....	1704
The Ritchie Cut-Stone Co., Ltd.....	1740
The Salmon Lake Drive and Boom Asso- ciation, Ltd.....	1704

BUREAU-CHEF:—

Ferme de Fourrures Franco-Belge, Ltée.....	1741
Freed Paper Box Manufacturing Co., Ltd.....	1705
La Mine d'Or Venus, Ltée.....	1741
National Windsor Garages, Inc.....	1705
The British American Paper Box Co., Ltd.....	1705

CHARTRE—ABANDON DE:—

N. A. Timmins, Inc.....	1705
-------------------------	------

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—

Cité de Grand'Mère.....	1699
-------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Aubert-Gallion.....	1699
Municipalité scolaire d'Eastman.....	1700
Municipalité scolaire de Campbell's Bay.....	1700
Municipalité scolaire de Saint-Claude.....	1700
Municipalité scolaire de Saint-Hyacinthe.....	1700
Municipalité scolaire de Saint-Irénée.....	1700
Pointe-au-Pic.....	1700
Saint-Antoine-de-Pontbriand.....	1701
Village de Lavaltrie.....	1701
Village de Sainte-Thècle.....	1701
Village de Templeton.....	1701

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Belzil vs Rioux.....	1702
" Bernhut vs Taffert.....	1702
" Deitchman vs Weigensberg.....	1703
" Deschênes vs Dionne.....	1703
" Desrochers vs Audet.....	1703
" Otis vs St-Louis.....	1702
" Pollock vs Pollock.....	1702
" Malooly vs Salhany.....	1703
" Morneau vs Proulx.....	1740
" Muscovicz vs Poyaner.....	1703
" Paquette vs Coulombe.....	1702
" Rodrigue vs Tardif.....	1740
" Voyna vs Komarnicka alias Mudry..	1703

ADVERTISERS:—Notice to..... 1643

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Association of Professional Chemists of Quebec.....	1704
Le Patronage Saint-Vincent-de-Paul.....	1704
The Ritchie Cut-Stone Co., Ltd.....	1740
The Salmon Lake Drive and Boom Asso- ciation, Ltd.....	1704

CHIEF-OFFICE:—

Ferme de Fourrures Franco-Belge, Ltée.....	1741
Freed Paper Box Manufacturing Co., Ltd.....	1705
La Mine d'Or Venus, Ltée.....	1741
National Windsor Garages, Inc.....	1705
The British American Paper Box Co., Ltd.....	1705

CHARTER—SURRENDER OF:—

N. A. Timmins, Inc.....	1705
-------------------------	------

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

City of Grand'Mère.....	1699
-------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Aubert-Gallion.....	1699
School municipality of Eastman.....	1700
School municipality of Campbell's Bay.....	1700
School municipality of Saint Claude.....	1700
School municipality of Saint Hyacinthe.....	1700
School municipality of Saint Irenee.....	1700
Pointe-au-Pic.....	1700
Saint-Antoine-de-Pontbriand.....	1701
Village of Lavaltrie.....	1701
Village of Saint Thecle.....	1701
Village of Templeton.....	1701

LETTRES PATENTES:—

A Gaston Munich, Inc.....	1644
A Lacroix, Limitée.....	1646
Balfour Cafeteria, Inc.....	1647
Barney's Company, Limited.....	1648
Belley Realty & Construction Co., Ltd..	1650
Bernard Gordon, Inc.....	1653
Canadian Record of National Develop- ment, Inc.....	1654
Chatham Meat Market, Inc.....	1656
Club de l'Est, Inc.....	1657
Commerce & Credit Corporation.....	1658
Côté Company, Limited.....	1659
Côté & Lewis Corp., Ltd.....	1662
E. & D. Dress Manufacturing Co., Ltd..	1664
Georgette & Macdonald, Ltd.....	1665
Gordon Investments, Inc.....	1667
Hamilton, Ltée—Hamilton, Ltd.....	1669
Immeuble des Chevaliers, Inc.....	1671
La Brique de Scott, Inc.....	1671
La Briqueterie Lotbinière, Ltée.....	1674
Laurin Express, Ltd.....	1677
Le Club des Maîtres Plombiers de Mont- réal, Inc.—Master Plumbers Club of Montreal, Inc.....	1678
Les Laboratoires Industriels, Ltée— Industrial Laboratories, Ltd.....	1679
Loretta Dress Shoppe, Inc.....	1681
Maison Almanzor, Inc.....	1682
Mount Royal Amusement Co., Ltd.....	1684
P.-E. D'Anjou & Fils, Ltée.....	1686
Renardière Ste-Thérèse, Ltée.....	1687
Rice's Departmental Store, Ltd.....	1690
Secrétariat des Syndicats Catholiques de Québec, Inc.....	1691
Société Canadienne Monrubel, Inc.....	1692
Tremblay & Beaulieu, Ltée.....	1694
West End Improvement Corp.....	1695

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Bayriche Realty Corporation.....	1698
His Majesty's Theatre Co., Ltd.....	1698
Hospice Saint-Henri, Inc.....	1698
Latter & Charters, Limited.....	1698
Laurentide Investors Corp.....	1699
Verdun Palace Theatre Co., Ltd.....	1699

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Liste additionnelle où les ours causent des dommages.....	1702
Société Coopérative Agricole de Belle- chasse.....	1701

MINUTES DE NOTAIRE:—

Choquette, Jean-Robert.....	1706
-----------------------------	------

NOMINATIONS :—

Commissaires d'écoles.....	1736
Diverses.....	1736

PROCLAMATION :—

Municipalité de Nicolet-Sud.....	1739
Village d'Albanel.....	1738

RATIFICATION DE TITRE:—

Pernarosky, John.....	1706
-----------------------	------

LETTERS PATENT:—

A Gaston Munich, Inc.....	1644
A Lacroix, Limitée.....	1646
Balfour Cafeteria, Inc.....	1647
Barney's Company, Limited.....	1648
Belley Realty & Construction Co., Ltd..	1650
Bernard Gordon, Inc.....	1653
Canadian Record of National Develop- ment, Inc.....	1654
Chatham Meat Market, Inc.....	1656
Club de l'Est, Inc.....	1657
Commerce & Credit Corporation.....	1658
Côté Company, Limited.....	1659
Côté & Lewis Corp., Ltd.....	1662
E. & D. Dress Manufacturing Co., Ltd..	1664
Georgette & Macdonald, Ltd.....	1665
Gordon Investments, Inc.....	1667
Hamilton, Ltée—Hamilton, Ltd.....	1669
Immeuble des Chevaliers, Inc.....	1671
La Brique de Scott, Inc.....	1671
La Briqueterie Lotbinière, Ltée.....	1674
Laurin Express, Ltd.....	1677
Le Club des Maîtres Plombiers de Mont- réal, Inc.—Master Plumbers Club of Montreal, Inc.....	1678
Les Laboratoires Industriels, Ltée— Industrial Laboratories, Ltd.....	1679
Loretta Dress Shoppe, Inc.....	1681
Maison Almanzor, Inc.....	1682
Mount Royal Amusement Co., Ltd.....	1684
P.-E. D'Anjou & Fils, Ltée.....	1686
Renardière Ste-Thérèse, Ltée.....	1687
Rice's Departmental Store, Ltd.....	1690
Secrétariat des Syndicats Catholiques de Québec, Inc.....	1691
Société Canadienne Monrubel, Inc.....	1692
Tremblay & Beaulieu, Ltée.....	1694
West End Improvement Corp.....	1695

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Bayriche Realty Corporation.....	1698
His Majesty's Theatre Co., Ltd.....	1698
Hospice Saint-Henri, Inc.....	1698
Latter & Charters, Limited.....	1698
Laurentide Investors Corp.....	1699
Verdun Palace Theatre Co., Ltd.....	1699

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Additional list where bears cause damage.	1702
Société Coopérative Agricole de Belle- chasse.....	1701

NOTARIAL MINUTES:—

Choquette, Jean-Robert.....	1706
-----------------------------	------

APPOINTMENTS:—

School Commissioners.....	1736
Miscellaneous.....	1736

PROCLAMATION :—

Municipality of Nicolet South.....	1739
Village of Albanel.....	1738

CONFIRMATION OF TITLE:—

Pernarosky, John.....	1706
-----------------------	------

SOUMISSIONS:—

Cité des Trois-Rivières.....	1707
Syndics de l'école Dissidente de Shawinigan Falls.....	1708
Village de Saint-Georges-est.....	1741

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian Pacific Express Co.....	1708
----------------------------------	------

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

A. Fournier, Ltée.....	1711
Auto-Parc Matapédia, Enr.....	1710
Bélanger, Jean-Baptiste.....	1712
Collin & Frère.....	1709
Garage Saint-Zotique.....	1714
Guillemette, J.-Elzéar.....	1709
La Caisse Populaire de Saint-Eusèbe.....	1714
Marier, J.-L.....	1741
Montagne Investments, Ltd.....	1715
Rheault, J.-J.-B.....	1711
Tremblay, Ernest.....	1712
Tremblay, J.-Roméo.....	1742

VENTE POUR TAXES:—

Ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.....	1716
---	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ABITIBI :—

La Société de Prêts et Placements de Québec vs Duguay.....	1720
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Trudel.....	1720
O'Meara vs Fisher Quebec Gold Mines, Ltd.....	1719
The Ogilvie Flour Mills Co., Ltd. vs Robitaille.....	1720

ARTHABASKA :—

Gosselin vs Demers.....	1721
-------------------------	------

BEAUCE:—

Vachon vs Lamontagne.....	1721
---------------------------	------

BEDFORD :—

Déry vs Caron.....	1721
Massé vs Larocque <i>et al.</i>	1722
Nutting <i>et al</i> vs Petit & Cie.....	1722

CHICOUTIMI :—

Jean vs La Cie d'Immeubles du Saguenay, Ltée.....	1723
---	------

KAMOURASKA :—

Charest vs Bernier.....	1724
Dumont vs Aubert.....	1724
Roy dit Desjardins <i>et vir</i> vs Lévesque.....	1723

MONTMAGNY :—

Frenette vs Côté.....	1725
-----------------------	------

MONTRÉAL :—

Bigras vs Dion.....	1727
Broch vs Lambert.....	1725
Cité de Montréal vs Lefebvre <i>et al.</i>	1725

TENDERS:—

City of Trois Rivières.....	1707
Trustees of the Dissident School of Shawinigan Falls.....	1708
Village of Saint Georges east.....	1741

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian Pacific Express Co.....	1708
----------------------------------	------

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

A. Fournier, Ltée.....	1711
Auto-Parc Matapédia, Enr.....	1710
Bélanger, Jean-Baptiste.....	1712
Collin & Frère.....	1709
Garage Saint-Zotique.....	1714
Guillemette, J.-Elzéar.....	1709
La Caisse Populaire de Saint-Eusèbe.....	1714
Marier, J.-L.....	1741
Montagne Investments, Ltd.....	1715
Rheault, J.-J.-B.....	1711
Tremblay, Ernest.....	1712
Tremblay, J.-Roméo.....	1742

SALE FOR TAXES:—

Town of Saint Léonard de Port Maurice.....	1716
--	------

SHERIFFS' SALES :—

ABITIBI :—

La Société de Prêts et Placements de Québec vs Duguay.....	1720
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Trudel.....	1720
O'Meara vs Fisher Quebec Gold Mines, Ltd.....	1719
The Ogilvie Flour Mills Co., Ltd. vs Robitaille.....	1720

ARTHABASKA :—

Gosselin vs Demers.....	1721
-------------------------	------

BEAUCE:—

Vachon vs Lamontagne.....	1721
---------------------------	------

BEDFORD :—

Déry vs Caron.....	1721
Massé vs Larocque <i>et al.</i>	1722
Nutting <i>et al</i> vs Petit & Cie.....	1722

CHICOUTIMI :—

Jean vs La Cie d'Immeubles du Saguenay, Ltée.....	1723
---	------

KAMOURASKA :—

Charest vs Bernier.....	1724
Dumont vs Aubert.....	1724
Roy dit Desjardins <i>et vir</i> vs Lévesque.....	1723

MONTMAGNY :—

Frenette vs Côté.....	1725
-----------------------	------

MONTREAL :—

Bigras vs Dion.....	1727
Broch vs Lambert.....	1725
City of Montreal vs Lefebvre <i>et al.</i>	1725

Cité de Saint-Lambert vs Pulos.....	1726	City of Saint Lambert vs Pulos.....	1726
Hamel vs Bourbonnière.....	1727	Hamel vs Bourbonnière.....	1727
Massey-Harris Co., Ltd. vs Lortie.....	1727	Massey-Harris Co., Ltd. vs Lortie.....	1727
Putmans <i>et vir</i> vs Bourdeau.....	1726	Putmans <i>et vir</i> vs Bourdeau.....	1726
Theoret vs Patenaude <i>et vir</i>	1728	Théoret vs Patenaude <i>et vir</i>	1728
The Trust & Loan Co. of Canada vs Ménard <i>et al.</i>	1729	The Trust & Loan Co. of Canada vs Ménard <i>et al.</i>	1729
PONTIAC :—		PONTIAC :—	
Bros vs Sparling.....	1729	Bros vs Sparling.....	1729
QUÉBEC :—		QUÉBEC :—	
Desroches vs Ratté.....	1730	Desroches vs Ratté.....	1730
Garneau vs Ferland <i>alias</i> Couture.....	1730	Garneau vs Ferland <i>alias</i> Couture.....	1730
Robitaille <i>et al</i> vs Gauvin.....	1730	Robitaille <i>et al</i> vs Gauvin.....	1730
RIMOUSKI :—		RIMOUSKI :—	
Corbin vs Jean.....	1731	Corbin vs Jean.....	1731
Ouellet vs Claveau.....	1732	Ouellet vs Claveau.....	1732
Tremblay vs Carré.....	1731	Tremblay vs Carré.....	1731
ROBERVAL :—		ROBERVAL :—	
La Banque de Montréal vs Lalancette... ..	1732	The Bank of Montreal vs Lalancette... ..	1732
Le Prêt Hypothécaire vs Simard <i>et vir</i>	1733	Le Prêt Hypothécaire vs Simard <i>et vir</i>	1733
Garage Lac-Saint-Jean, Ltée vs Pednaud.	1733	Garage Lac-Saint-Jean, Ltée vs Pednaud.	1733
Tremblay vs Dufour.....	1733	Tremblay vs Dufour.....	1733
SAINT-FRANÇOIS :—		SAINT FRANCIS :—	
Loubier vs Patry.....	1734	Loubier vs Patry.....	1734
SAINT-HYACINTHE :—		SAINT-HYACINTHE :—	
Letendre vs Provencher <i>et al.</i>	1734	Letendre vs Provencher <i>et al.</i>	1734
TERREBONNE :—		TERREBONNE :—	
The Eagle Lumber Co., Ltd. vs Sigouin..	1735	The Eagle Lumber Co., Ltd. vs Sigouin..	1735
TROIS-RIVIÈRES :—		TROIS RIVIERES :—	
Fisher vs héritiers N. Berthiaume.....	1736	Fisher vs heirs N. Berthiaume.....	1736
Leblanc vs Bettez.....	1735	Leblanc vs Bettez.....	1735